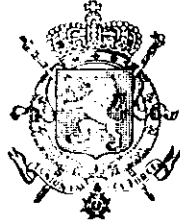


ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1958

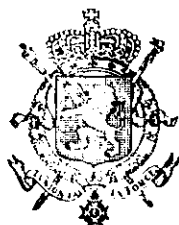
Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK - ANVERS

1961

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1958

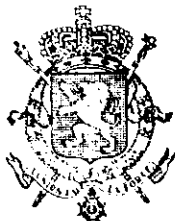
Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK - ANVERS

1961

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1958

Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK - ANVERS

1961

Statistique Criminelle
de la
Belgique

—
Année 1958
—

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.

- § 1. — Principes et exécution des enquêtes.
1. Généralités.
 2. Infractions prises en considération.
 3. Unités statistiques prises en considération.
 4. Méthode d'élaboration.
 5. Organisation des travaux.
- § 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :
1. Economie générale du droit criminel.
 2. Notions de droit pénal.
 3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
 4. Le droit criminel et la statistique.
- § 3. — Données démographiques.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Chapitre premier. — Statistique des condamnés.

- Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.
- „ II. — Etat civil et situation de famille des condamnés.
- „ III. — Profession et état social des condamnés.
- „ IV. — Age des condamnés.
- „ V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- „ VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- „ VII. — Ivrognerie.

Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

§ 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES

1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

1^o) de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale) ;

2^o) des décisions intervenues (statistique des condamnations) ;

3^o) de la personne des justiciables (statistique des condamnés) ;

4^o) des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmate spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc.... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégageant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

2. -- Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme "criminel" au sens admis par la "statistique criminelle".

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas, dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

1^o) les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique.

- en sont exceptés :
- certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ;
 - les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;
 - 2°) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite

analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3°) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

NOMENCLATURE EN USAGE POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916 art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1866, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n° 26, Duel, ne figure dans aucun tableau aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314.
	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	peines correctionnelles peines de police	17 C. P. art. 383 à 386 bis
		18 Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie		19 C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille		20 C. P. art. 391bis.
Meurtre	peines criminelles peines correctionnelles	21
		22 C. P. art. 393 à 397, 475.
Lésions corporelles volontaires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23
		24 C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		25
Duel		26 C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		27 C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	28 C. P. art. 443 à 452.
		29 C. P. art. 453.
Violation de sépulture		30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		31 C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel		32 C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et autres communications		33 C. P. 460 et 460bis. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Loi concernant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
Vols et maraudages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	34
		35 C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
		36
Banqueroute		37 C. P. art. 489 et 490.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correctionnelles peines de police	38 C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935. Code de commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
		39 Loi sur la falsification de denrées alimentaires 4 août 1890 art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935, Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1951, art. 22.
		40 Recel C. P. art. 505 et 506. Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Recel d'objets militaires).
Incendie	peines criminelles peines correctionnelles	41 C. P. art. 510 à 518.
		42
Destructions et dommages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	43 C. P. art. 520 à 550, 563 § 2.
		44 Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
	45	

3. — Unités statistiques prises en considération par la statistique criminelle :

a) Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

b) Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et ayant fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de com-

plément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état-civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge ; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1^o) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2^o) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3^o) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers ;

4^o) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et en-

suite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

5^o) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi ; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives

de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 195		Sexe et antécédents				
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE		STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
	BULLETIN A DEPOUILLER	BULLETIN A DECOMPTER	Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
			Infrac.	Année	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents Légitime ou illégitime Infraction	Nombre des condamnations Sexe et antécédents Légitime ou illégitime Infraction				
Tribunal	Canton { lieu de naissance domicile lieu des faits	Canton { lieu de naissance domicile lieu de faits				
Infraction	Age Etat civil Nombre d'enfants Instruction Profession Ivrognerie	Age Etat civil Nombre d'enfants Instruction Profession Ivrognerie				
Peine prononcée	Récidive { sans juridictions militaires avec juridictions militaires	Récidive { sans juridictions militaires avec juridictions militaires				
Surais	Décisions des juges d'enfants { infractions criminelles vagabondage, etc.	Décisions des juges d'enfants { infractions criminelles vagabondage, etc.				
Peine ou mesure accessoire	Internements A. L. D. S. R.	Internements A. L. D. S. R.	46			
Cumul plus de 6 mois	A	B ^I				
Appel police		B ^{II}				C

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le volet A est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par les tribunaux correctionnels et ne doit pas retenir ici notre attention.

Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Les volets B I et B II servent à établir la statistique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet B I d'une fiche.

En même temps, et à l'aide du dossier du délinquant où sera classé le bulletin de condamnation, la condamnation éventuelle précédente, relevant de la statistique criminelle et encourue pendant la même année par le même individu, est codifiée sur le volet B II sous la rubrique "Bulletin à décompter". Il y a lieu de noter que cette condamnation précédente a déjà dû être codifiée antérieurement sur le volet B I d'une autre fiche.

Après cette opération, la fiche codifiée est classée séparément et perd tout contact et toute possibilité d'identification avec le bulletin de condamnation qu'elle représente.

En fin d'année, l'ensemble des fiches est transmis à l'Institut National de Statistique, où les dépouillements et dénombrements sont opérés à l'atelier de mécanographie.

Le compte séparé des données codifiées sur les volets B I et B II permet, par soustraction des condamnations à décompter, d'établir le compte des individus définitivement condamnés, retenus seulement pour la dernière condamnation de l'année.

Le volet C de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet B I, est mentionnée séparément sur le volet C.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements ;
- 2) celle des publications ;
- 3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassant largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au "modus vivendi" que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés

d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

§ 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal ; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par «droit criminel» ou pénal au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et

condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle "nulla poena sine lege" découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que "nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi".

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent

être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémentaire, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) Participation.

Sont punis comme "auteurs" ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. "Complices" sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) Causes de justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictuel.

10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé de : circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent : réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal

prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli

avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le double du terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de respon-

sabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

3. Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui

toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les garde pêche, les brigadiers champêtres, les gardes champêtres adjoints et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

2) Saisine des juridictions répressives.

a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation ; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée ; dans le même

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux civils n'exerce aucune influence sur les poursuites résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les Tribunaux répressifs ; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement ; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite ; cette information qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à

la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit réunir aussi bien les éléments favorables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déférés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois ; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuites, sans frais ; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolutoire, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	COMPOSITION		COMPETENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice de paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels ; règlement de la procédure : Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substituts et Substituts du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL. Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambres des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substituts du procureur-général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Gand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1 ^o La Cour : composée du président (membre de la Cour d'Appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2 ^o Le Jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

1) Tribunaux de police.

Ratione materiae, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux, baux à loyer et autres), les infractions (contraven-

tions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

Ratione loci : le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

Ratione personae : le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 au moins et dans certains cas les militaires.

2) Tribunaux correctionnels.

Ratione materiae : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont de la compétence du juge de police mais sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

Ratione loci : sont également compétents, les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

4) Les Cours d'Assises.

Ratione materiae : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déférés, les délits politiques et les délits de presse.

Ratione loci : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

Ratione personae : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice, coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substituts près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

4. — Le droit criminel et la statistique.

1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2^o de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il ne peut pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours

d'infractions ; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de condamnés et le nombre d'infractions individuelles commises par l'ensemble de ces condamnés ; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèvera :

1^o trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave) ;

2^o quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code ; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont com-

posés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle

§ 3. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état-civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la plus

aucune indication précise concernant la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel ; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique "Informations et Documentation" dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle ; on les trouvera réunis ci-dessous.

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions ayant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE
REPARTIE PAR SEXE ET AGE.

AN-NEES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	134 840	205 388	653 827	622 326	518 260	438 133	287 692	154 029	3 014 495
	Femmes	133 745	202 699	632 181	636 747	534 639	453 917	313 644	199 478	3 107 050
	Ensemble	268 585	408 087	1 286 008	1 259 073	1 052 899	892 050	601 336	353 507	6 121 545
1949	Hommes	125 471	197 616	627 078	551 518	649 951	505 725	365 624	256 313	3 279 296
	Femmes	123 711	195 590	601 970	542 473	656 451	561 122	422 129	327 137	3 430 583
	Ensemble	249 182	393 206	1 229 048	1 093 991	1 306 402	1 066 847	787 753	583 450	6 709 879
1950	Hommes	120 317	196 795	616 107	556 109	647 396	516 914	364 746	260 429	3 278 813
	Femmes	118 812	195 755	595 376	546 712	654 846	572 007	426 194	334 665	3 444 367
	Ensemble	239 129	392 550	1 211 483	1 102 821	1 302 242	1 088 921	790 940	595 094	6 723 180
1951	Hommes	117 607	191 319	612 913	566 076	643 406	532 384	366 671	265 479	3 295 855
	Femmes	115 832	188 957	592 414	552 686	648 566	583 609	430 471	341 628	3 454 163
	Ensemble	233 439	380 276	1 205 327	1 118 762	1 291 972	1 115 993	797 142	607 107	6 750 018
1952	Hommes	115 306	184 955	608 890	570 442	641 759	546 578	367 381	271 253	3 306 564
	Femmes	113 396	182 843	591 246	554 957	646 543	595 385	435 378	351 187	3 470 935
	Ensemble	228 702	367 798	1 200 136	1 125 399	1 288 302	1 141 963	802 759	622 440	6 777 499
1953	Hommes	115 389	178 320	599 656	576 630	639 274	557 068	368 640	274 876	3 309 853
	Femmes	113 239	175 819	587 084	559 008	643 968	603 467	442 754	359 108	3 484 447
	Ensemble	228 628	354 139	1 186 740	1 135 638	1 283 242	1 160 535	811 394	633 984	6 794 300
1954	Hommes	117 567	174 216	588 506	582 111	634 471	567 659	372 437	277 128	3 314 095
	Femmes	115 735	172 691	578 194	563 872	639 968	612 509	450 505	366 474	3 499 948
	Ensemble	233 302	346 907	1 166 700	1 145 983	1 274 439	1 180 168	822 942	643 602	6 814 043
1955	Hommes	116 964	173 188	578 840	598 557	623 005	577 703	377 264	280 146	3 325 667
	Femmes	116 490	170 309	571 776	576 886	626 245	619 032	458 693	373 408	3 512 839
	Ensemble	233 454	343 497	1 150 616	1 175 443	1 249 250	1 196 735	835 957	653 554	6 838 506
1956	Hommes	109 889	174 930	569 533	621 405	601 679	583 685	385 249	282 364	3 328 734
	Femmes	109 125	172 577	563 558	600 201	603 282	622 916	469 740	380 498	3 521 897
	Ensemble	219 014	347 507	1 133 091	1 221 606	1 204 961	1 206 601	854 989	662 862	6 850 631
1957	Hommes	97 823	175 749	562 375	650 175	575 971	591 288	393 222	285 322	3 333 925
	Femmes	97 777	173 721	557 621	626 354	575 908	626 793	479 963	388 118	3 526 255
	Ensemble	197 600	349 470	1 119 996	1 276 529	1 151 879	1 218 081	873 185	673 440	6 860 180
1958	Hommes	98 673	169 614	553 947	675 137	547 639	595 517	401 182	285 223	3 326 932
	Femmes	95 827	168 663	550 706	652 780	548 059	631 180	490 219	393 405	3 530 839
	Ensemble	194 500	338 277	1 104 653	1 327 917	1 095 698	1 226 697	891 401	678 628	6 857 771

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION
PAR Km2, PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1958.

Arrondissement judiciaire	Etendue en km2	Population en 1958	Densité par km2 en 1958
Bruxelles	1 106,07	1 398 326	1 261
Louvain	1 129,28	313 732	301
Nivelles	1 048,21	191 991	186
Anvers	1 000,90	819 432	819
Malines	503,63	267 241	531
Turnhout	1 356,05	286 532	211
Mons	1 182,67	135 038	368
Charleroi	1 469,22	608 393	411
Tournai	1 072,18	233 121	217
Gand	1 354,50	551 028	407
Audenarde	679,44	252 828	372
Termonde	943,80	157 584	185
Bruges	1 227,98	394 394	321
Courtrai	678,26	116 561	614
Furnes	628,02	93 053	150
Ypres	700,74	116 292	209
Liège	882,87	629 208	713
Huy	1 014,92	112 817	111
Verviers	2 042,16	236 353	116
Tongres	1 179,82	268 685	228
Hasselt	1 228,13	286 111	233
Arlon	1 235,92	89 922	73
Marche-en-Famenne	1 402,05	56 889	41
Neufchâteau	1 780,00	70 457	40
Namur	1 124,42	225 694	201
Dinant	2 535,83	143 116	56
Le Royaume	30 507,07	9 078 635	298

(1) Y compris les moins de 16 ans.

STATISTIQUE CRIMINELLE

CHAPITRE I

Statistique des condamnés

SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES. CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées (voir Introduction générale, § 1, 4^o) afférentes à l'année 1958 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n° 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter et constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés, tels qu'ils ont été définis, comme unités statistiques, dans le 3^o du § 1 de l'Introduction générale.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires ; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

(Le relevé n° 1 correspond au tableau n° 30 de l'ancienne publication "Statistique judiciaire de la Belgique".)

Relevé n° 1. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES, ET DES
CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE
D'INFRACTION
ANNEE 1958

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	4 1 5	2 1 3	2 - 2	4 1 5	2 1 3	2 - 2	- - -	- - -	- - -
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	25 1 26	15 1 16	10 - 10	25 1 26	15 1 16	10 - 10	- - -	- - -	- - -
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	847 191 1 038	504 138 642	343 53 396	816 183 999	492 136 628	324 47 371	31 8 39	12 2 14	19 6 25
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	21 15 36	10 13 23	11 2 13	21 15 36	10 13 23	11 2 13	- - -	- - -	- - -
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Hommes Femmes Ensemble	93 7 100	52 5 57	11 2 13	85 6 91	52 5 57	33 1 34	8 1 9	- - -	8 1 9
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	49 2 51	41 2 43	8 - 8	48 2 50	40 2 42	8 - 8	1 - 1	1 - 1	- - -
Infractions contre l'ordre public par des particuliers : peines correctionnelles	7	Hommes Femmes Ensemble	2 371 288 2 659	999 137 1 136	1 372 151 1 523	2 196 270 2 466	963 133 1 096	1 233 137 1 370	175 18 193	36 4 40	139 14 153
peines de police	8	Hommes Femmes Ensemble	402 86 488	286 67 353	116 19 135	386 84 470	275 65 340	111 19 130	16 2 18	11 2 13	5 - 5
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes Femmes Ensemble	353 32 385	139 13 152	211 19 233	329 29 358	135 12 147	194 17 211	24 3 27	4 1 5	20 2 22
Avortement	10	Hommes Femmes Ensemble	36 114 150	20 91 111	16 23 39	36 113 149	20 90 110	16 23 39	- 1 1	- 1 1	- - -
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes Femmes Ensemble	138 60 198	51 23 74	87 37 124	124 56 180	43 22 65	81 34 115	14 4 18	8 1 9	6 3 9
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes Femmes Ensemble	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
Enlèvement de mineurs	13	Hommes Femmes Ensemble	8 16 24	3 11 17	5 2 7	6 16 22	2 14 16	4 2 6	2 - 2	1 - 1	1 - 1
Attentats à la pudeur et viols peines criminelles	14	Hommes Femmes Ensemble	2 - 2	1 - 1	1 - 1	2 - 2	1 - 1	1 - 1	- - -	- - -	- - -
peines correctionnelles	15	Hommes Femmes Ensemble	823 20 843	534 14 548	289 6 295	805 20 825	524 14 538	281 6 287	18 - 18	10 - 10	8 - 8

Relevé n° 1 — 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes Femmes Ensemble	168 357 525	83 165 248	85 192 277	165 345 510	82 162 244	83 183 266	3 12 15	1 3 4	2 9 11
Outrages publics aux mœurs peines correctionnelles	17	Hommes Femmes Ensemble	765 188 953	484 142 626	281 16 327	733 179 912	475 138 613	258 41 299	32 9 41	9 1 13	23 5 28
peines de police	18	Hommes Femmes Ensemble	12 1 13	5 1 6	7 - 7	12 1 13	5 1 6	7 - 7	- - -	- - -	- - -
Adultère et bigamie	19	Hommes Femmes Ensemble	2 540 1 571 4 111	1 529 1 226 2 755	1 011 315 1 356	2 397 1 529 3 926	1 471 1 201 2 672	926 328 1 254	143 42 185	58 25 83	85 17 102
Abandon de famille	20	Hommes Femmes Ensemble	480 4 484	142 - 142	338 4 342	451 4 455	136 - 136	315 4 319	29 - 29	6 - 6	23 - 23
Meurtre : peines criminelles	21	Hommes Femmes Ensemble	13 4 17	5 3 8	8 1 9	13 4 17	5 3 8	8 1 9	- - -	- - -	- - -
peines correctionnelles	22	Hommes Femmes Ensemble	1 1 2	1 - 1	- - -	1 - 1	1 - 1	- - -	- - -	- - -	- - -
Lésions corporelles volontaires : peines criminelles	23	Hommes Femmes Ensemble	1 - 1	- - -	1 - 1	1 - 1	- - -	1 - 1	- - -	- - -	- - -
peines correctionnelles	24	Hommes Femmes Ensemble	3 779 491 4 270	1 835 285 2 120	1 944 206 2 150	3 502 481 3 983	1 774 282 2 056	1 728 199 1 927	277 10 287	61 3 64	216 7 223
peines de police	25	Hommes Femmes Ensemble	2 362 767 3 129	1 327 509 1 827	1 035 267 1 302	2 181 740 2 921	1 271 488 1 759	910 252 1 162	181 27 208	56 12 68	125 15 140
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes Femmes Ensemble	95 6 101	37 5 42	58 1 59	83 6 89	36 5 41	17 1 18	12 - 12	1 - 1	11 - 11
Calomnies et injures : peines correctionnelles	28	Hommes Femmes Ensemble	129 65 194	66 39 105	63 26 89	121 61 185	64 38 102	57 26 83	8 1 9	2 1 3	6 - 6
peines de police	29	Hommes Femmes Ensemble	52 45 97	27 26 53	25 19 44	47 44 91	24 25 49	23 19 42	5 1 6	3 1 4	2 - 2
Violation de sépulture	30	Hommes Femmes Ensemble	1 1 2	- - -	1 - 1	- - -	- - -	- - -	1 1 2	- - -	1 - 1
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes Femmes Ensemble	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
Violation du secret professionnel	32	Hommes Femmes Ensemble	2 - 2	2 - 2	- - -	2 - 2	2 - 2	- - -	- - -	- - -	- - -
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes Femmes Ensemble	1 1 2	- - -	1 - 1	1 - 1	- - -	1 - 1	- - -	- - -	- - -

Relevé n° 1 — 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Vols et maraudages : peines criminelles	34	Hommes	4	3	1	4	3	1	—	—	—
		Femmes	1	—	1	1	—	1	—	—	—
		Ensemble	5	3	2	5	3	2	—	—	—
peines correctionnelles	35	Hommes	4 383	2 195	2 188	4 050	2 092	1 958	333	103	230
		Femmes	953	618	335	924	609	315	29	9	20
		Ensemble	5 336	2 813	2 523	4 974	2 701	2 273	362	112	250
peines de police	36	Hommes	118	73	45	109	69	40	9	4	5
		Femmes	57	33	24	57	33	24	—	—	—
		Ensemble	175	106	69	166	102	64	9	4	5
Banqueroute	37	Hommes	78	41	31	75	44	31	3	—	3
		Femmes	16	11	5	16	11	5	—	—	—
		Ensemble	94	55	39	91	55	36	3	—	3
Abus de confiance, escroquerie, tromperie : peines correctionnelles	38	Hommes	1 768	741	1 027	1 558	695	863	210	40	164
		Femmes	329	182	147	316	177	139	13	5	8
		Ensemble	2 097	923	1 174	1 874	872	1 002	223	51	172
peines de police	39	Hommes	13	8	5	10	7	3	3	1	2
		Femmes	5	3	2	5	3	2	—	—	—
		Ensemble	18	11	7	15	10	5	3	1	2
Recel	40	Hommes	314	155	159	295	150	145	19	5	14
		Femmes	116	78	38	112	76	36	4	2	2
		Ensemble	430	233	197	407	226	181	23	7	16
Incendie : peines criminelles	41	Hommes	5	1	1	5	4	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	5	1	1	5	4	1	—	—	—
peines correctionnelles	42	Hommes	11	7	4	10	6	4	1	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	11	7	4	10	6	4	1	1	—
Destruction et dommages : peines criminelles	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	Hommes	335	178	157	295	170	125	40	8	32
		Femmes	32	16	16	29	15	14	3	1	2
		Ensemble	367	194	173	324	185	139	43	9	34
peines de police	45	Hommes	221	130	91	203	123	80	18	7	11
		Femmes	39	24	15	39	24	15	—	—	—
		Ensemble	260	154	106	242	147	95	18	7	11
Totaux		Hommes	22 820	11 737	11 083	21 205	11 282	9 923	1 615	455	1 160
		Femmes	5 883	3 877	2 006	5 694	3 800	1 894	189	77	112
		Ensemble	28 703	15 614	13 089	26 899	15 082	11 817	1 804	532	1 272

APERÇUS RETROSPECTIF.

1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1949 à 1958 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31 313	8 641	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28 915	8 089	37 004
1949	27 285	8 195	35 480
1950	23 434	7 111	30 545
1951	23 938	6 793	30 731
1952	25 273	7 006	32 279
1953	22 063	6 470	28 533
1954	20 596	5 923	26 519
1955	20 604	6 086	26 690
1956	21 314	6 023	27 337
1957	20 512	5 793	26 305
1958	21 205	5 694	26 899

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78,37	21,63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78,11	21,89	100
1949	76,90	23,10	
1950	76,72	23,28	
1951	77,90	22,10	
1952	78,30	21,70	
1953	77,32	22,68	100
1954	77,67	22,33	
1955	77,20	22,80	
1956	77,97	22,03	
1957	77,98	22,02	
1958	78,83	21,17	

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variati-

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 1944 et 1945, pages 40 et 41.

ons du niveau de la criminalité des hommes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans ; voir le relevé de la population au § 3 de l'Introduction générale) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920, 1930 et 1940 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1 873	553	1 205
1910	1 643	493	1 062
1920	1 022	462	735
1930	1 039	278	653
1940	789	273	526

En adoptant comme base égale à 100 les taux moyens relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1949 à 1958.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITE PAR SEXE. INDICES DES TAUX DE CRIMINALITE DE 1949 à 1958

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants			Indice des taux de criminalité		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1 039	278	653	—	—	—
Moyennes relevées de 1930 à 1939	945	256	595	100	100	100
1949	832	239	529	88	93	89
1950	715	206	454	76	80	76
1951	726	197	455	77	77	76
1952	764	202	476	81	79	80
1953	666	186	420	70	73	70
1954	621	169	389	66	66	65
1955	620	173	390	66	68	66
1956	640	171	399	68	67	67
1957	615	164	383	65	64	64
1958	637	161	392	67	63	66

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

Le nombre de condamnés est un peu plus élevé en 1958 qu'en 1957, mais cette hausse est trop faible pour être significative.

Le taux de criminalité, qui s'établit à 392, reste très stable. En fait il n'a pas varié sensiblement depuis 1951.

En ce qui concerne la répartition entre les sexes, on constate une légère hausse du pourcentage, de la délinquance masculine.

2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23 249	16 705	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20 661	16 343	37 004
1949	22 190	13 290	35 480
1950	17 863	12 682	30 545
1951	17 833	12 898	30 731
1952	18 599	13 680	32 279
1953	16 462	12 071	28 533
1954	14 881	11 638	26 519
1955	15 146	11 544	26 690
1956	15 356	11 981	27 337
1957	14 986	11 319	26 305
1958	15 082	11 817	26 899

Un examen plus approfondi de la récidive fait l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

On trouvera dans le tableau D une répartition des condamnés en primaires et récidivistes depuis 1949.

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1949 à 1958.

Le pourcentage de récidivistes reste cette année encore tout à fait normal.

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58,19	41,81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55,74	44,26	100
1949	62,54	37,46	100
1950	58,48	41,52	
1951	58,02	41,98	
1952	57,62	42,38	
1953	57,69	42,31	
1954	56,12	43,88	
1955	56,75	43,25	
1956	56,17	43,83	
1957	56,97	43,03	
1958	56,07	43,93	

SECTION II.

ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

Relevé n° 2. — ETAT CIVIL DES CONDAMNES

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	MARIÉS						
			CELIBATAIRES		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	1	—	—	1	1	1	—
		Femmes	—	—	—	—	1	1	—
		Ensemble	1	—	—	1	2	2	1
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes	5	4	4	3	6	3	—
		Femmes	1	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	6	4	4	3	6	3	—
Faux en écritures	3	Hommes	102	47	99	82	278	166	—
		Femmes	29	5	25	5	69	30	—
		Ensemble	131	52	124	87	347	196	—
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	5	1	1	4	3	5	—
		Femmes	5	—	1	—	6	1	—
		Ensemble	10	1	2	4	9	6	—
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes	30	14	8	4	13	11	—
		Femmes	2	—	1	1	2	—	—
		Ensemble	32	14	9	5	15	11	—
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	12	—	5	2	23	5	—
		Femmes	—	—	—	—	2	—	—
		Ensemble	12	—	5	2	25	5	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	408	319	118	224	422	616	—
		Femmes	27	20	25	24	67	75	—
		Ensemble	435	339	143	248	489	691	—
peines de pol.	8	Hommes	88	18	48	26	135	57	—
		Femmes	9	2	13	5	38	10	—
		Ensemble	97	20	61	31	173	67	—
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	57	65	18	37	57	83	—
		Femmes	3	3	—	5	9	8	—
		Ensemble	60	68	18	42	66	91	—
Avortement	10	Hommes	3	—	6	3	10	10	—
		Femmes	21	2	14	5	45	11	—
		Ensemble	24	2	20	8	55	21	—
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes	—	—	7	7	34	70	—
		Femmes	4	4	—	4	18	23	—
		Ensemble	4	4	7	11	52	93	—
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	—	1	1	3	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	13	2	—
		Ensemble	—	1	1	3	14	2	—
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	—	—	—	—	1	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	1	1	—
peines crim.	15	Hommes	280	77	57	48	173	128	—
		Femmes	2	1	1	1	9	2	—
		Ensemble	282	78	58	49	182	130	—
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes	27	18	26	22	22	33	—
		Femmes	42	30	33	64	60	54	—
		Ensemble	69	48	59	86	82	87	—

— ANNEE 1958

VEUFS				DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	10	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	10	26
2	2	2	3	4	18	5	6	—	—	492	324	816
3	1	6	1	2	2	2	3	—	—	136	47	183
5	3	8	4	6	20	7	9	—	—	628	371	999
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	10	11	21
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	15
1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	23	13	36
—	1	—	1	1	1	—	1	—	—	52	33	85
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	6
—	1	—	1	1	1	—	1	—	—	57	34	91
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	40	8	48
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	42	8	50
2	11	3	9	8	33	2	21	—	—	963	1 233	2 196
2	2	4	3	6	5	2	8	—	—	133	137	270
4	13	7	12	14	38	4	29	—	—	1 096	1 370	2 466
1	1	2	2	—	5	1	2	—	—	275	111	386
—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	65	19	84
1	1	6	2	1	6	1	3	—	—	340	130	470
—	2	1	—	1	6	—	1	—	—	135	194	329
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	12	17	29
—	3	1	—	1	6	—	1	—	—	147	211	358
1	—	—	—	—	1	—	2	—	—	20	16	36
—	2	7	1	1	—	2	2	—	—	90	23	113
1	2	7	1	1	1	2	4	—	—	110	39	149
—	—	1	1	1	2	—	1	—	—	43	81	124
—	—	1	2	1	—	—	1	—	—	22	34	56
—	—	1	3	1	2	—	2	—	—	65	115	180
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	2	16
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	6	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
6	5	5	8	2	8	1	7	—	—	524	281	805
—	—	—	—	1	1	1	1	—	—	4	6	20
6	5	5	8	3	9	2	8	—	—	538	287	825
1	—	—	1	4	2	2	7	—	—	82	83	165
4	6	9	3	7	17	6	9	—	—	162	183	345
5	6	9	4	11	19	8	16	—	—	244	266	510

Relevé n° 2 --- 1958 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS			
					SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Vol et maraudages	peines crim. 34	Hommes	3	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	1
		Ensemble	3	—	—	—	—	1
peines correc. 35	Hommes	1 189	749	223	347	644	736	
	Femmes	150	45	128	69	298	147	
	Ensemble	1 339	794	351	416	942	883	
peines de pol. 36	Hommes	29	5	8	12	32	23	
	Femmes	4	—	7	5	19	16	
	Ensemble	33	5	15	17	51	39	
Banqueroute 37	Hommes	3	—	10	12	31	18	
	Femmes	2	2	3	2	5	1	
	Ensemble	5	2	13	14	36	19	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correc. 38	Hommes	182	160	115	233	378	393
		Femmes	24	10	27	33	103	66
		Ensemble	206	170	142	266	481	459
peines de pol. 39	Hommes	1	1	1	1	5	1	
	Femmes	—	—	1	1	2	—	
	Ensemble	1	1	2	2	7	1	
Recel 40	Hommes	57	25	25	31	65	74	
	Femmes	7	—	18	6	46	26	
	Ensemble	64	25	43	37	111	100	
Incendie 41	Hommes	2	1	—	—	2	—	
	Femmes	—	—	—	—	—	—	
	Ensemble	2	1	—	—	2	—	
peines correc. 42	Hommes	4	3	1	—	1	1	
	Femmes	—	—	—	—	—	—	
	Ensemble	4	3	1	—	1	1	
Destructions et dommages 43	Hommes	—	—	—	—	—	—	
	Femmes	—	—	—	—	—	—	
	Ensemble	—	—	—	—	—	—	
peines correc. 44	Hommes	97	37	15	26	55	54	
	Femmes	2	2	2	4	10	6	
	Ensemble	99	39	17	30	65	60	
peines de pol. 45	Hommes	72	21	15	20	35	34	
	Femmes	6	2	6	5	11	7	
	Ensemble	78	23	21	25	46	41	
Totaux	Hommes	4 715	2 583	1 889	2 191	4 378	4 415	
	Femmes	527	163	954	492	2 129	996	
	Ensemble	5 242	2 746	2 843	2 683	6 507	5 411	

VEUFS				DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	1	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	2	5
8	20	10	23	9	62	6	21	3	—	2 092	1 958	4 050
11	11	12	17	4	15	6	11	—	—	609	315	924
19	31	22	40	13	77	12	32	3	—	2 701	2 273	4 974
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	69	40	109
2	1	—	2	—	—	1	—	—	—	33	24	57
2	1	—	2	—	—	1	—	—	—	102	64	166
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	44	31	75
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	11	5	16
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	55	36	91
4	12	7	10	3	36	6	19	—	—	695	863	1 558
5	5	8	5	2	12	8	8	—	—	177	139	316
9	17	15	15	5	48	14	27	—	—	872	1 002	1 874
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	5	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	150	145	295
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	76	36	112
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	226	181	407
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	4	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	4	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	3	—	2	1	2	1	1	—	—	170	125	295
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	14	29
1	3	1	2	1	3	1	2	—	—	185	139	324
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	123	80	203
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24	15	39
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	147	95	242
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
59	95	80	115	95	329	62	195	4	—	11 282	9 923	21 205
41	40	70	63	34	71	44	69	1	—	3 800	1 894	5 694
100	135	150	178	129	400	106	264	5	—	15 082	11 817	26 899

APERÇUS RETROSPECTIFS.**1. — Etat civil des condamnés.**

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1949 à 1958 le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées les moyennes se rapportant à la période 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1943, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.

Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables ; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidiairement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFS ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	6 602	18 548	25 150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6 919	17 833	24 752
1949	7 719	16 451	24 170
1950	6 824	14 165	20 989
1951	6 985	14 278	21 263
1952	7 491	15 059	22 550
1953	6 663	13 398	20 061
1954	6 338	12 568	18 906
1955	6 020	12 901	18 921
1956	6 378	12 931	19 309
1957	6 136	12 563	18 699
1958	6 290	12 616	18 906

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21 406	18 548	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19 172	17 833	37 005
1949	19 029	16 451	35 480
1950	16 380	14 165	30 545
1951	16 453	14 278	30 731
1952	17 220	15 059	32 279
1953	15 135	13 398	28 533
1954	13 951	12 568	26 519
1955	13 789	12 901	26 690
1956	14 406	12 931	27 337
1957	13 742	12 563	26 305
1958	14 283	12 616	26 899

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, regroupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1943 on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFS ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	26,25	73,75	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	27,98	72,02	100
1949	31,94	68,06	100
1950	32,51	67,49	
1951	32,85	67,15	
1952	33,22	66,78	
1953	33,21	66,79	
1954	33,52	66,48	
1955	31,82	68,18	
1956	33,03	66,97	
1957	32,81	67,19	
1958	30,06	69,94	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53,58	46,42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51,77	48,23	100
1949	53,63	46,37	100
1950	53,63	46,37	
1951	53,53	46,47	
1952	53,35	46,65	
1953	53,04	46,96	
1954	52,61	47,39	
1955	51,66	48,34	
1956	52,70	47,30	
1957	52,24	47,76	
1958	53,10	46,90	

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.
(2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéres-

sés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie ; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

Relevé n° 3 — A — 1958 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	25	3	54	22	10	27	1	—	3	145
	Employés	1	—	—	—	—	1	—	—	2	2
	Ouvriers	43	5	110	37	35	76	—	4	11	321
	Aidants	7	—	19	3	6	16	—	—	1	52
Industrie textile	Patrons	2	—	4	—	—	5	—	1	—	12
	Employés	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	52	1	89	39	41	104	2	3	12	343
	Aidants	—	—	4	2	—	3	—	1	—	10
Industrie du vêtement	Patrons	6	—	18	10	13	14	1	—	2	64
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	3	—	12	14	4	10	—	—	—	43
	Aidants	—	—	2	—	—	1	—	—	—	3
Industrie de la construction	Patrons	30	1	44	16	7	28	—	1	1	128
	Employés	1	—	1	—	—	1	—	—	—	4
	Ouvriers	281	31	653	316	141	596	6	10	59	2 096
	Aidants	32	3	81	41	18	59	2	1	6	243
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	4	—	9	3	2	7	1	—	—	26
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	48	5	111	51	38	92	2	1	12	360
	Aidants	1	—	3	—	1	3	—	—	—	8
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	4	—	1	—	—	8	—	—	—	13
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	10	1	26	10	13	27	1	—	2	90
	Aidants	—	—	1	—	1	—	—	—	—	3
Industrie du tabac	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	1	—	2	1	2	1	—	—	—	7
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	3	3	—	—	—	1	—	9
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 3 — A — 1958 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	1	—	4	1	3	1	—	—	1	11
	Employés	1	—	6	—	2	1	—	—	—	10
	Ouvriers	14	—	14	8	5	6	—	—	1	48
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrons	7	—	24	12	9	5	—	4	1	62
	Employés	2	—	7	5	9	9	—	—	2	25
	Ouvriers	69	6	154	85	28	106	4	2	6	460
	Aidants	—	—	3	1	—	2	—	—	1	7
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	8	—	17	10	2	14	—	—	1	52
	Employés	7	—	10	11	5	9	—	—	1	43
	Ouvriers	315	27	848	380	138	529	12	15	39	2 303
	Aidants	3	—	2	1	2	5	—	—	—	13
Total	Patrons	90	4	185	81	49	120	3	7	9	548
	Employés	13	—	27	21	7	23	—	—	4	95
	Ouvriers	1 198	150	3 059	1 398	699	2 764	15	19	223	9 585
	Aidants	47	4	121	19	28	95	2	3	10	359
											5
		1 348	158	3 394	1 550	784	3 003	50	59	246	10 592

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	181	11	344	125	76	249	3	18	25	1 032
	Employés	33	3	91	31	16	25	1	1	1	202
	Ouvriers	14	—	11	21	18	39	1	1	2	137
	Aidants	2	1	12	4	1	6	1	—	—	27
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	54	5	136	65	32	73	1	4	2	372
	Employés	144	9	473	211	74	132	1	5	16	1 065
	Ouvriers	3	—	24	16	10	20	1	—	—	74
	Aidants	2	—	2	—	2	5	—	—	—	11
Total	Patrons	235	16	480	190	108	322	4	22	27	1 404
	Employés	177	12	564	242	90	157	2	6	17	1 267
	Ouvriers	17	—	65	37	28	59	2	1	2	211
	Aidants	4	1	14	4	3	11	1	—	—	38
											4
		434	29	1 125	473	229	550	9	29	46	2 924

Relevé n° 3 — A — 1958 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrés ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	8		46	19	5	7			1	86
Professions relatives aux sciences aux lettres et aux arts	17	3	49	31	6	21		1	1	129
Cultes	1		4		2	1				8
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes			2							2
Professions libérales diverses	2									2
Total	28	3	101	50	13	29		1	2	227

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques: eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	10	1	19	9	5	12		1	1	58
Institutions d'assistance communales	1		3	1	3	2				11
Pouvoir judiciaire	6		13	7	6	14		1		47
Personnel enseignant	15		39	23	20	47		1		145
Armée	13		38	20	8	18		2		99
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif										
Total	45	1	112	62	42	93		5	1	361

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	10		1	3		4				18
Service domestique et des personnes	1	1	13	14	19	14	1		1	94
Soins personnels	5	1	14	8	11	5			1	45
Total	16	2	58	25	30	23	1		2	157

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	573	78	1 531	690	416	1 311	15	33	116	4 760
--	-----	----	-------	-----	-----	-------	----	----	-----	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	119	27	321	99	126	300	5	22	37	1 056
Total général des hommes condamnés	2 719	329	6 963	3 026	1 706	5 697	83	169	513	21 205

B. — FEMMES — ANNEE 1958

Relevé n° 3 — 1958 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrés ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patronnes										
	Employées										
	Ouvrières	1		1							2
	Aidantes										
Agriculture, élevage	Patronnes	5		8		3	10		2	4	32
	Employées										
	Ouvrières			4	3	1	1			1	9
	Aidantes			1		1	1				3
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patronnes										
	Employées										
	Ouvrières										
	Aidantes										
Total	Patronnes	5		8		3	10		2	4	32
	Employées										
	Ouvrières	1		5	3	1	1			1	11
	Aidantes			1		1	1				3
Total			6		14		3		5		46

II. — Pêche

Pêche maritime	Patronnes										
	Employées										
	Ouvrières			1	1		2				4
	Aidantes										
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patronnes										
	Employées										
	Ouvrières			1	1		2				4
	Aidantes										
Total	Patronnes										
	Employées										
	Ouvrières			1	1		2				4
	Aidantes										
Total			1	1		2					4

Relevé n° 3 -- B -- 1958 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public									TOTAL
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Industrie du livre	Patrones					2					2
	Employées								1		2
	Ouvrières			1							
	Aidantes										
	Indéterm.										
Industrie d'art et de précision	Patrones			1	1		1				3
	Employées				1					2	3
	Ouvrières						1				
	Aidantes										
	Indéterm.										
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrones				1		1				2
	Employées			1							1
	Ouvrières	1		4	4		4		2		15
	Aidantes										
	Indéterm.										
Total	Patrones	2		22	29	7	11				71
	Employées			2	3						5
	Ouvrières	13		77	113	12	73	1	7	8	304
	Aidantes			1	3	3					7
	Indéterm.			1		1					3
		15		103	148	23	85	1	7	8	390

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrones	33	2	76	57	75	53		3	2	301
	Employées	8		16	19	5	7				55
	Ouvrières	2	2	13	16	7	6			3	49
	Aidantes			1	1					1	3
	Indéterm.	1		3	4		2				10
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrones	35	2	49	52	65	60	1	6	4	274
	Employées	9		52	43	9	11		3		127
	Ouvrières	5	2	22	39	28	20	2	2		120
	Aidantes	3		1	1		3				8
	Indéterm.										
Total	Patrones	68	4	125	109	140	113	1	9	6	575
	Employées	17		68	62	14	18		3		182
	Ouvrières	7	4	35	55	35	26	2	2	3	169
	Aidantes	3		2	2		3			1	11
	Indéterm.	1		3	4		2				10
		96	8	233	232	189	162	3	14	10	947

Relevé n° 3 -- B -- 1958 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public									TOTAL	
	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
1-2											

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir			2	5	1	1					9
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	3		2	2	1	1					8
Cultes					1						1
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes						1					1
Professions libérales diverses											
Total	3		4	7	2	3					19

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.			2			1					3
Institutions d'assistance communales											
Pouvoir judiciaire						2			1		13
Personnel enseignant			6	4							3
Armée			1			2					6
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif			2	4							
Total			11	8		5			1		25

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés						2					2
Service domestique et des personnes	15		83	66	42	30			3	2	211
Soins personnels	1		23	27	9	12			1	1	74
Total	16		106	93	51	44			4	3	317

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	31	3	198	303	53	130		13	7	738
Total général des femmes condamnées	364	29	1 630	1 719	544	1 226	6	108	68	5 694

C. -- RÉCAPITULATION, PAR GROUPES PROFESSIONNELS PRINCIPAUX,
DES RELEVÉS N° 3 A ET B. -- ANNÉE 1958.

Relevé n° 3 -- 1958 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Atteintes à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	127	26	239	50	51	347	3	20	62	925
	Femmes	6	1	14	3	5	11	1	2	5	46
	Ensemble	133	26	253	53	56	358	3	22	67	971
II. Pêche	Hommes	29	5	79	27	15	41	1	1	1	197
	Femmes	1	1	1	1	1	2	1	1	1	4
	Ensemble	29	5	80	28	15	43	1	1	1	201
III. Industrie	Hommes	1 348	158	3 394	1 550	784	3 003	50	59	246	10 592
	Femmes	15	1	103	148	23	85	1	7	8	390
	Ensemble	1 363	158	3 497	1 698	807	3 088	51	66	254	10 982
IV. Commerce	Hommes	434	29	1 125	473	229	550	9	29	46	2 924
	Femmes	96	8	233	232	189	162	3	14	10	947
	Ensemble	530	37	1 358	705	418	712	12	43	56	3 871
V. Professions libérales	Hommes	28	3	101	50	13	29	1	1	2	227
	Femmes	3	1	4	7	2	3	1	1	1	19
	Ensemble	31	3	105	57	15	32	1	1	2	246
VI. Fonctions publiques	Hommes	45	1	112	62	42	93	1	5	1	361
	Femmes	1	1	11	8	1	5	1	1	1	25
	Ensemble	45	1	123	70	42	98	1	6	1	386
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	16	2	58	25	30	23	1	1	2	157
	Femmes	16	1	106	93	51	44	1	4	3	317
	Ensemble	32	2	164	118	81	67	1	4	5	474
VIII. Professions non déterminées	Hommes	573	78	1 534	690	416	1 311	15	33	116	4 766
	Femmes	31	3	198	303	53	130	1	13	7	738
	Ensemble	604	81	1 732	993	469	1 441	15	46	123	5 504
IX. Sans profession	Hommes	119	27	321	99	126	300	5	22	37	1 056
	Femmes	197	18	960	924	221	784	2	67	35	3 208
	Ensemble	316	45	1 281	1 023	347	1 084	7	89	72	4 264
Total hommes		2 719	329	6 963	3 026	1 706	5 697	83	169	513	21 205
Total femmes		364	29	1 630	1 719	544	1 226	6	108	68	5 694
Total général		3 083	358	8 593	4 745	2 250	6 923	89	277	581	26 899

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Profession des condamnés.

La statistique criminelle n'a relevé la profession qu'à partir de 1941.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.

2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I et IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D

ci-après, une nomenclature établie comme suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au groupe VII (à savoir les gérants et gardiens de

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1950	Hommes	3 040	247	1 874	12 095	282	1 106	4 790	23 434
	Femmes	496	53	262	1 233	15	4 144	918	7 111
	Ensemble	3 536	300	2 136	13 318	297	5 250	5 708	30 545
1951	Hommes	2 746	263	1 913	12 550	404	1 180	4 882	23 938
	Femmes	476	48	280	1 149	16	3 950	874	6 793
	Ensemble	3 222	311	2 193	13 699	420	5 130	5 756	30 731
1952	Hommes	3 131	273	1 788	13 294	395	1 275	5 117	25 273
	Femmes	533	49	257	1 126	22	4 101	918	7 006
	Ensemble	3 664	322	2 045	14 420	417	5 376	6 035	32 279
1953	Hommes	2 759	262	1 810	11 562	260	1 048	4 362	22 063
	Femmes	530	49	247	1 057	21	3 793	773	6 470
	Ensemble	3 289	311	2 057	12 619	281	4 841	5 135	28 533
1954	Hommes	2 644	222	1 719	10 509	266	1 036	4 200	20 596
	Femmes	530	35	232	954	21	3 409	742	5 923
	Ensemble	3 174	257	1 951	11 463	287	4 445	4 942	26 519
1955	Hommes	2 873	219	1 718	9 786	342	1 051	4 615	20 604
	Femmes	589	28	212	832	20	3 588	817	6 086
	Ensemble	3 462	247	1 930	10 618	362	4 639	5 432	26 690
1956	Hommes	2 964	211	1 904	10 581	290	1 014	4 350	21 314
	Femmes	631	28	252	931	17	3 368	796	6 023
	Ensemble	3 595	239	2 156	11 512	307	4 382	5 146	27 337
1957	Hommes	2 513	225	1 668	10 283	271	983	4 569	20 512
	Femmes	617	28	251	821	10	3 330	736	5 793
	Ensemble	3 130	253	1 919	11 104	281	4 313	5 305	26 305
1958	Hommes	2 496	227	1 788	10 404	457	1 056	4 777	21 205
	Femmes	678	19	288	729	21	3 208	751	5 694
	Ensemble	3 174	246	2 076	11 133	478	4 264	5 528	26 899

propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée) constituent un

groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc.

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1950	Hommes	9,95	0,81	6,13	39,59	0,92	3,62	15,68	76,70
	Femmes	1,63	0,17	0,87	4,01	0,05	13,57	3,00	23,30
	Ensemble	11,58	0,98	7,00	43,60	0,97	17,19	18,68	100,00
1951	Hommes	8,94	0,86	6,22	40,84	1,31	3,84	15,89	77,90
	Femmes	1,54	0,15	0,91	3,74	0,05	12,86	2,85	22,10
	Ensemble	10,48	1,01	7,13	44,58	1,36	16,70	18,74	100,00
1952	Hommes	9,71	0,84	5,53	41,18	1,22	3,95	15,87	78,30
	Femmes	1,65	0,15	0,80	3,49	0,07	12,70	2,84	21,70
	Ensemble	11,36	0,99	6,33	44,67	1,29	16,65	18,71	100,00
1953	Hommes	9,67	0,92	6,34	40,52	0,91	3,67	15,29	77,32
	Femmes	1,86	0,17	0,87	3,70	0,07	13,30	2,71	22,68
	Ensemble	11,53	1,09	7,21	44,22	0,98	16,97	18,00	100,00
1954	Hommes	9,97	0,84	6,48	39,63	1,00	3,91	15,84	77,67
	Femmes	2,00	0,13	0,88	3,59	0,08	12,85	2,80	22,33
	Ensemble	11,97	0,97	7,36	43,22	1,08	16,76	18,64	100,00
1955	Hommes	10,76	0,82	6,44	36,67	1,28	3,94	17,29	77,20
	Femmes	2,21	0,10	0,79	3,12	0,08	13,44	3,06	22,80
	Ensemble	12,97	0,92	7,23	39,79	1,36	17,38	20,35	100,00
1956	Hommes	10,84	0,77	6,97	38,71	1,06	3,71	15,91	77,97
	Femmes	2,31	0,10	0,92	3,40	0,06	12,32	2,92	22,03
	Ensemble	13,15	0,87	7,89	42,11	1,12	16,03	18,83	100,00
1957	Hommes	9,55	0,86	6,34	39,09	1,03	3,74	17,37	77,98
	Femmes	2,34	0,11	0,95	3,12	0,04	12,66	2,80	22,02
	Ensemble	11,89	0,97	7,29	42,21	1,07	16,40	20,17	100,00
1958	Hommes	9,28	0,84	6,65	38,68	1,70	3,92	17,76	78,83
	Femmes	2,52	0,07	1,07	2,71	0,08	11,93	2,79	21,17
	Ensemble	11,80	0,91	7,72	41,39	1,78	15,85	20,55	100,00

Aperçus rétrospectifs.

Age des condamnés.

Dans le choix des groupes d'âge pris en considération dans cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans ; d'autre part, conformément aux "Directives pour l'établissement des statistiques criminelles" dont question dans l'avant-propos, on s'est efforcé de considérer les âges de dix en dix ans, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus ; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduels en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se prêtent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe

a été maintenue, les influences qui déterminent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le tableau C se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré.

On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans le § 3 de l'introduction générale.

Le tableau D est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans : il établit, sur la base réduite à 100 des taux moyens relevé de 1930 à 1939, les indices atteints depuis 1948.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	661	1 799	9 332	8 768	4 906	2 461	817	166	5	28 915
	Femmes	193	429	2 231	2 568	1 593	768	252	55	1	8 090
	Ensemble	854	2 228	11 563	11 336	6 499	3 229	1 069	221	6	37 005
1949	Hommes	869	2 158	8 119	6 939	5 627	2 478	550	545	—	27 285
	Femmes	255	535	2 352	2 080	1 762	855	173	183	—	8 195
	Ensemble	1 124	2 693	10 471	9 019	7 389	3 333	723	728	—	35 480
1950	Hommes	519	1 877	7 247	5 725	4 922	2 217	524	403	—	23 434
	Femmes	169	473	2 051	1 786	1 563	769	170	130	—	7 111
	Ensemble	688	2 350	9 298	7 511	6 485	2 986	694	533	—	30 545
1951	Hommes	644	2 074	7 128	5 883	4 890	2 382	718	219	—	23 938
	Femmes	154	507	1 953	1 713	1 426	739	240	61	—	6 793
	Ensemble	798	2 581	9 081	7 596	6 316	3 121	958	280	—	30 731
1952	Hommes	693	1 952	7 686	6 265	5 181	2 425	826	245	—	25 273
	Femmes	137	447	2 079	1 820	1 464	741	254	64	—	7 006
	Ensemble	830	2 399	9 765	8 085	6 645	3 166	1 080	309	—	32 279
1953	Hommes	528	1 420	6 792	5 735	4 472	2 249	590	277	—	22 063
	Femmes	124	418	1 991	1 717	1 256	716	183	65	—	6 470
	Ensemble	652	1 838	8 783	7 452	5 728	2 965	773	342	—	28 533
1954	Hommes	325	1 284	6 612	5 239	4 203	2 168	517	248	—	20 596
	Femmes	90	345	1 790	1 614	1 221	664	141	58	—	5 923
	Ensemble	415	1 629	8 402	6 853	5 424	2 832	658	306	—	26 519
1955	Hommes	481	1 219	6 236	5 413	4 224	2 335	405	291	—	20 604
	Femmes	111	377	1 799	1 634	1 267	714	114	70	—	6 086
	Ensemble	592	1 596	8 035	7 047	5 491	3 049	519	361	—	26 690
1956	Hommes	742	1 628	6 386	5 445	4 137	2 325	375	276	—	21 314
	Femmes	191	461	1 777	1 549	1 154	726	86	79	—	6 023
	Ensemble	933	2 089	8 163	6 994	5 291	3 051	461	355	—	27 337
1957	Hommes	778	1 681	6 271	5 131	3 371	2 374	378	225	—	20 512
	Femmes	146	421	1 653	1 697	1 030	654	125	67	—	5 793
	Ensemble	924	2 102	7 924	7 131	4 401	3 028	503	292	—	26 305
1958	Hommes	670	1 669	6 667	5 728	4 382	2 309	537	259	2	21 265
	Femmes	129	359	1 564	1 677	1 035	692	172	65	1	5 694
	Ensemble	799	2 019	8 231	7 405	4 417	3 001	709	315	3	26 899

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

B. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à de 18 ans	De 18 ans à de 21 ans	De 21 ans à de 30 ans	De 30 ans à de 40 ans	De 40 ans à de 50 ans	De 50 ans à de 60 ans	De 60 ans à de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	1,80	4,79	25,06	23,76	13,32	6,68	2,22	0,46	0,02	78,11
	Femmes	0,52	1,15	6,02	6,96	4,32	2,09	0,68	0,15	—	21,89
	Ensemble	2,32	5,94	31,08	30,72	17,64	8,77	2,90	0,61	0,02	100,00
1949	Hommes	2,45	6,08	22,88	19,56	15,86	6,98	1,55	1,54	—	76,90
	Femmes	0,72	1,51	6,63	5,86	4,97	2,41	0,49	0,51	—	23,10
	Ensemble	3,17	7,59	29,51	25,42	20,83	9,39	2,04	2,05	—	100,00
1950	Hommes	1,70	6,14	23,72	18,74	16,11	7,26	1,71	1,32	—	76,70
	Femmes	0,55	1,55	6,73	5,86	5,12	2,51	0,56	0,42	—	23,30
	Ensemble	2,25	7,69	30,45	24,60	21,23	9,77	2,27	1,74	—	100,00
1951	Hommes	2,09	6,76	23,20	19,14	15,91	7,75	2,33	0,72	—	77,90
	Femmes	0,50	1,65	6,36	5,58	4,64	2,40	0,78	0,19	—	22,10
	Ensemble	2,59	8,41	29,56	24,72	20,55	10,15	3,11	0,91	—	100,00
1952	Hommes	2,15	6,05	23,81	19,41	16,05	7,51	2,56	0,76	—	78,30
	Femmes	0,42	1,38	6,45	5,64	4,54	2,30	0,78	0,19	—	21,70
	Ensemble	2,57	7,43	30,26	25,05	20,59	9,81	3,34	0,95	—	100,00
1953	Hommes	1,85	4,98	23,80	20,10	15,67	7,88	2,07	0,97	—	77,32
	Femmes	0,43	1,46	6,98	6,03	4,40	2,51	0,64	0,23	—	22,68
	Ensemble	2,28	6,44	30,78	26,13	20,07	10,39	2,71	1,20	—	100,00
1954	Hommes	1,23	4,84	24,93	19,75	15,85	8,18	1,95	0,94	—	77,67
	Femmes	0,34	1,30	6,75	6,09	4,60	2,50	0,53	0,22	—	22,33
	Ensemble	1,57	6,14	31,68	25,84	20,45	10,68	2,48	1,16	—	100,00
1955	Hommes	1,80	4,57	23,36	20,28	15,83	8,75	1,52	1,09	—	77,20
	Femmes	0,42	1,41	6,74	6,12	4,75	2,67	0,43	0,26	—	22,80
	Ensemble	2,22	5,98	30,10	26,40	20,58	11,42	1,95	1,35	—	100,00
1956	Hommes	2,71	5,95	23,38	19,92	15,13	8,50	1,37	1,01	—	77,97
	Femmes	0,70	1,69	6,48	5,67	4,22	2,66	0,32	0,29	—	22,03
	Ensemble	3,41	7,64	29,86	25,59	19,35	11,16	1,69	1,30	—	100,00
1957	Hommes	2,96	6,39	23,84	20,66	12,82	9,02	1,44	0,85	—	77,98
	Femmes	0,56	1,60	6,28	6,45	3,92	2,49	0,47	0,25	—	22,02
	Ensemble	3,52	7,99	30,12	27,11	16,74	11,51	1,91	1,10	—	100,00
1958	Hommes	2,49	6,17	24,79	21,30	12,57	8,58	2,00	0,93	—	78,83
	Femmes	0,48	1,33	5,82	6,24	3,85	2,57	0,64	0,24	—	21,17
	Ensemble	2,97	7,50	30,61	27,54	16,42	11,15	2,64	1,17	—	100,00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

C. — TAUX DE CRIMINALITE, PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à de 18 ans	De 18 ans à de 21 ans	De 21 ans à de 30 ans	De 30 ans à de 40 ans	De 40 ans à de 50 ans	De 50 ans à de 60 ans	De 60 ans à de 70 ans	TOTAL (1)
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (Cr. Tab. D)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
1949	Hommes	692	1 092	1 295	1 258	866	490	150	832
	Femmes	206	273	391	383	268	125	41	239
	Ensemble	451	685	852	824	565	312	92	529
1950	Hommes	431	953	1 176	1 029	760	428	143	714
	Femmes	142	241	344	326	238	134	39	206
	Ensemble	287	598	767	681	497	274	87	454
1951	Hommes	547	1 084	1 162	1 039	760	447	195	726
	Femmes	132	268	329	309	219	126	55	196
	Ensemble	341	678	753	678	488	279	120	455
1952	Hommes	601	1 055	1 262	1 098	807	443	225	764
	Femmes	121	244	351	327	226	124	58	202
	Ensemble	363	652	814	718	515	277	134	476
1953	Hommes	457	796	1 133	994	699	404	160	666
	Femmes	109	238	339	307	195	119	41	186
	Ensemble	285	519	740	656	446	255	95	420
1954	Hommes	276	737	1 124	900	662	382	139	621
	Femmes	78	200	310	286	191	103	31	169
	Ensemble	178	470	720	598	426	240	80	389
1955	Hommes	411	704	1 081	904	678	404	107	620
	Femmes	95	221	315	283	202	115	25	173
	Ensemble	254	465	698	600	440	255	62	390
1956	Hommes	675	931	1 121	876	688	398	97	640
	Femmes	175	267	315	258	191	117	18	171
	Ensemble	426	601	720	573	439	253	54	399
1957	Hommes	779	956	1 115	836	585	401	96	615
	Femmes	149	242	296	271	179	103	26	161
	Ensemble	468	601	708	559	382	249	58	383
1958	Hommes	679	979	1 201	848	618	388	134	637
	Femmes	135	213	284	257	189	110	35	161
	Ensemble	411	597	745	558	403	245	80	392

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)	
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans		
INDICES EN	Taux de moyen de la criminalité de 1930 à 1939 (Cf. Tableau C)		567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Hommes		168	251	376	382	282	161	73	256
	Femmes									
	Ensemble		369	646	965	841	589	346	161	595
	100									
	1949	Hommes	122	105	84	97	96	90	58	88
		Femmes	123	109	104	106	95	94	56	93
	Ensemble		122	106	88	98	96	90	57	89
	1950	Hommes	76	92	76	79	83	79	56	76
		Femmes	85	96	91	85	84	83	53	80
Ensemble		78	93	79	81	84	79	54	76	
1951	Hommes	96	105	75	80	83	82	75	77	
	Femmes	79	107	87	80	78	78	75	76	
Ensemble		92	105	78	80	83	80	75	76	
1952	Hommes	106	102	82	85	89	82	87	81	
	Femmes	72	97	93	85	80	77	79	79	
Ensemble		98	101	84	85	87	80	83	80	
1953	Hommes	81	77	73	77	77	75	62	70	
	Femmes	65	95	90	80	69	74	56	73	
Ensemble		77	80	77	78	76	74	59	71	
1954	Hommes	49	71	73	69	73	71	54	66	
	Femmes	46	79	82	75	68	67	42	66	
Ensemble		48	73	75	71	72	69	50	66	
1955	Hommes	72	68	70	70	74	75	42	66	
	Femmes	57	88	84	74	72	71	34	68	
Ensemble		69	72	72	71	74	74	39	66	
1956	Hommes	119	90	73	68	76	74	38	68	
	Femmes	104	109	84	68	68	73	25	67	
Ensemble		115	93	75	68	75	73	34	67	
1957	Hommes	137	92	72	65	64	74	37	65	
	Femmes	89	96	79	71	63	65	36	64	
Ensemble		127	93	73	66	64	72	36	64	
1958	Hommes	120	94	78	65	68	72	52	67	
	Femmes	80	85	76	67	67	68	48	63	
Ensemble		111	92	77	66	68	71	50	66	

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par deux causes principales de perturbation : les variations dans la répartition par âge de la population et les innovations en matière de compétence judiciaire à partir de l'année 1944.

1. — La répartition de la population.

La composition d'une population est variable. Dans une population en voie de vieillissement comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient en 1930, 4,39% de la population de 16 ans et plus. En 1951 ce pourcentage passe à 3,46%. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77% à 9%. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

2. — Changements dans la compétence judiciaire.

L'élargissement considérable de la compétence des conseils de guerre a enlevé aux tribunaux ordinaires la connaissance d'un grand nombre de crimes et délits de droit commun. Aussi assiste-t-on, dans les comptes de la statistique criminelle, à une chute radicale à partir de 1944, cette chute ne correspondant aucunement à une baisse de la criminalité. C'est donc avec prudence qu'il faut examiner les chiffres de la statistique criminelle après 1943. Cependant si l'on suppose que cette

cause de perturbation a eu une même influence pour chaque groupe d'âge, ce qui est probable, il sera permis de l'éliminer pour arriver à des chiffres représentant uniquement les variations de la criminalité générale, c'est-à-dire en supposant cette criminalité générale invariable depuis l'année de base.

* * *

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons les taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} = \frac{c_{1930}}{p_{1930}}$$

c étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée, p étant la population du groupe pour la même année, et p_{1930} cette population pour 1930.

On voit que $\frac{c}{p}$ correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle *fictive*, celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

On voit que, grâce à la correction, l'importance du groupe des très jeunes dans la criminalité générale est devenue plus grande ; en revanche, les plus âgés de 60 ans et plus ont un pourcentage sensiblement moins élevé.

TABLEAU E

Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à -- de 18 ans	De 18 ans à -- de 21 ans	De 21 ans à -- de 30 ans	De 30 ans à -- de 40 ans	De 40 ans à -- de 50 ans	De 50 ans à -- de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	851	2 641	11 326	8 449	4 837	2 344	858	31 306
	Femmes	246	529	2 576	2 585	1 582	799	322	8 639
	Ensemble	1 097	3 170	13 902	11 304	6 419	3 143	1 180	39 945
1949	Hommes	933	2 243	8 467	7 829	4 488	2 147	778	26 885
	Femmes	276	553	2 472	2 439	1 433	690	244	8 107
	Ensemble	1 209	2 796	10 939	10 268	5 921	2 837	1 022	34 992
1950	Hommes	581	1 957	7 689	6 404	3 939	1 875	655	23 100
	Femmes	190	489	2 175	2 076	1 272	608	202	7 012
	Ensemble	771	2 446	9 864	8 480	5 211	2 483	857	30 112
1951	Hommes	738	2 226	7 597	6 466	3 939	1 958	655	23 579
	Femmes	177	543	2 080	1 968	1 171	572	200	6 711
	Ensemble	915	2 769	9 677	8 434	5 110	2 530	855	30 290
1952	Hommes	810	2 167	8 251	6 833	4 182	1 941	741	24 925
	Femmes	162	494	2 219	2 082	1 208	563	207	6 935
	Ensemble	972	2 661	10 470	8 915	5 390	2 504	948	31 860
1953	Hommes	616	1 635	7 408	6 186	3 623	1 952	596	22 016
	Femmes	146	482	2 143	1 955	1 043	540	159	6 468
	Ensemble	762	2 117	9 551	8 141	4 666	2 492	755	28 484
1954	Hommes	372	1 514	7 349	5 601	3 431	1 846	520	20 633
	Femmes	104	405	1 960	1 821	1 021	490	125	5 926
	Ensemble	476	1 919	9 309	7 422	4 452	2 336	645	26 559
1955	Hommes	554	1 446	7 068	5 626	3 514	1 770	468	20 446
	Femmes	127	448	1 991	1 802	1 080	522	113	6 083
	Ensemble	681	1 894	9 059	7 248	4 594	2 292	581	26 529
1956	Hommes	910	1 912	7 329	5 451	3 566	1 744	433	21 345
	Femmes	234	511	1 991	1 643	1 021	531	97	6 058
	Ensemble	1 144	2 423	9 320	7 094	4 587	2 275	530	27 403
1957	Hommes	1 050	1 961	7 290	5 203	3 032	1 757	393	20 689
	Femmes	199	491	1 871	1 726	957	472	113	5 829
	Ensemble	1 249	2 452	9 161	6 929	3 989	2 229	506	26 518
1958	Hommes	916	2 011	7 872	5 277	3 203	1 700	508	21 487
	Femmes	181	432	1 795	1 636	1 010	499	139	5 692
	Ensemble	1 097	2 443	9 667	6 913	4 213	2 199	647	27 179

TABLEAU F

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à -- de 18 ans	De 18 ans à -- de 21 ans	De 21 ans à -- de 30 ans	De 30 ans à -- de 40 ans	De 40 ans à -- de 50 ans	De 50 ans à -- de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,13	6,61	28,35	21,15	12,11	5,87	2,15	78,37
	Femmes	0,62	1,32	6,45	6,47	3,96	2,00	0,81	21,63
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,96	100,00
1949	Hommes	2,67	6,41	24,20	22,37	12,83	6,13	2,22	76,83
	Femmes	0,79	1,58	7,06	6,97	4,10	1,97	0,70	23,17
	Ensemble	3,46	7,99	31,26	29,34	16,93	8,10	2,92	100,00
1950	Hommes	1,93	6,50	25,53	21,26	13,08	6,23	2,18	76,71
	Femmes	0,63	1,62	7,22	6,90	4,23	2,02	0,67	23,29
	Ensemble	2,56	8,12	32,75	28,16	17,31	8,25	2,85	100,00
1951	Hommes	2,44	7,35	25,08	21,35	13,00	6,46	2,16	77,84
	Femmes	0,58	1,79	6,87	6,50	3,87	1,89	0,66	22,16
	Ensemble	3,02	9,14	31,95	27,85	16,87	8,35	2,82	100,00
1952	Hommes	2,54	6,80	25,90	21,45	13,13	6,09	2,33	78,24
	Femmes	0,51	1,55	6,96	6,53	3,79	1,77	0,65	21,76
	Ensemble	3,05	8,35	32,86	27,98	16,92	7,86	2,98	100,00
1953	Hommes	2,16	5,74	26,01	21,72	12,72	6,85	2,09	77,29
	Femmes	0,51	1,69	7,52	6,87	3,66	1,90	0,56	22,71
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,40	5,70	27,67	21,09	12,92	6,95	1,96	77,69
	Femmes	0,39	1,53	7,38	6,86	3,84	1,84	0,47	22,31
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,09	5,45	26,64	21,21	13,25	6,67	1,76	77,07
	Femmes	0,48	1,69	7,59	6,79	4,07	1,97	0,43	22,93
	Ensemble	2,57	7,14	34,14	28,00	17,32	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	3,32	6,98	26,75	19,89	13,01	6,36	1,58	77,89
	Femmes	0,85	1,97	7,27	6,90	3,73	1,94	0,35	22,11
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	3,96	7,41	27,49	19,62	11,43	6,63	1,48	78,02
	Femmes	0,75	1,85	7,05	6,51	3,61	1,78	0,43	21,98
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	3,37	7,40	28,96	19,42	11,79	6,25	1,87	79,06
	Femmes	0,67	1,59	6,60	6,02	3,72	1,83	0,51	20,94
	Ensemble	4,04	8,99	35,56	25,44	15,51	8,08	2,38	100,00

TABLEAU G.

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.
Sexes séparés.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,72	8,44	36,17	26,99	15,45	7,49	2,74	100,00
	Femmes	2,85	6,12	29,83	29,91	18,31	9,25	3,73	100,00
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,95	100,00
1949	Hommes	3,47	8,35	31,49	29,12	16,69	7,99	2,89	100,00
	Femmes	3,40	6,82	30,49	30,09	17,68	8,51	3,01	100,00
	Ensemble	3,46	7,99	31,26	29,34	16,93	8,10	2,92	100,00
1950	Hommes	2,52	8,47	33,28	27,72	17,05	8,12	2,84	100,00
	Femmes	2,71	6,97	31,02	29,61	18,14	8,67	2,88	100,00
	Ensemble	2,56	8,12	32,75	28,16	17,31	8,25	2,85	100,00
1951	Hommes	3,12	9,44	32,22	27,42	16,71	8,31	2,78	100,00
	Femmes	2,64	8,09	30,99	29,32	17,45	8,52	2,98	100,00
	Ensemble	3,02	9,14	31,95	27,85	16,87	8,35	2,82	100,00
1952	Hommes	3,25	8,70	33,10	27,41	16,78	7,79	2,97	100,00
	Femmes	2,34	7,12	32,00	30,02	17,42	8,12	2,98	100,00
	Ensemble	3,05	8,35	32,86	27,98	16,92	7,86	2,98	100,00
1953	Hommes	2,80	7,43	33,65	28,10	16,45	8,86	2,71	100,00
	Femmes	2,26	7,45	33,13	30,22	16,13	8,35	2,46	100,00
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,80	7,34	35,62	27,14	16,63	8,95	2,52	100,00
	Femmes	1,76	6,83	33,07	30,73	17,23	8,27	2,11	100,00
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,71	7,07	34,57	27,51	17,19	8,66	2,29	100,00
	Femmes	2,09	7,37	32,73	29,62	17,75	8,58	1,86	100,00
	Ensemble	2,57	7,14	34,15	28,00	17,31	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	3,26	8,96	34,33	25,51	16,71	8,17	2,03	100,00
	Femmes	3,86	8,93	32,87	27,12	16,85	8,77	1,60	100,00
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	5,08	9,49	35,24	25,15	14,65	8,49	1,90	100,00
	Femmes	3,41	8,42	32,10	29,61	16,42	8,10	1,94	100,00
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	3,26	9,36	36,64	24,56	14,91	7,91	2,36	100,00
	Femmes	3,18	7,59	31,54	28,74	17,74	8,77	2,44	100,00
	Ensemble	4,04	8,99	35,56	25,44	15,51	8,08	2,38	100,00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables "pour chaque groupe". En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p}$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p \times p^{30}}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par $\frac{c}{p}$. Or, $\frac{c}{p}$ est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux "général" changera ; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c^n}{p_1 + p_2 + \dots + p^n} \quad \text{c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{\frac{c^1 \times p^{1,30}}{p^1} + \frac{c^2 \times p^{2,30}}{p^2} + \dots + \frac{c^n \times p^{n,30}}{p^n}}{p^{1,30} + p^{2,30} + \dots + p^{n,30}}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de 1930, de façon à obtenir un "taux standard de criminalité" qui ne sera pas influencé par les variations dans la répartition par âge de la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

		Taux standard de criminalité	Indice
1930	Hommes	1 039	1 000
	Femmes	278	1 000
	Ensemble	653	1 000
1949	Hommes	892	859
	Femmes	261	939
	Ensemble	572	876
1950	Hommes	766	737
	Femmes	226	813
	Ensemble	492	753
1951	Hommes	782	753
	Femmes	216	777
	Ensemble	495	758
1952	Hommes	827	796
	Femmes	223	802
	Ensemble	520	796
1953	Hommes	730	703
	Femmes	208	748
	Ensemble	465	712
1954	Hommes	684	658
	Femmes	191	692
	Ensemble	434	665
1955	Hommes	678	653
	Femmes	196	705
	Ensemble	433	663
1956	Hommes	708	681
	Femmes	195	701
	Ensemble	448	686
1957	Hommes	686	660
	Femmes	188	676
	Ensemble	433	663
1958	Hommes	713	686
	Femmes	183	658
	Ensemble	444	680

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux ; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires. Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous

posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à y

$$\left(\text{donc } y = \frac{c \times p_{30}}{p} \right)$$

et le total annuel fictif

$$y_1 + y_2 + \dots + y^n = \Gamma,$$

C^{30} étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre y par le nombre Γ de l'année,

et de mettre ce quotient en rapport avec $\frac{c}{C^{30}}$ de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne le pourcentage des condamnés de chaque groupe. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

TABLEAU I

Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante.

ANNEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans et plus	
1930	Hommes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Femmes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100
1949	Hommes	128	99	87	108	108	107	105	100
	Femmes	120	111	102	101	97	92	81	100
	Ensemble	126	101	90	106	105	103	99	100
1950	Hommes	93	100	92	103	110	108	104	100
	Femmes	95	114	104	99	99	94	77	100
	Ensemble	93	102	94	102	108	105	96	100
1951	Hommes	115	112	89	102	108	111	101	100
	Femmes	93	132	104	98	95	92	80	100
	Ensemble	110	115	92	101	105	106	95	100
1952	Hommes	119	103	92	102	109	104	108	100
	Femmes	82	116	107	100	95	88	80	100
	Ensemble	111	105	94	101	105	100	101	100
1953	Hommes	103	88	93	104	106	118	99	100
	Femmes	79	122	111	101	88	90	66	100
	Ensemble	97	94	96	104	102	111	90	100
1954	Hommes	66	87	98	101	108	119	92	100
	Femmes	62	112	111	103	94	89	57	100
	Ensemble	65	91	101	101	104	112	82	100
1955	Hommes	100	84	96	102	111	116	84	100
	Femmes	73	120	110	99	97	93	50	100
	Ensemble	93	90	98	101	108	110	74	100
1956	Hommes	157	106	95	95	108	109	74	100
	Femmes	135	146	110	91	92	95	43	100
	Ensemble	152	113	98	94	104	105	65	100
1957	Hommes	187	112	97	93	95	113	69	100
	Femmes	129	138	108	99	90	88	52	100
	Ensemble	171	117	99	95	94	107	65	100
1958	Hommes	157	111	101	91	97	106	86	100
	Femmes	112	124	106	96	97	95	65	100
	Ensemble	147	113	102	92	97	103	81	100

SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNÉS,
D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).

Le Relevé n° 6, établi dans la forme traditionnelle de l'ancien Tableau n° 35, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants.

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera dans le § 3 de l'Introduction générale, le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des "faits" commis, dans la statistique des infractions (cfr. chapitre II).

Relevé n° 6. -- REPARTITION DES CONDAMNES D'APRES ANNEE

Table with 17 columns for categories of offenses and 17 columns for counts in three regions: BRUXELLES, LOUVAIN, and NIVELLES. Includes sub-totals and a section for 'Taux de la criminalité par 100.000 habitants'.

L'ARRONDISSEMENT OU ILS ONT COMMIS L'INFRACTION 1958

Table with 37 columns for categories of offenses and 37 columns for counts in four regions: ANVERS, MALINES, TURNHOUT, and MONS. Includes sub-totals and a section for 'Taux de la criminalité par 100.000 habitants'.

Relevé n° 6 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	CHARLEROI					TOURNAI				GAND					
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total
		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	
		38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1															
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	2		5	1				1		1			1	
Faux en écritures	3	31	24	12	77	26	4	9	2	13	21	14	9	5	49	
Faux témoignage ou serment	4		2		2					1			1	1	2	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2	1		3	2	1			3	3	1	1		5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6		1		1	1				1	2				2	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	70	81	9	160	23	29	3	6	61	73	104	9	5	191	
Infractions contre la sécurité publique	8	37	13	9	59	3	2			5	3	3			6	
Avortement	9	12	22	1	35	7	6	1	1	15	9	2			8	
Exposition ou délaisement d'enfants	10	2	3		5	1	2	4	3	10	3	1	12	3	19	
Destruction ou supposition d'état	11	5	18	3	26					2	1	1	4		8	
Enlèvement de mineurs	12									1		2	1		4	
Attentats à la pudeur et viols	13		1	1	2					1		2	1		4	
Corruption de la jeunesse et outrages publics aux mœurs	14															
Adultere et bigamie	15	33	25	2	60	21	12	3	1	40	37	25			62	
Meurtre	16	7	9	12	28	1	2	7	5	15	4	5	12	13	34	
Lésions corporelles volontaires	17	36	13	9	58	24	15	10	4	53	21	24	3	1	49	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	18	3	3		6					3					3	
Calomnies et injures	19	209	108	168	485	36	36	36	10	112	70	75	65	29	239	
Violation de sépulture	20	11	36		47	1	1			2	8	22			30	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	21															
Violation du secret professionnel	22															
Violation du secret des lettres et autres communications	23															
Vol et maraudages	24	132	120	18	270	11	21	4	5	41	98	126	24	18	266	
Banqueroute	25	208	155	80	443	24	21	26	15	86	11	8	5	1	25	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	26	1	3	1	5					2	3	6			9	
Recel	27	1	1	1	3					2	5	1		1	7	
Incendie	28	7	4	3	14					3		1			4	
Destructions et dommages	29															
Totaux		1 080	979	410	2 745	269	257	131	65	722	571	614	211	116	1 512	

Taux de la criminalité par 100.000 habitants

451

310

274

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	AUDENARDE					TERMONDE					BRUGES				COURTRAI					
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total
		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	
		53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques																					
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.																					
Faux en écritures																					
Faux témoignage ou serment																					
Usurpation de fonctions, titres ou nom																					
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes																					
Infractions contre l'ordre public par des particuliers																					
Infractions contre la sécurité publique																					
Avortement																					
Exposition ou délaisement d'enfants																					
Destruction ou supposition d'état																					
Enlèvement de mineurs																					
Attentats à la pudeur et viols																					
Corruption de la jeunesse et outrages publics aux mœurs																					
Adultere et bigamie																					
Meurtre																					
Lésions corporelles volontaires																					
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers																					
Calomnies et injures																					
Violation de sépulture																					
Falsification dangereuse de denrées alimentaires																					
Violation du secret professionnel																					
Violation du secret des lettres et autres communications																					
Vol et maraudages																					
Banqueroute																					
Abus de confiance, escroquerie, tromperie																					
Recel																					
Incendie																					
Destructions et dommages																					
Totaux		226	197	66	24	513	430	391	143	57	1 021	603	496	203	86	1 388	449	424	145	60	1 078

203

223

352

259

Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des comparaisons suggestives entre les diverses régions du pays.

Ces comparaisons n'étant pas faites dans la présente étude, on a reproduit pour la facilité des recherches les données démographiques dans le corps même du tableau au lieu de les publier dans l'introduction générale, avec les autres données démographiques.

REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.

CANTONS	1958			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Condamnés Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	170 368	588	879	867
Anderlecht	128 311	138	328	192
Asse	60 616	118	91	75
Hal	61 617	124	106	90
Ixelles	159 489	285	441	246
Molenbeek-Saint-Jean	125 197	180	438	234
Saint-Gilles	56 089	75	240	151
Saint-Josse-ten-Noode	162 322	219	406	261
Schaerbeek	158 610	208	490	228
Sint-Kwintens-Lennik	40 116	55	39	22
Uccle	147 696	222	309	199
Vilvorde	66 916	92	101	98
Wolvertem	60 719	78	67	49
Canton inconnu dans l'arrondissement		1	2	1 255
Louvain	136 895	290	263	266
Aarschot	38 688	69	62	61
Diest	41 687	160	116	132
Gilbeek	18 940	21	17	16
Haacht	39 210	52	52	53
Tirlemont	47 378	141	111	114
Léau	17 934	34	22	19
Canton inconnu dans l'arrondissement				3
Nivelles	73 417	205	231	238
Genappe	18 407	31	36	43
Jodoigne	25 953	51	51	55
Perwez	17 383	41	34	27
Wavre	59 831	197	196	197
Canton inconnu dans l'arrondissement				1
Anvers	307 083	1 059	1 428	1 572
Berchem	103 568	145	205	135
Boom	52 678	106	79	81

CANTONS	1958			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Condamnés Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Borgerhout	148 725	314	394	251
Brecht	49 330	103	75	70
Ekeren	84 901	137	182	158
Kontich	54 079	78	60	60
Zandhoven	49 068	73	60	65
Canton inconnu dans l'arrondissement				150
Malines	95 617	266	235	212
Duffel	44 116	37	33	42
Heist-op-den-Berg	50 990	44	27	27
Lierre	42 830	103	64	52
Puurs	33 688	41	24	18
Canton inconnu dans l'arrondissement				1
Turnhout	59 029	164	145	137
Arendonk	28 670	58	56	57
Herentals	58 730	107	84	84
Hoogstraten	26 254	49	50	50
Mol	72 074	162	130	129
Westerloo	41 775	87	77	72
Canton inconnu dans l'arrondissement				
Mons	86 121	413	442	421
Boussu	77 096	264	356	326
Chièvres	15 711	42	40	40
Dour	34 920	106	129	137
Enghien	14 705	37	27	24
La Louvière	56 249	249	345	337
Lens	28 460	48	70	86
Pâturages	43 463	106	132	142
Rœulx	44 462	124	207	220
Soignies	36 851	116	132	132
Canton inconnu dans l'arrondissement				3
Charleroi	150 150	713	942	1 025
Beaumont	11 946	28	23	31
Binche	70 971	234	266	254
Châtelet	77 732	204	381	382
Chimay	14 559	32	27	27
Fontaine-l'Évêque	61 601	177	240	238
Gosselies	59 913	152	204	202
Jumet	39 843	131	169	148
Marchienne-au-Pont	43 766	119	165	153
Merbes-le-Château	17 853	53	56	73
Seneffe	45 254	118	125	151
Thuin	23 805	54	54	58
Canton inconnu dans l'arrondissement				3

CANTONS	1958			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	19 953	173	176	191
Antoing	24 696	44	42	41
Ath	17 969	64	73	77
Celles	11 704	11	6	9
Fiobecq	10 965	28	22	25
Frasnes-lez-Buissenal	10 370	28	28	26
Lessines	21 692	87	95	102
Leuze	19 220	38	29	27
Péruwelz	22 664	78	90	102
Quevaucamps	24 153	84	93	92
Templeuve	19 735	31	31	29
Canton inconnu dans l'arrondissement				1
Gand	180 456	756	845	882
Assenede	24 412	60	60	55
Deinze	26 048	54	26	29
Eeklo	10 563	110	95	89
Evergem	19 822	148	126	89
Kaprijke	15 944	14	16	17
Kruishoutem	19 606	46	32	24
Ledeberg	14 513	111	110	99
Lochristi	25 968	41	27	34
Nazareth	23 867	31	32	38
Nevele	19 391	33	25	29
Oosterzele	11 162	83	73	71
Waarschoot	14 565	17	11	15
Zomergem	21 711	49	32	41
Canton inconnu dans l'arrondissement				
Audenarde	57 167	109	85	89
Grammont	31 163	79	52	52
Herzele	11 533	161	109	97
Nederbrakel	18 101	39	33	27
Ninove	16 338	137	104	112
Renaix	30 991	92	75	66
Sint-Maria-Horebeke	15 677	25	20	14
Zottegem	28 518	75	52	55
Canton inconnu dans l'arrondissement				1
Termonde	61 998	211	152	149
Alost	104 408	357	289	277
Beveren-Waas	30 374	106	88	64
Hamme	29 696	84	62	56
Lokeren	31 275	80	75	65
Sint-Gillis-Waas	33 432	100	81	63
Saint-Nicolas	56 870	167	151	159
Tamise	17 559	80	53	50
Wetteren	48 580	90	70	65
Zele	33 392	93	72	73
Canton inconnu dans l'arrondissement				

CANTONS	1958			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Condamnés	
			Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	194 171	680	712	756
Ardoie	15 886	29	25	22
Gistel	29 702	80	66	52
Ostende	69 678	289	351	383
Ruislede	12 396	22	13	15
Tielt	19 040	59	44	45
Torhout	53 518	133	102	113
Canton inconnu dans l'arrondissement		1		2
Courtrai	99 587	334	312	326
Avelgem	15 565	60	51	46
Harelbeke	48 104	75	70	69
Izegem	33 048	107	74	76
Menin	58 725	170	177	187
Meulebeke	17 526	33	21	22
Moorsele	25 388	134	161	183
Mouscron	55 525	45	31	29
Oostrozebeke	20 049	13	17	15
Roulers	13 044	157	141	123
Canton inconnu dans l'arrondissement				2
Furnes	30 401	101	94	117
Dixmude	24 809	77	60	75
Haringe	14 423	21	14	13
Nieuport	24 320	56	65	90
Canton inconnu dans l'arrondissement				5
Ypres	46 917	188	166	171
Hoogledé	18 269	16	11	10
Messines	16 695	34	39	40
Passendale	18 317	35	22	29
Poperinge	15 727	37	28	30
Wervik	30 367	104	109	134
Canton inconnu dans l'arrondissement				
Liège	156 599	659	944	1 198
Dalhem	23 557	22	33	34
Fexhe-Slins	38 436	61	63	51
Fléron	62 757	102	155	163
Grivegnée	60 669	111	178	124
Herstal	44 154	133	182	180
Hollogne-aux-Pierres	85 179	213	288	248
Louveigné	22 006	42	40	48
Saint-Nicolas	44 508	66	73	70
Seraing-sur-Meuse	69 781	260	407	380
Waremme	21 562	33	29	32
Canton inconnu dans l'arrondissement				6

CANTONS	1958			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Huy	60 430	186	172	174
Ferrières	4 225	7	3	4
Hannut	18 047	27	24	25
Jehay-Bodegnée	16 192	7	8	8
Landen	20 160	65	68	74
Nandrin	23 763	25	14	16
Canton inconnu dans l'arrondissement			1	2
Verviers	41 962	179	230	217
Aubel	20 533	65	60	56
Dison	19 483	39	41	38
Eupen	26 049	61	60	66
Herve	12 118	27	25	25
Limbourg	23 255	27	34	42
Malmédy	21 906	65	55	59
Saint-Vith	17 604	39	33	31
Spa	36 296	84	76	97
Stavelot	11 117	29	18	17
Canton inconnu dans l'arrondissement				1
Tongres	48 527	71	57	47
Bilzen	32 665	159	219	210
Borgloon (Looz)	31 089	34	29	28
Brée	21 301	27	24	19
Cienk	30 467	32	37	33
Maaseik	43 558	83	82	89
Mechelen	58 078	14	8	9
Canton inconnu dans l'arrondissement				
Hasselt	63 417	189	185	177
Beringen	70 361	107	116	111
Herck-la-Ville	30 755	56	48	46
Neerpelt	45 454	92	72	78
Peer	29 767	36	35	37
Saint-Trond	46 357	156	110	130
Canton inconnu dans l'arrondissement				
Arlon	23 084	85	86	114
Etalle	11 362	30	25	22
Fauvillers	4 031	21	17	19
Florenville	10 608	22	19	24
Messancy	18 950	107	110	117
Virton	18 887	43	45	42
Canton inconnu dans l'arrondissement		1	1	14

CANTONS	1958			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Marche-en-Famenne	13 770	33	25	25
Durbuy	7 813	6	6	9
Erezée	5 540	8	10	12
Houffalize	8 220	14	15	16
La Roche	8 607	17	13	15
Nassogne	4 511	10	13	15
Vielsalm	8 428	8	5	8
Canton inconnu dans l'arrondissement				1
Neufchâteau	15 676	46	26	24
Bastogne	12 215	30	29	28
Bouillon	7 171	10	12	9
Paliseul	11 813	36	26	30
Saint-Hubert	10 617	49	31	27
Sibret	7 335	20	13	15
Wellin	5 630	14	10	10
Canton inconnu dans l'arrondissement				3
Namur	103 576	147	508	544
Andenne	20 040	68	76	71
Eghezée	20 077	37	44	51
Fosse	51 174	209	228	234
Gembloux	30 767	78	84	87
Canton inconnu dans l'arrondissement				2
Dinant	25 649	127	128	135
Beauraing	12 325	33	30	32
Ciney	22 366	74	73	67
Couvin	16 958	56	43	49
Florennes	13 456	25	34	41
Gedinne	10 245	59	44	49
Philippeville	10 324	31	28	26
Rochefort	14 568	54	61	70
Walcourt	17 225	40	69	76
Canton inconnu dans l'arrondissement				2

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

Arrondissements	1958			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Condamnés Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	1 398 326	2 383	3 937	3 967
Louvain	343 732	767	643	664
Nivelles	194 991	525	548	561
Anvers	849 432	2 015	2 492	2 542
Malines	267 211	491	383	352
Turnhout	286 532	627	542	529
Mons	135 038	1 505	1 880	1 868
Charleroi	608 393	2 105	2 649	2 745
Tournai	233 121	666	685	722
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	4 616 806	11 084	13 759	13 950
Gand	551 028	1 553	1 510	1 512
Audenarde	252 828	717	530	513
Termonde	157 581	1 368	1 093	1 021
Bruges	394 391	1 293	1 316	1 388
Courtrai	416 561	1 128	1 055	1 078
Furnes	93 953	255	233	300
Ypres	146 292	414	375	414
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	2 312 637	6 728	6 112	6 226
Liège	629 208	1 702	2 392	2 447
Huy	112 817	317	290	303
Verviers	236 353	615	632	649
Tongres	268 685	120	456	465
Hasselt	286 111	636	596	579
Arlon	80 922	309	303	352
Marche-en-Famenne	56 889	96	87	101
Neufchâteau	70 157	205	147	146
Namur	225 634	839	940	989
Dinant	113 116	499	510	547
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	2 149 192	5 638	6 353	6 578
Totaux	9 078 635	23 450	26 224	26 754
A l'étranger		3 447	674	145
Inconnu		2	1	
Totaux généraux	9 078 635	26 899	26 899	26 899

Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement

des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
		1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifica- tions	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabi- lité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n° 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Relevé n° 7. — RECIDIVISTES REPARTIS EN SPECIALISTES ET NON SPECIALISTES ET

Table with columns: NATURE DES INFRACTIONS, Numéros de la nomenclature, SEXE des condamnés, 1er DEGRE (2 condamnations), 2e DEGRE (3 condamnations), 3e DEGRE (4 condamnations), 4e DEGRE (5 condamnations), and AU TOTAL. Rows include offenses like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', 'Usurpation de fonction', etc.

D'APRES LE NOMBRE DE CONDAMNATIONS QU'ILS ONT ENCOURUES. — ANNEE 1958

Table with columns: 5e DEGRE (6 condamnations), 6e DEGRE (7 condamnations), 7e DEGRE (8 condamnations), 8e DEGRE (9 condamnations), 9e DEGRE (10 condamnations), 10e DEGRE (11 condamnations et plus), and AU TOTAL. Rows correspond to the offenses listed on page 104.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1949. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes, et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

Les taux moyens relevés pour la période de

1930 à 1939 sont reproduits en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (p. 144).

Sur la base égale à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints depuis 1949.

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNEES	SEXE	Nombre de condamnés	Nombre de récidivistes			Taux de récidive par 1.000 condamnés		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spéciale	Générale	Total
Taux moyens pour la période 1930-1939.	Hommes	28 915	5 971	7 646	13 617	207	264	471
	Femmes	8 090	1 220	1 507	2 727	151	186	337
	Ensemble	37 005	7 191	9 153	16 344	194	247	441
1949	Hommes	27 285	4 818	6 033	10 851	176	222	398
	Femmes	8 195	1 023	1 416	2 439	125	173	298
	Ensemble	35 480	5 841	7 449	13 290	165	210	375
1950	Hommes	23 434	4 562	5 733	10 295	195	244	439
	Femmes	7 111	1 008	1 379	2 387	141	194	335
	Ensemble	30 545	5 570	7 112	12 682	182	233	415
1951	Hommes	23 938	4 838	5 821	10 659	202	243	445
	Femmes	6 793	990	1 249	2 239	145	184	329
	Ensemble	30 731	5 828	7 070	12 898	189	230	419
1952	Hommes	25 273	5 455	5 903	11 358	216	233	449
	Femmes	7 006	1 014	1 308	2 322	145	186	331
	Ensemble	32 279	6 469	7 211	13 680	200	223	424
1953	Hommes	22 063	4 772	5 214	9 986	216	236	452
	Femmes	6 470	924	1 161	2 085	143	179	322
	Ensemble	28 533	5 696	6 375	12 071	200	223	423
1954	Hommes	20 596	4 654	5 017	9 671	226	244	470
	Femmes	5 923	883	1 084	1 967	149	183	332
	Ensemble	26 519	5 537	6 101	11 638	209	230	439
1955	Hommes	20 604	4 639	4 928	9 567	225	239	464
	Femmes	6 086	919	1 058	1 977	151	174	325
	Ensemble	26 690	5 558	5 986	11 544	208	224	432
1956	Hommes	21 314	4 844	5 103	9 947	227	239	466
	Femmes	6 023	925	1 109	2 034	154	184	338
	Ensemble	27 337	5 769	6 212	11 981	211	227	438
1957	Hommes	20 512	4 378	4 999	9 377	213	244	457
	Femmes	5 793	897	1 045	1 942	155	180	335
	Ensemble	26 305	5 275	6 044	11 319	201	230	430
1958	Hommes	21 205	4 731	5 189	9 923	223	245	468
	Femmes	5 694	857	1 037	1 894	151	182	333
	Ensemble	26 899	5 591	6 226	11 817	208	231	439

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1949 A 1958

ANNEES	SEXE	Récidive		
		Spéciale	Générale	Total
Taux moyen de la récidive de 1930 - 1939 (par 1000 condamnés)	Hommes	207	264	471
	Femmes	151	186	337
	Ensemble	194	247	441
		100		
1949	Hommes	85	84	85
	Femmes	83	93	88
	Ensemble	85	85	85
1950	Hommes	94	92	93
	Femmes	94	104	99
	Ensemble	94	94	94
1951	Hommes	97	92	94
	Femmes	96	98	97
	Ensemble	97	93	95
1952	Hommes	104	88	95
	Femmes	96	100	98
	Ensemble	103	90	96
1953	Hommes	104	89	96
	Femmes	95	96	95
	Ensemble	103	90	96
1954	Hommes	109	92	100
	Femmes	99	98	99
	Ensemble	108	93	100
1955	Hommes	109	91	99
	Femmes	100	94	96
	Ensemble	107	91	98
1956	Hommes	110	91	99
	Femmes	102	99	100
	Ensemble	109	92	99
1957	Hommes	103	92	97
	Femmes	103	97	99
	Ensemble	104	93	98
1958	Hommes	108	93	99
	Femmes	100	98	100
	Ensemble	107	94	100

Indices en

Section VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de l'infraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé séparément : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions (second chapitre du présent volume).

Relevé n° 8 — 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Calomnies et injures	28	Hommes	12	13	—	—	6	11	6	2
		Femmes	—	5	—	—	—	4	—	1
		Ensemble	12	18	—	—	6	15	6	3
peines de pol.	29	Hommes	1	3	—	—	1	2	—	1
		Femmes	2	—	—	—	1	—	1	—
		Ensemble	3	3	—	—	2	2	1	1
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
peines crim.	35	Hommes	150	118	—	—	92	371	58	77
		Femmes	6	25	—	—	6	24	—	1
		Ensemble	156	473	—	—	98	395	58	78
peines de pol.	36	Hommes	1	5	—	—	3	3	1	2
		Femmes	—	3	—	—	—	3	—	—
		Ensemble	4	8	—	—	3	6	1	2
Banqueroute	37	Hommes	1	4	—	—	1	3	—	1
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble	1	5	—	—	1	4	—	1
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	43	171	—	—	43	163	—	7
		Femmes	2	6	—	—	1	5	1	1
		Ensemble	45	177	—	—	44	168	1	8
peines de pol.	39	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	—	1	—	—
Recel	40	Hommes	9	28	—	—	7	28	2	—
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble	9	29	—	—	7	29	2	—

Relevé n° 8 — 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Incendie	41	Hommes	1	—	—	—	—	—	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	—	—	—	—	—	1	—
peines correc.	42	Hommes	—	1	—	—	—	—	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	—	—	—	1
Destructions et dommages	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correc.	44	Hommes	33	76	—	—	9	27	24	49
		Femmes	2	4	—	—	—	1	2	3
		Ensemble	35	80	—	—	9	28	26	52
peines de pol.	45	Hommes	24	36	—	—	2	13	22	23
		Femmes	—	2	—	—	—	1	—	1
		Ensemble	24	38	—	—	2	14	22	24
Totaux		Hommes	1 255	2 704	6	2	165	1 611	784	1 088
		Femmes	67	162	1	—	31	106	35	56
		Ensemble	1 322	2 866	7	2	496	1 720	819	1 144
Totaux généraux			4 188	9	2 216	1 963				

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1931-1958 on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à

l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

ANNEES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1931	38 262	8 559	22,37
1932	38 150	8 291	21,73
1933	37 977	7 933	20,89
1934	39 653	7 835	19,76
1935	38 518	7 837	19,18
1936	36 966	7 545	20,41
1937	34 672	7 147	20,61
1938	33 978	6 570	19,34
1939	31 900	6 323	19,82
1940	33 256	5 561	16,72
1941	49 837	4 965	9,96
1942	56 332	4 487	7,96
1943	55 501	4 086	7,36
1944	32 868	2 310	7,02
1945	21 126	1 473	6,97
1946	30 021	3 038	10,11
1947	30 719	3 431	11,17
1948	37 118	4 132	11,13
1949	35 480	4 145	11,68
1950	30 545	4 430	14,50
1951	30 731	4 384	14,26
1952	32 279	4 387	13,59
1953	28 533	3 798	13,31
1954	26 519	3 714	14,00
1955	26 690	3 806	14,26
1956	27 337	3 833	14,02
1957	26 305	2 816	10,71
1958	26 899	4 158	15,57

CHAPITRE II

Statistique des infractions

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré : l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et le caractère des *délinquants* existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces délinquants.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus *différents* ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces délinquants, par la recherche du nombre de *faits* pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié; subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infraction. Une statistique des infractions propre-

ment dites ne compterait qu'un vol : la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique : dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous répartit par groupes de communes l'ensemble des infractions individuelles, commises en Belgique, dans un lieu déterminé, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1°) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A) ;

2°) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B) ;

3°) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C) ;

4°) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D) ;

et les classe :

1) par nature d'infraction ;

2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs ;

3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis ; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois.

B. — COMMUNES DE 25.000 ANNEE

Relevé n° 9 — 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	FAITS COMMIS									
		Janvier		Février		Mars		Avril		Mai	
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes
	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1										
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2				1	1		1		1	
Faux en écritures	3	6	3	6	6	2		5	3	7	1
Faux témoignage ou serment	4	1	2		2					3	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1		2	3			2		1	2
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6			1							
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	12	16	9	17	16	21	12	15	17	16
Infractions contre la sécurité publique	8	3		3	3	1	3		3	3	5
Avortement	9	6	2	6				1	1		2
Exposition ou délaisement d'enfants	10	2	1		2			1	1	3	
Destruction ou supposition d'état	11										3
Enlèvement de mineurs	12					1					
Attentats à la pudeur et viols	13										
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	8	3	1	3	3		4	3	5	5
Outrages publics aux mœurs	15	3	10	1	3	4	5	6	3		1
Adultere et bigamie	16	7	1	2	1	5	7	10	2	3	
Abandon de famille	17	1									
Meurtre	18	27	13	17	11	26	9	21	18	17	13
Lésions corporelles volontaires	19	2	3	1	1			4	2		2
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20							1			1
Calomnies et injures	21										
Violation de sépulture	22										
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23										
Violation du secret professionnel	24	22	29	12	25	20	36	32	31	30	23
Violation du secret des lettres et autres communications	25	10	12	20	21	16	15	11	23	18	12
Viols et maraudages	26										
Banqueroute	27										
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	3	3		1	1	4	3	1	1	2
Recel	29				1	1	1		3		
Incendie	30										
Destructions et dommages	31										
	32										
	33										
	34				1				1		
	35	51	33	32	24	43	34	37	35	44	32
	36		1		3	4		1		2	
	37	1		1	1			1		1	
	38	18	25	7	23	14	16	11	20	7	18
	39				1			1			
	40	3	2	3	2	1	3	3	2	1	4
	41				1						
	42										
	43										
	44	5	5		6	2	5	2		2	4
	45	1	1	3	1	1	3	1	1	8	1
Totaux		192	172	130	166	162	165	171	174	173	151

A MOINS DE 100.000 HABITANTS. 1958

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	DURANT LE MOIS DE												FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE		FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée	TOTAL		Nombres de la nomenclature						
		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre			Octobre à Mars	Avril à Septembre		Primaires	Récidivistes				
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes						
		13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	2bis	
Totaux		188	169	195	222	183	195	161	208	164	169	192	156	163	151	13	12		4	182	159	2 269	2 273		

E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1958

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée	
+ 100 000 habitants	682	523	576	562	644	629	617	616	596	636	615	656	32	18	330	7 732
25 000 — 100 000	364	296	327	345	324	357	417	378	369	333	348	314	25	4	341	4 542
10 000 — 25 000	381	339	306	288	357	381	439	455	363	364	313	337	15	2	158	4 498
— 10 000	1 127	813	817	992	1 027	1 257	1 284	1 214	1 136	1 035	999	931	43	9	823	13 510
Total	2 554	1 971	2 026	2 187	2 352	2 624	2 757	2 663	2 461	2 368	2 275	2 241	115	33	1 652	30 282

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée	

1. — CHIFFRES ABSOLUS.

1949	3 233	2 561	2 695	2 960	3 394	3 224	3 511	3 487	3 532	3 052	2 645	2 792	488	352	3 583	41 509
1950	2 676	2 217	2 505	2 531	2 784	2 866	3 083	3 022	2 921	2 691	2 296	2 293	451	328	3 045	35 709
1951	2 948	2 444	2 516	2 604	2 924	2 962	3 285	2 968	2 905	2 679	2 545	2 204	435	263	2 373	36 085
1952	3 025	2 483	2 727	2 773	2 824	2 887	3 171	2 980	3 137	3 103	2 994	2 741	493	303	2 541	38 082
1953	2 707	1 924	2 306	2 470	2 573	2 827	2 924	2 653	2 590	2 504	2 202	2 402	478	262	2 157	32 979
1954	2 252	1 811	2 030	2 105	2 325	2 335	2 498	2 398	2 480	2 632	2 218	2 490	428	161	2 168	30 332
1955	2 283	1 727	2 074	2 318	2 378	2 411	2 659	2 500	2 388	2 461	2 098	2 190	375	125	2 072	30 059
1956	2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830
1957	2 199	1 949	2 164	2 186	2 316	2 410	2 825	2 460	2 458	2 281	2 055	2 357	92	36	1 874	29 962
1958	2 554	1 971	2 026	2 187	2 352	2 624	2 757	2 663	2 461	2 368	2 275	2 241	115	33	1 652	30 282

2. — POURCENTAGES.

1949	7,79	6,17	6,49	7,14	8,18	7,77	8,46	8,40	8,51	7,35	6,37	6,73	1,17	0,85	8,63	100
1950	7,49	6,21	7,02	7,09	7,80	8,02	8,64	8,47	8,19	7,54	6,42	6,42	1,26	0,91	8,52	100
1951	8,17	6,77	7,05	7,22	8,10	8,21	9,10	8,23	8,06	7,42	7,05	6,11	1,21	0,73	6,57	100
1952	7,94	6,27	7,16	7,28	7,41	7,58	8,33	7,82	8,24	8,15	7,86	7,20	1,29	0,80	6,67	100
1953	8,22	5,83	6,99	7,49	7,80	8,58	8,87	8,04	7,85	7,59	6,68	7,28	1,45	0,79	6,54	100
1954	7,42	5,97	6,69	6,94	7,67	7,70	8,24	7,90	8,18	8,68	7,31	8,21	1,41	0,53	7,15	100
1955	7,59	5,75	6,90	7,71	7,91	8,02	8,84	8,32	7,94	8,19	6,98	7,29	1,25	0,42	6,89	100
1956	8,53	4,97	7,93	6,99	7,77	7,80	9,05	8,47	8,73	8,42	7,96	8,15	0,33	0,10	5,70	100
1957	8,34	6,51	7,22	7,30	7,73	8,04	9,43	8,21	8,20	7,61	6,86	7,87	0,31	0,12	6,25	100
1958	8,43	6,51	6,69	7,22	7,77	8,67	9,10	8,79	8,14	7,82	7,51	7,40	0,38	0,11	5,46	100

Le relevé n° 10 reproduit ci-dessous donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre répartis d'après le mois où ils ont été commis.

Relevé n° 10. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES COMMISES EN BELGIQUE DANS UN LIEU INDETERMINE ET A. — PAR DES CONDAMNES

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							
		DURANT							
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1								
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2		1	3	1	4	1		
Faux en écritures	3	45	33	40	30	42	44	40	
Faux témoignage ou serment	4	2		1	1	7			
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	6	7	1	5	7	8	10	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	7	1		2	4	1	4	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	99	88	95	82	126	138	114	
		8	19	23	25	28	37	39	43
Infractions contre la sécurité publique	9	12	21	44	12	21	21	24	
Avortement	10	15	12	6	12	5	7	9	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	10	7	3	5	6	3	2	
Destruction ou supposition d'état	12								
Enlèvement de mineurs	13	1	1	3			2	2	
Attentats à la pudeur et viols	14		1						
		15	54	21	29	32	39	54	51
Corruption de la jeunesse et prostitution	16		35	15	14	14	11	16	23
		17	49	16	36	31	53	72	54
Outrages publics aux mœurs	18						1	1	
		19	238	159	145	155	165	178	180
Adultère et bigamie	20	12	9	8	9	6	9	8	
Abandon de famille	21				1	1		1	
Meurtre	22				1				
		23					1		
Lésions corporelles volontaires	24	175	143	183	172	196	209	254	
		25	123	122	116	140	192	191	227
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	10	4	5	1	1	6	5	
		28	13	7	11	9	10	8	13
Calomnies et injures	29		2	4	4	2	5	4	
		30							
Violation de sépulture	31								
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	32								
Violation du secret professionnel	33								
Violation du secret des lettres et autres communications	34		1			1			
Vols et maraudages	35	290	212	233	257	207	245	217	
		36	4	7	7	7	14	6	7
Banqueroute	37	5	4	1	6	1	1	2	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	86	65	62	67	53	82	72	
		39	3	1					
Recel	40	21	16	16	22	13	19	12	
Incendie	41	1	1	1					
		42	1				2	1	1
Destructions et dommages	43								
		44	32	15	15	25	32	18	23
45	13	14	9	11	16	11	22		
Totaux		1 383	1 031	1 086	1 143	1 277	1 395	1 425	

BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE, DES INFRACTIONS COMMISES EN DES INFRACTIONS COMMISES A L'ETRANGER. PRIMAIRES. — ANNEE 1958

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	DANS UN LIEU DETERMINE								FAITS COMMIS		Total général	Nombres de la nomenclature			
		LES MOIS DE								En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé	A l'étranger					
		Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée					Total		
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis				
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1													3	1	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2		1								3	13	1	1	15	2
Faux en écritures	3	22	42	42	33	32	3				71	519	173	6	698	3
Faux témoignage ou serment	4		2	2	3	2						20	3		23	4
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	7	2	5	5	5					3	71	9	2	82	5
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	2	4	1	3					7	37	9		46	6
		7	150	106	92	128	105	1			3	1 327	13	2	1 342	7
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	8	30	44	44	26	23						381			381	8
		9	13	25	28	9	20				2	222	8	1	231	9
Infractions contre la sécurité publique	9	2	13	11	6	3				1	6	108	7		115	10
Avortement	10	5	8	3	5	4				3	1	79	3		82	11
Exposition ou délaisement d'enfants	11															12
Destruction ou supposition d'état	12		1	3		3						16	1		17	13
Enlèvement de mineurs	13											1			1	14
Attentats à la pudeur et viols	14											1				15
		15	43	45	36	29	32	5	1	64	535	30	1	566	16	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	7	17	12	14	21	4			21	227	25		252	16	
		17	74	59	39	29	46	1		84	643	30	1	674	17	
Outrages publics aux mœurs	18											7			7	18
		19	192	191	209	205	192	23	9	268	2 509	274	3	2 786	19	
Adultère et bigamie	20	7	10	10	10	8			17	124	21			145	20	
Abandon de famille	21		2		1					6			1	7	21	
Meurtre	22											1			1	22
		23														
Lésions corporelles volontaires	24	219	198	171	191	170				11	2 292	28	2	2 322	24	
		25	198	173	121	160	118			10	1 891			1 891	25	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	8	2	2	1	5						56	1		57	27
		28	13	13	2	4	9			3	115	4		119	28	
Calomnies et injures	29	9	4	8	5	1				2	54	1		55	29	
		30														
Violation de sépulture	31															31
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	32															32
Violation du secret professionnel	33															33
Violation du secret des lettres et autres communications	34											2	1	3	34	
Vols et maraudages	35	293	190	241	274	242	7	3	153	3 061	163	14	3 241	35		
		36	17	10	10	8	10			3	110			110	36	
Banqueroute	37		6	5		2			14	48	18		66	37		
		38	69	66	60	48	77	12		125	944	128	1	1 076	38	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	39	2	2	1		2				11			11	39		
		40	21	11	14	21	18	1		48	223	37	3	263	40	
Recel	41									4			4	41		
Incendie	42	1										7		7	42	
		43														43
Destructions et dommages	44	21	27	27	20	18				4	277			277	44	
		45	12	20	29	17	21			1	196			196	45	
Totaux		1 437	1 295	1 235	1 254	1 194	64	14	911	16 144	989	41	17 174			

B. — PAR DES CONDAMNES

Relevé n° 10 — 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE						
		DURANT						
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1							
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	2	3		1		1
Faux en écritures	3	27	20	24	18	12	20	25
Faux témoignage ou serment	4	2	3	2		2		
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1	5	1	5	4	8	9
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6				1	1		
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	121	131	120	112	113	171	200
	8	6	10	13	13	11	12	16
Infractions contre la sécurité publique	9	34	23	18	30	30	24	34
	10	7	1	2	6	3	3	2
Avortement	11	5	9	7	7	5	7	8
Exposition ou délaisement d'enfants	12							
Destruction ou supposition d'état	13				1			1
Enlèvement de mineurs	14							
Attentats à la pudeur et viols	15	18	18	14	21	15	22	36
	16	39	11	21	11	15	25	28
Corruption de la jeunesse et prostitution	17	28	26	14	32	25	35	36
	18	1			1	1	1	1
Outrages publics aux mœurs	19	125	90	78	99	91	86	86
	20	30	23	17	15	19	20	19
Adultère et bigamie	21	1		2		2		1
Abandon de famille	22							
	23					1		
Meurtre	24	180	153	170	173	173	266	259
	25	87	77	88	108	127	137	177
Lésions corporelles volontaires	26							
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	9	7	6	6	9	9	7
	28	9	9	12	3	7	6	8
Calomnies et injures	29	1	2	3	6	5	5	1
	30							
Violation de sépulture	31							
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	32							
Violation du secret professionnel	33							
Violation du secret des lettres et autres communications	34							
Vols et maraudages	35	216	168	175	221	222	219	207
	36	3	4	5	5	5	8	4
	37	4	2	3	1	2	1	1
Banqueroute	38	126	88	91	99	94	87	98
	39		3		2	1	1	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	40	19	17	13	10	14	11	11
	41				1			
Recel	42		3					
	43							
Incendie	44	26	22	23	24	22	24	32
	45	9	9	9	12	13	11	21
	46							
Destructions et dommages	47							
Totaux		1 171	940	940	1 044	1 075	1 229	1 332

RECIDIVISTES. — ANNEE 1958

DANS UN LIEU DETERMINE	LES MOIS DE								FAITS COMMIS		Total général	Nombres de la nomenclature								
									En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé	A l'étranger										
		Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre					a une époque inconnue ou indéterminée	Total						
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis								
									1		2	1								
								1			10	2								
								22	4		299	132	4	135	3					
								1	1		16			16	4					
								7	5	6	4	5		68	8	76	5			
									1	1	1			1	7		9	6		
								211	191	177	129	126		9	1 844	13	2	1 859	7	
								16	12	18	8	10		1	146			146	8	
								30	36	28	20	12		5	324	11		335	9	
								4	2	4		3		1	39			39	10	
								6	11	11	8	10	3		127	8		135	11	
																			12	
										3		1			7	1		8	13	
															1			1	14	
								27	27	20	14	18		1	36	14		301	15	
								13	22	14	27	13		18	257	27		284	16	
								26	33	21	25	17		3	311	18	1	360	17	
								1		1	1				8			8	18	
								92	78	102	82	90	14	3	143	115	1	1 375	19	
								10	25	24	26	33	4	2	42	34	1	344	20	
											1	1			8			8	21	
																			22	
															2			2	23	
								231	197	198	185	194		4	1 336	28	5	1 429	24	
								130	131	90	108	96			1 371	2		1 373	25	
								6	8	4	6	7			84	1		85	27	
								9	9	8	6	5			56	2		58	28	
								4	8	7	4	2			55	1		55	29	
											2				2			2	30	
																			31	
																			32	
											1				1			1	33	
															1			2	34	
								235	210	213	223	237	14	4	158	144	10	2 066	35	
								6	9	8	7	1			68			68	36	
									1	3	5	2	1		29			48	37	
								77	84	90	76	83	7	1	406	181	8	1 459	38	
								1							8			8	39	
								11	12	15	11	14	1		178	39	5	222	40	
															1			1	41	
															4			4	42	
																			43	
								35	21	21	14	21			309	4	1	314	44	
								15	10	17	10	17			153			153	45	
								1 226	1 169	1 133	1 021	1 047	51	19	741	14 138	804	39	14 981	

C. — PAR DES CONDAMNES PRIMAIRES ET

Relevé n° 10 — 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1	Numéros de la nomenclature 2	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							Durant 9
		DURANT							
		Janvier 3	Février 4	Mars 5	Avril 6	Mai 7	Jun 8	Juillet 9	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	3	6	1	2	1	1	—
Faux en écritures	3	72	53	64	48	54	64	65	—
Faux témoignage ou serment	4	4	3	3	1	9	—	—	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	10	12	5	10	11	16	19	—
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	7	1	—	3	5	1	4	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	220	222	215	194	269	309	314	—
peines correctionnelles	7	25	33	38	41	48	51	59	—
peines de police	8	46	44	32	42	51	45	58	—
Infractions contre la sécurité publique	9	22	13	8	18	8	10	11	—
Avortement	10	15	16	10	12	11	10	10	—
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	1	3	1	—	2	3	—
Attentats à la pudeur et viols	14	—	2	—	—	—	—	—	—
peines criminelles	15	72	39	43	53	54	76	87	—
peines correctionnelles	16	74	26	35	25	26	41	51	—
Corruption de la jeunesse et prostitution	17	77	42	50	63	78	107	90	—
Outrages publics aux mœurs	18	1	—	—	1	1	2	2	—
peines correctionnelles	17	—	—	—	—	—	—	—	—
peines de police	18	1	—	—	1	1	2	2	—
Adultère et bigamie	19	363	249	223	254	256	264	266	—
Abandon de famille	20	42	32	25	24	25	29	27	—
Meurtre	21	1	—	2	1	3	—	2	—
peines criminelles	22	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—
peines criminelles	24	355	296	353	345	369	475	513	—
peines correctionnelles	25	210	199	204	248	319	338	404	—
peines de police	26	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	27	19	11	11	10	13	15	12	—
peines criminelles	28	22	16	23	13	17	14	21	—
peines correctionnelles	29	6	6	7	8	10	9	8	—
peines de police	30	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	31	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures	32	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	33	—	—	—	—	—	—	—	—
peines de police	34	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation de sépulture	35	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	36	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	37	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	38	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	39	536	380	408	478	429	464	424	—
peines criminelles	40	7	11	12	12	19	14	11	—
peines correctionnelles	41	9	6	4	7	3	2	3	—
peines de police	42	212	153	156	166	147	169	170	—
Banqueroute	43	3	4	—	2	1	1	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	44	40	33	29	32	27	30	23	—
Recel	45	1	1	1	1	—	—	—	—
Incendie	46	1	3	—	—	2	1	1	—
peines criminelles	47	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	48	—	—	—	—	—	—	—	—
peines criminelles	49	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	50	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	51	58	37	38	49	54	42	55	—
peines criminelles	52	22	23	18	23	29	22	43	—
peines de police	53	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux		2 554	1 971	2 026	2 187	2 352	2 624	2 757	

RECIDIVISTES REUNIS. — ANNEE 1958

DANS UN LIEU DETERMINE	LES MOIS DE								à une époque inconnue ou indéterminée 17	Total 18	FAITS COMMIS		Total général 21	Numéros de la nomenclature 2 bis
		En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé		A l'étranger										
		Août 10	Septembre 11	Octobre 12	Novembre 13	Décembre 14	Octobre à mars 15	Avril à septembre 16			En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé	A l'étranger		
			1	1			1		3			5	1	
			2		2		1		3		1	25	2	
44	65	69	17	53	6	1	113	818	305	10	1 133	3		
	3	3	4	5			1	30	3		39	4		
15	7	11	9	10			1	139	17	2	158	5		
	3		5	2	4		8	44	11		55	6		
361	297	269	257	231	1		12	3 171	26	4	3 201	7		
46	56	62	34	33			1	527			527	8		
43	61	56	29	32			7	546	19	1	566	9		
6	15	15	6	6	2		7	117	7		154	10		
11	19	14	13	14	6	1	41	206	11		217	11		
												12		
	1	6		4			1	23	2		25	13		
								2			2	14		
70	72	56	43	50	5	2	100	822	44	1	867	15		
20	39	26	41	34	4		42	484	52		536	16		
100	92	60	54	63	4	3	101	984	48	2	1 034	17		
	1	1	2	1	1		15	15			15	18		
284	269	311	287	282	37	12	111	3 768	389	1	4 164	19		
17	35	34	36	41	5	2	59	433	55	1	489	20		
	2		2	1			14	14		1	15	21		
								1			1	22		
								2			2	23		
150	395	369	376	364		4	24	1 688	56	7	1 751	24		
328	304	211	268	214			15	3 262	2		3 264	25		
												27		
14	10	6	7	12				140	2		142	28		
22	22	10	10	14			7	211	6		217	29		
13	12	15	9	3			3	109	1		110	30		
			2					2			2	31		
												32		
	1						1	2			2	33		
								1			1	34		
								3	2		5	35		
528	400	454	497	479	21	7	411	5 816	307	24	6 117	36		
23	19	18	15	14			3	178			178	37		
	7	8	5	4	2		17	77	36	1	114	38		
								2 214	309	12	2 535	39		
146	150	150	124	160	19		291	19			19	40		
3	2	1		2				37	76	8	185	41		
32	23	29	32	32	2			5			5	42		
								11			11	43		
1	1	1										44		
												45		
56	48	48	34	39			28	586	4	1	591	46		
27	30	46	27	38			1	349			349	47		
2 663	2 464	2 368	2 275	2 241	115	33	1 652	30 282	1 793	80	32 155			

IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1, ET 3, DE L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1958

CATEGORIES DES CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque inconnue ou indéterminée	TOTALS
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	113	112	121	131	171	191	203	209	181	176	158	147	5	1 984
Faits d'ivresse commis isolément	874	810	870	1 010	1 090	991	1 017	1 133	1 108	1 007	989	902		11 834
Total des deux catégories	1 017	952	991	1 144	1 264	1 185	1 250	1 342	1 289	1 183	1 147	1 049	5	13 818

On trouvera ci-dessous l'aperçu retrospectif établi depuis 1942, des infractions aux articles 1^{er} § 1, et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Années	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Epoque inconnue
	commis isolément	connexes à un délit	Au total	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
1942	1 740	461	2 201	183	147	170	167	218	165	159	165	178	191	222	234	2
1943	1 934	415	2 349	164	178	177	208	196	202	220	219	208	225	171	180	1
1944	1 534	201	1 735	211	153	151	155	119	135	125	97	103	128	173	185	—
1945	1 063	179	1 242	63	87	95	90	105	99	130	137	152	116	89	79	—
1946	3 296	502	3 798	238	283	332	397	389	396	363	358	343	242	194	261	2
1947	4 892	1 023	5 915	350	300	398	411	503	700	755	710	673	404	398	300	13
1948	5 897	1 723	7 620	390	523	651	653	585	697	706	700	663	650	590	598	14
1949	6 183	1 845	8 028	657	552	526	659	748	740	795	766	820	695	560	498	12
1950	7 447	2 209	9 656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12
1951	8 861	2 236	11 097	835	824	847	897	999	1 097	1 271	995	1 043	892	777	611	9
1952	9 307	2 139	11 446	776	714	893	1 037	992	1 030	1 082	1 065	986	1 012	943	910	6
1953	9 090	1 923	11 013	749	692	915	965	1 070	1 090	1 133	1 054	914	905	740	766	20
1954	9 761	1 981	11 742	751	797	985	889	1 073	1 064	1 099	1 151	1 027	1 034	886	982	4
1955	10 729	2 038	12 767	887	787	956	1 050	1 224	1 135	1 270	1 155	1 139	1 151	984	1 020	9
1956	11 802	2 025	13 827	1 156	698	1 145	1 178	1 212	1 361	1 469	1 153	1 199	1 168	1 059	1 025	4
1957	12 495	1 850	14 345	1 019	1 046	1 210	1 255	1 233	1 215	1 402	1 249	1 379	1 188	962	1 164	23
1958	11 834	1 984	13 818	1 017	952	991	1 144	1 264	1 185	1 250	1 342	1 289	1 183	1 147	1 049	5

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités	9	15) Libération et condamnation conditionnelle	19
2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle	9	16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance	19
Nomenclature détaillée	10	17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-1-1930	19
3. Unités prises en considération par la statistique criminelle	13	3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence	20
4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle	13	1) Mission de la police judiciaire	20
Modèle de fiche	15	2) Saisine des juridictions répressives	20
5. Organisation des travaux statistiques	16	a) Actions publique et civile	20
		b) Action publique devant les juridictions répressives	21
		Les juridictions de jugement	21
		1) Tribunaux de police	22
		2) Tribunaux correctionnels	23
		3) Cours d'appel	23
		4) Cours d'assises	23
		5) Cour de cassation	23
		Extinction de l'action publique	23
		4. Le droit et la statistique	24
		1) Infractions et peines	24
		2) Concours et participation	24
		3) Récidive	24
		§ 3. Données démographiques.	
		Tableaux	
		1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge	26
		2) Etendue territoriale et densité de population par km ² par arrondissement judiciaire	27
		14) Délais de prescription	19

STATISTIQUE CRIMINELLE

Chapitre I. — Statistique des condamnés

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

1. Introduction	29
2. Relevé n° 1 — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° Le sexe des condamnés :	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité	33
2° Les antécédents judiciaires :	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34

Section II. — Etat civil et situation de famille.

1. Introduction	35
2. Relevé n° 2. — Etat civil des condamnés	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentage des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau D. — Pourcentage des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

Section III. — Profession et état social des condamnés

1. Introduction	49
2. Relevé n° 3. — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B	60
3. Aperçus rétrospectifs	
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

Section IV. — Age des condamnés

1. Introduction	66
2. Relevé n° 4. — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infraction	67
Relevé n° 5. — Age des condamnés en 13 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Total des deux sexes	72
3. Aperçus rétrospectifs	
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78
Tableau E. — Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930	80
Tableau F. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive	81

Tableau G. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive. Sexes séparés	82
Tableau H. — Taux standard de criminalité pour 100.000 individus et indice	83
Tableau I. — Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante	85

Section V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.

1. Introduction	87
2. Relevé n° 6. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	88
3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis : Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102

Section VI. — Récidive générale et récidive spéciale.

1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. Relevé n° 7. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111

Section VII. — Ivrognerie.

1. Introduction	113
2. Relevé n° 8. — Ivrognerie	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentage des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118

Chapitre II. — Statistique des infractions.

1. Introduction spéciale	119
2. Relevé n° 9. — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122
B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. Relevé n° 10. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	132
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. Ivresse	
Relevé n° 11. — Infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Institut National de Statistique
44, rue de Louvain - BRUXELLES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1958

N° 1

*La reproduction des données est subordonnée
à l'indication de la source*

Septembre 1960

S O M M A I R E

Activité des Cours et tribunaux	P.	1
Faillites et concordats		53
Actes notariés		62
Adoptions		66
Divorces et séparations de corps		68

STATISTIQUE DE
L'ACTIVITE DES
COURS ET TRIBUNAUX

Année 1958

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'ACTIVITE DES COURS
ET TRIBUNAUX

Année 1958

A - Affaires pénales

1° Police judiciaire et Instruction

Tableau n° 1 - ETAT DES TRAVAUX DES PARQUETS (1958)

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes dénonciations et procès verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNEE AUX PLAINTES, DENONCIATIONS ET PROCES-VERBAUX							
		Nombre des Affaires							
		commu- niquées au juge d'instruc- tion	portées à l'audience du tribu- nal correctionnel par citation directe			ren- voyées devant une autre juri- diction	laissées sans poursuite		termi- nées par trans- actions accep- tées (1)
du minis- tère public	de la partie civile		d'une adminis- tration publique	parce que les auteurs étaient Inconnus	pour tous autres motifs				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	80.611	3.008	3.772	187	1.128	5.335	12.020	52.464	2.353
Louvain	13.356	492	1.108	43	94	1.584	2.273	6.254	316
Nivelles	9.343	292	442	8	74	1.823	1.659	4.733	442
Anvers	58.972	2.000	3.212	70	530	3.439	30.549	19.213	1.145
Malines	14.061	411	1.174	53	86	2.026	4.152	5.745	633
Turnhout	10.291	285	1.028	4	67	1.299	1.377	5.501	363
Mons	25.160	1.008	1.448	10	204	4.250	3.580	14.722	356
Charleroi	28.725	2.426	1.814	134	997	4.569	5.126	14.964	388
Tournai	10.242	606	543	8	63	1.685	486	6.834	197
Gand	30.086	1.150	2.812	76	256	1.460	9.032	15.540	1.055
Audenarde	7.285	(2) 502	818	36	37	944	1.582	3.340	204
Termonde	17.326	680	2.183	44	109	2.237	4.374	8.002	588
Bruges	20.944	744	2.931	37	173	1.677	8.386	7.019	757
Courtrai	14.935	770	2.175	34	170	1.895	3.498	5.649	1.051
Furnes	4.573	223	601	-	23	764	1.349	1.471	95
Ypres	5.923	210	818	21	27	753	1.604	2.231	81
Liège	30.587	2.114	2.147	47	(3) 782	7.219	7.242	11.342	776
Huy	7.685	225	430	5	109	2.709	1.074	3.070	92
Verviers	10.363	604	828	11	140	3.218	1.329	4.075	101
Tongres	12.833	479	758	-	81	3.167	2.302	5.759	272
Hasselt	10.894	313	964	60	60	2.838	1.924	3.865	372
Arlon	5.142	192	474	-	55	1.607	442	2.147	57
Marche-en-Famen- ne	3.726	241	199	1	34	1.384	347	1.307	63
Neufchâteau	3.670	228	221	-	32	725	305	1.961	98
Namur	12.882	572	1.148	9	175	3.647	2.773	3.955	272
Dinant	8.383	395	628	6	80	3.462	726	2.911	90
TOTAUX	457.998	20.170	34.674	904	5.586	65.716	109.511	214.074	12.217

(1) Voir aussi tableau 1 bis

(2) Y compris 6 affaires dont l'instruction a été reprise pendant l'année.

(3) Dont 4 affaires de la cour de cassation.

Tableau n° 1 bis - PARQUETS TRANSACTIONS (1958)

ARRONDISSEMENTS	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées (1)	Sommes perçues en francs
Bruxelles	2.589	2.353	1.423.546
Louvain	327	316	111.722
Nivelles	470	442	119.554
Anvers	1.205	1.145	364.008
Malines	660	633	190.748
Turnhout	391	363	155.950
Mons	367	356	120.738
Charleroi	440	388	255.470
Tournai	218	197	70.648
Gand	1.120	1.055	400.070
Audenaerde	208	204	59.046
Termonde	678	588	591.854
Bruges	818	757	301.390
Courtrai	1.130	1.051	425.900
Furnes	102	95	32.160
Ypres	81	81	27.765
Liège	868	776	276.512
Huy	92	92	36.834
Verviers	114	101	41.550
Tongres	361	272	107.300
Hasselt	399	372	126.200
Arlon	65	57	15.000
Marche-en-Famenne	63	63	21.200
Neufchâteau	101	98	36.050
Namur	321	272	113.543
Dinant	92	90	41.765
Totaux	13.280	12.217	5.466.523

(1) Voir tableau n° 1, col. 10

Tableau n° 2 - JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
AFFAIRES TERMINEES - RESULTATS DE L'INSTRUCTION (1958)

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES									
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES									
	de renvoi devant					d'in- terne- ment	de non- lieu à pour- suivre	ren- voyées à d'autres juges	évo- quées par la cour d'appel	TOTAL
	la chambre des mises en accu- sation	le tribunal correc- tionnel	le tribunal de sur ré- quisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la L. 4. oct. 1867	après ins- truction	une autre juri- diction					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	-	2.352	257	1	15	44	615	27	2	3.313
Louvain	1	306	95	1	9	7	129	9	-	557
Nivelles	-	188	420	-	6	8	87	13	-	722
Anvers	2	1.338	478	2	30	71	527	68	-	2.516
Malines	-	235	115	-	-	14	221	64	-	649
Turnhout	-	130	86	-	27	14	84	-	-	341
Mons	2	681	1.215	3	4	16	300	11	-	2.232
Charleroi	1	1.400	2.379	8	23	23	475	9	2	4.320
Tournai	1	318	815	13	17	14	262	2	-	1.442
Gand	-	729	-	-	1	25	327	18	-	1.100
Audenaerde	2	308	9	1	2	4	184	2	-	512
Termonde	1	420	4	-	3	17	356	8	-	809
Bruges	1	498	26	-	7	9	179	3	-	723
Courtrai	2	479	224	-	6	11	171	5	-	898
Furnes	1	110	1	-	6	1	83	-	-	202
Ypres	-	131	1	1	-	1	74	-	-	208
Liège	2	1.671	3.512	-	4	52	308	64	-	5.613
Huy	1	118	451	-	8	8	90	-	-	676
Verviers	-	342	870	4	10	4	268	1	-	1.499
Tongres	-	367	761	2	5	13	134	10	-	1.292
Hasselt	1	199	632	4	-	6	71	5	-	918
Arlon	-	123	500	4	2	4	44	10	-	687
Marche-en-Famenne	1	51	99	-	8	1	43	41	-	244
Neufchâteau	1	82	110	1	3	1	76	5	-	279
Namur	-	321	1.254	6	6	14	250	18	-	1.869
Dinant	-	186	570	7	12	6	191	-	-	972
Totaux	20	13.083	14.884	58	214	388	5.549	393	4	34.593

Tableau n° 3 - CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRÊTS (1958)

NOMBRE des ARRÊTS 1	Cours d'appel			Total 5
	Bruxelles 2	Gand 3	Liège 4	
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	1	19	39	59
{ aux assises	10	7	7	24
{ au tribunal correctionnel	14	13	19	46
{ au tribunal de police	-	-	-	-
{ devant une autre juridiction	1	5	10	16
Portant renvoi				
Portant décision d'internement (loi du 9 avril 1930)	42	19	15	76
Prévenus décédés	-	-	-	-
Totaux :	68	63	90	221
Statuant sur des demandes en réhabilitation	Octrois	746	454	2,758
	Rejets	121	49	93	263
Totaux	1.679	795	547	3.021

Tableau n° 4 - ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT
ETE SOUMISES A LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION (1958)

NATURE DES ORDONNANCES 1	Ordonnances confirmées entièrement 2	ORDONNANCES INFIRMEES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL 8
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits 5	pour vice de forme 6	pour autres motifs 7	
		qu'il n'y avait lieu à suivre 3	qu'il y avait lieu à suivre 4				
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	603	99	43	-	-	67	812
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires	(auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel)	21	12	2	-	1	48
	(par le ministère public par les parties civiles par les prévenus par les inculpés (art. 8, L. 9.4.30))	83	3	8	-	1	95
	(dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle)	23	4	-	1	1	50
	(Cours d'appel)	5	-	1	1	-	3	10
Cours d'appel	Bruxelles	424	58	34	-	-	516
	Gand	161	45	30	4	1	262
	Liège	150	15	-	-	-	217
Totaux	735	118	64	4	1	73	995

Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition

Bruxelles 0 Gand 5 Liège 0

Détention préventive

Tableau n° 5 - ACCUSES DE CRIMES OU DE DELITS ORDINAIRES JUGES CONTRADICTOIREMENT
PAR LES COURS D'ASSISES (1958)

PROVINCES 1	Nombre total des accusés 2	Nombre des accusés arrêtés préventivement 3	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE										
			Moins de 1 mois 4	De 1 à 2 mois 5	De 2 à 3 mois 6	De 3 à 4 mois 7	De 4 à 5 mois 8	De 5 à 6 mois 9	De 6 à 9 mois 10	De 9 mois à 1 an 11	1 an et plus 12	Durée inconnue 13	
				à moins de 2 mois	à moins de 3 mois	à moins de 4 mois	à moins de 5 mois	à moins de 6 mois	à moins de 9 mois	à moins de 1 an			
Brabant	7	7	-	-	-	-	-	-	-	-	1	6	-
Anvers	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Hainaut	5	5	-	-	-	-	-	-	-	1	2	2	-
Flandre orientale	6	5	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	-
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	-	-	-	-	1	-	2	-
Liège	5	5	-	-	-	-	-	-	-	1	3	1	-
Limbourg	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Luxembourg	2	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Namur	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Nombre des condamnés	28	27	-	-	-	-	-	-	-	5	8	14	-
Nombre des acquittés	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-
Nombre des internés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	31	30	-	-	-	-	-	-	-	5	9	16	-

Tableau n° 6 - PREVENUS ACQUITTES EN APPEL (1958)

COURS D'APPEL 1	TOTAL 2	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois 3	De 1 mois à moins de 2 mois 4	De 2 mois à moins de 3 mois 5	3 mois et plus 6
Bruxelles	23	14	6	2	1
Gand	7	-	4	1	2
Liège	-	-	-	-	-
Totaux	30	14	10	3	3

Tableau n° 7 - INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES
EN ACCUSATION (1958)

COURS D'APPEL 1	TOTAL 2	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois 3	De 1 mois à moins de 2 mois 4	De 2 mois à moins de 3 mois 5	3 mois et plus 6
Bruxelles	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-
Totaux	-	-	-	-	-

Tableau n° 8 - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PREVENUS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (1958)

ARRONDISSEMENTS	INCULPES						PREVENUS						PREVENUS								
	déchargés des poursuites par les chambres de conseil			jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à l'emprisonnement			jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à des peines pécuniaires			jugés par les tribunaux correctionnels acquittés			de la détention préventive			de la détention préventive					
	DUREE de la détention préventive		Total	DUREE de la détention préventive		Total	DUREE de la détention préventive		Total	DUREE de la détention préventive		Total	DUREE de la détention préventive		Total	DUREE de la détention préventive		Total			
1	Moins de 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois		Moins de 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois		Moins de 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois		Moins de 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois		Moins de 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois		Moins de 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois		Moins de 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	Moins de 1 à 2 mois
1	3	5	3	6	1	1	1	2	1	1	3	3	1	1	1	2	2	1	2	3	1
Bruxelles	3	5	3	6	1	1	1	2	1	1	3	3	1	1	1	2	2	1	2	3	1
Louvain	6	5	3	6	1	1	1	2	1	1	3	3	1	1	1	2	2	1	2	3	1
Nivelles																					
Anvers	9	9	3	6																	
Malines	9	9	3	6																	
Turnhout	2	2	1	2																	
Mons																					
Charleroi	3	2	1	2																	
Tournai	1																				
Gand																					
Audenarde																					
Termonde																					
Bruges																					
Courtrai	4	4	1	2																	
Furnes	3	2	1	2																	
Ypres	2	1		1																	
Liège	1	1		1																	
Huy																					
Verviers																					
Tongres																					
Hasselt																					
Arlon																					
Marche-en-Famenne																					
Neufchâteau																					
Namur																					
Dinant																					
Total :	43	38	2	1	1	1	1	1	289	199	128	16	14	1	1	1	27	22	7	3	1

2° - Tribunaux de police

Tableau n° 9 - TRANSACTIONS PROPOSEES PAR LES OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC PRES LES TRIBUNAUX DE POLICE (1958)

TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues	TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles (1)	57.599	50.457	14.130.988	Turnhout	2.557	2.089	492.285
Asse	2.992	2.787	617.354	Arendonk	1.116	685	145.000
Hal	2.967	2.839	875.100	Herentals	2.181	1.997	487.750
Sint-Kwintens-Lennik	1.178	1.072	232.470	Hoogstraten	945	626	122.950
Vilvorde	4.533	4.080	1.029.100	Mol	3.400	2.927	639.800
Wolvertem	3.840	3.575	841.844	Westerloo	1.420	1.325	283.500
Totaux :	78.109	64.810	17.726.856	Totaux :	11.619	9.649	2.171.285
Louvain	6.658	6.283	1.670.800	Mons	3.840	3.464	810.500
Aarschoot	920	834	193.460	Boussu	3.366	2.913	713.750
Diest	1.250	1.052	267.400	Chièvres	560	498	114.150
Glabeek	598	543	111.992	Dour	1.344	1.193	275.925
Haacht	622	560	116.515	Enghien	1.044	956	231.670
Tirlemont	1.928	1.771	450.350	La Louvière	2.776	2.480	564.680
Léau	656	433	100.745	Lens	892	748	148.840
Totaux :	12.561	11.476	2.911.262	Pâturages	1.765	1.498	326.700
Nivelles	5.600	5.347	1.464.670	Roeulx	3.897	3.486	803.400
Genappe	940	911	241.440	Soignies	3.948	3.755	1.012.650
Jodolgne	1.139	986	218.984	Totaux :	23.452	20.991	5.002.265
Perwez	474	431	143.600	Charleroi	7.400	6.733	1.616.410
Wavre	2.816	2.575	666.950	Beaumont	856	745	178.500
Totaux :	11.169	10.450	2.735.644	Binche	2.592	2.375	582.410
Anvers (2)	36.681	31.963	8.134.050	Châtelet	2.400	2.097	577.615
Boom	2.296	1.952	578.700	Chimay	700	563	135.010
Brecht	1.988	1.550	207.450	Fontaine-l'Évêque	2.000	1.788	555.240
Kontich	2.780	2.357	585.610	Gosselies	2.779	2.228	679.000
Zandhoven	1.719	1.518	325.700	Jumet	1.515	1.360	360.850
Totaux :	45.484	39.340	9.831.510	Marchienne-au-Pont	2.120	1.976	488.585
Malines	3.400	3.216	714.074	Merbes-le-Château	834	570	121.110
Duffel	1.000	886	207.084	Seneffe	1.509	1.157	233.675
Heist-op-den-Berg	936	822	180.850	Thuin	831	715	182.300
Lierre	1.400	1.269	350.748	Totaux :	25.336	22.307	5.710.705
Puurs	1.378	1.250	302.525	(1) Y compris les cantons d'Anderlecht, Ixelles, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek et Uccle			
Totaux :	8.114	7.443	1.755.280	(2) Y compris les cantons de Berchem, Borgerhout, et Ekeren.			

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai	2.000	1.834	406.819	Bruges	8.705	8.101	1.946.560
Antoing	628	567	117.900	Ardobie	609	543	151.850
Ath	1.071	987	243.600	Gistel	844	778	224.150
Celles	455	416	84.969	Ostende	2.100	1.948	531.170
Flobecq	283	257	53.000	Ruiselede	346	332	68.450
Frasnes	361	321	67.900	Tielt	1.210	1.086	256.390
Lessines	1.096	1.006	231.200	Torhout	1.911	1.807	433.970
Leuze	1.531	1.410	394.050				
Péruwelz	535	506	124.563	Totaux :	15.725	14.595	3.612.540
Quevaucamps	1.606	1.363	376.850	Courtrai	3.708	3.406	947.300
Templeuve	980	739	260.600	Avelgem	684	643	162.910
				Harelbeke	2.340	2.262	584.760
Totaux :	10.546	9.406	2.361.451	Izegem	1.088	1.012	308.000
Gand	9.575	8.675	2.084.503	Menin	1.799	1.701	394.550
Assenede	1.417	1.153	255.410	Meulebeke	500	475	112.755
Deinze	1.600	1.505	360.480	Mouscron	2.293	2.080	521.930
Eeklo	1.750	1.647	346.665	Moorsele	279	258	53.150
Evergem	1.474	1.307	282.500	Oostrozebeke	982	943	247.970
Kaprijke	727	549	109.875	Roulers	1.500	1.321	345.630
Kruishoutem	755	679	153.300				
Ledeberg	910	855	255.450	Totaux :	15.173	14.101	3.678.955
Lochristi	1.358	1.240	286.575	Furnes	1.197	1.149	245.600
Nazareth	1.060	1.007	219.200	Dixmude	540	510	112.100
Nevele	1.212	1.086	205.650	Haringe	216	194	48.075
Oosterzele	1.608	1.509	335.700	Nieuport	1.063	1.021	220.550
Waarschoot	549	502	110.400				
Zomergem	650	611	142.475	Totaux :	3.016	2.874	626.325
				Ypres	1.168	1.131	286.275
Totaux :	24.645	22.325	5.148.183	Hooglede	400	384	95.675
Audenarde	1.355	1.216	277.450	Messines	664	591	152.209
Grammont	800	732	188.100	Passendale	502	477	120.575
Herzele	1.208	1.041	282.750	Poperinge	504	493	128.890
Nederbrakel	598	546	146.350	Wervik	895	821	218.801
Ninove	1.493	1.197	346.955				
Renaix	1.053	986	292.570	Totaux :	4.133	3.897	1.002.425
Horebeke-	460	396	82.600	Liège	11.719	9.252	2.077.015
Ste Marie				Dalhem	524	406	89.970
Zottegem	753	681	190.385	Fexhe-Slins	1.121	985	213.315
				Fléron	1.000	757	183.305
Totaux :	7.720	6.795	1.807.160	Hollogne-aux-			
Termonde	2.025	1.801	581.071	Pierres	1.762	1.470	350.200
Alost	2.731	2.453	819.684	Louveigné	720	611	153.415
Beveren	1.093	800	254.506	Seraing	1.553	1.338	313.330
Hamme	935	835	248.066	Waremme	794	784	241.090
Lokeren	1.349	1.137	365.660				
Sint-Gillis-Waas	1.000	836	211.730	Totaux :	19.193	15.603	3.621.640
Saint-Nicolas	1.850	1.576	455.726				
Tamise	1.073	855	281.870				
Wetteren	1.223	1.037	309.650				
Zéle	864	755	267.437				
Totaux :	14.143	12.085	3.795.400				

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	1.002	841	224.862	Marche-en-			
Ferrières	93	68	16.482	Famenne	237	188	42.864
Hannut	386	334	80.033	Durbuy	124	108	25.000
Héron (1)	88	70	16.650	Erezée	189	149	36.490
Jehay-Bodegnée	482	394	100.100	Houffalize	320	278	62.550
Landen	459	358	77.072	Laroche	331	303	70.638
Nandrin	1.045	788	186.230	Nassogne	89	71	17.400
				Vielsalm	157	144	33.190
Totaux :	3.555	2.851	701.429				
Verviers	1.214	1.041	315.820	Totaux :	1.447	1.241	288.132
Aubel	528	407	140.530	Neufchâteau	408	358	106.150
Eupen	589	356	106.580	Bastogne	580	534	145.727
Dison	467	412	99.290	Bouillon	208	197	43.350
Herve	170	150	37.100	Paliseul	287	257	56.100
Limbourg	150	138	35.280	Saint-Hubert	233	197	50.950
Malmédy	766	654	197.770	Sibret	178	156	40.020
St-Vith	540	124	148.010	Wellin	173	140	30.800
Spa	756	649	170.410				
Stavelot	330	287	79.140	Totaux :	2.067	1.839	473.097
				Namur	4.445	3.648	1.082.205
Totaux :	5.510	4.218	1.329.930	Andenne	1.238	1.022	276.420
Tongres	1.059	756	170.100	Eghezée	397	352	101.400
Bilzen	2.569	1.524	341.900	Fosse	2.400	1.341	499.586
Looz	1.169	767	162.250	Gembloux	2.143	1.706	506.370
Bree	741	481	103.900				
Genk (2)	707	318	69.150	Totaux :	10.623	8.069	2.465.981
Maaseik	1.010	570	116.000	Dinant	872	747	195.605
Mechelen	2.280	1.309	299.546	Beauraing	250	222	57.410
Zichen-Zussen-				Ciney	1.052	864	247.557
Bolder (3)	644	350	69.000	Couvin	434	348	82.058
				Florennes	803	690	161.544
Totaux :	10.179	6.076	1.331.846	Gedinne	287	219	54.323
Hasselt	2.659	2.367	606.430	Philippeville	318	240	61.738
Beringen	2.695	2.105	480.850	Rochefort	950	808	240.974
Herck-la-Ville	659	563	118.950	Walcourt	552	437	112.671
Neerpelt	1.963	1.729	364.900				
Peer	1.604	1.248	274.250	Totaux :	5.518	4.629	1.213.880
Saint-Trond	1.771	1.473	325.280	Total Général :	377.629	328.334	83.936.299
Totaux :	11.361	9.485	2.170.660				
Arlon	782	595	138.808				
Etalle	397	336	102.700				
Fauvillers	169	147	31.950				
Florenville	173	151	44.300				
Messancy	257	197	48.000				
Virton	483	354	96.700				
Totaux :	2.261	1.780	462.458				

(1) Situation jusqu'au 1.6.1958
(2) période du 1.9 au 31.12.1958
(3) période du 1.1. au 31.8.1958

Tableau n° 10 - ETAT DES AFFAIRES ET DES INCULPES JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE - ANNEE 1958

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)								
												Inculpés jugés en matière de police			Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés	Total	Acquittés	Condamnés
												Judgements au fond en matière répressive		Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompetent										à l'emprisonnement		à l'amendement
Nombre total des jugements		Jugements au fond en matière répressive	Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompetent	à l'emprisonnement	à l'amendement	à l'emprisonnement	à l'amendement	à l'emprisonnement	à l'amendement	Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15									
BRUXELLES	22.154	21.924	23.835	2.028	9	114	2.279	19.405	230	24	206	-	-	-	-	-							
Aasc	867	856	1.002	254	1	1	152	594	11	2	9	-	-	-	-	-							
Hal	600	581	732	45	-	11	39	637	19	-	19	-	-	-	-	-							
Sint-Kwintens-Lennik	313	303	437	8	-	1	62	366	1	-	1	-	-	-	-	9							
Vilvorde	1.090	1.064	1.369	72	1	1	52	1.243	28	-	28	-	-	-	-	8							
Wolvertem	1.048	1.038	1.079	198	-	-	130	751	10	1	9	-	-	-	-	-							
Totaux :	26.072	25.756	28.454	2.605	11	128	2.714	22.996	299	27	272	17	-	-	-	17							
Louvain	1.214	1.196	1.560	56	1	3	678	822	18	-	18	-	-	-	-	-							
Aarschot	424	423	474	68	-	-	136	270	1	-	1	-	-	-	-	-							
Diest	481	474	572	66	1	1	153	351	7	-	7	-	-	-	-	-							
Glabbeek	91	91	118	16	-	-	29	73	-	-	-	-	-	-	-	-							
Haacht	110	110	120	15	5	1	31	68	-	-	-	-	-	-	-	-							
Tirlemont	367	364	473	10	-	5	278	180	3	-	3	-	-	-	-	-							
Léau	211	211	223	40	2	-	82	99	-	-	-	-	-	-	-	-							
Totaux :	2.898	2.869	3.540	271	9	30	1.387	1.863	29	-	29	-	-	-	-	-							

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Nivelles	1.278	1.261	1.667	204	2	5	410	1.046	17	1	16	-	-	-
Genappe	178	180	236	35	3	-	46	152	2	-	2	16	2	14
Jodoigne	579	579	764	109	-	-	259	396	-	-	-	-	-	-
Perwez	220	219	241	38	-	1	116	86	-	-	-	1	1	-
Wavre	920	888	1.015	174	-	-	262	579	-	-	-	32	21	11
Totaux :	3.175	3.107	3.923	560	5	6	1.093	2.259	19	1	18	49	24	25
Anvers	13.821	13.512	19.073	2.151	48	180	3.112	13.582	243	11	232	66	4	62
Berchem	190	190	218	49	-	-	56	113	-	-	-	-	-	-
Boom	908	901	1.171	341	-	-	270	560	7	1	6	-	-	-
Borgerhout	323	323	339	41	-	3	63	232	-	-	-	-	-	-
Brecht	818	800	1.020	94	-	3	253	680	10	-	10	8	6	2
Ekeren	158	158	158	52	-	-	25	81	-	-	-	-	-	-
Kontich	1.010	981	1.070	161	-	3	337	569	14	-	14	15	1	14
Zandhoven	550	542	790	199	-	-	131	460	3	1	2	5	4	1
Totaux :	17.778	17.407	23.839	3.079	48	189	4.247	16.277	277	13	264	94	15	79
Mallines	1.124	1.082	1.426	156	5	31	300	914	35	-	35	7	-	7
Duffel	482	473	492	107	1	20	154	230	5	-	5	4	2	2
Heist-op-den-Berg	379	377	378	94	-	-	48	236	2	-	2	-	-	-
Lierre	370	367	388	98	-	1	93	196	2	-	2	1	-	1
Puurs	311	310	336	44	-	2	105	185	1	-	1	-	-	-
Totaux :	2.666	2.609	3.020	499	6	54	700	1.761	45	-	45	12	2	10
Turnhout	1.036	983	1.006	91	5	22	447	441	53	-	53	-	-	-
Arendonk	653	651	917	98	-	1	425	393	2	-	2	-	-	-
Herentals	355	328	400	56	2	5	130	207	27	-	27	-	-	-
Hoogstraten	438	359	441	112	-	-	214	115	79	-	79	-	-	-
Mol	705	701	701	55	-	5	287	354	4	-	4	-	-	-
Westerlo	224	223	247	27	-	2	40	178	1	-	1	-	-	-
Totaux :	3.411	3.245	3.712	439	7	35	1.543	1.688	166	-	166	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Mous	1.206	1.155	1.424	322	-	9	4	1.089	49	2	47	2	-	2
Boussu	1.132	1.119	1.892	357	-	3	32	1.000	13	-	13	-	-	-
Chèvres	137	136	161	32	2	2	12	113	1	-	1	-	-	-
Dour	437	437	576	84	-	-	165	327	-	-	-	-	-	-
Enghien	224	221	228	58	-	-	117	53	3	-	3	-	-	-
La Louvière	964	947	1.143	266	-	6	402	469	17	-	17	-	-	-
Lens	317	317	423	65	4	3	55	296	-	-	-	-	-	-
Pâturages	643	636	740	147	-	-	30	563	7	2	5	-	-	-
Roelux	806	798	1.025	183	-	4	235	603	8	1	7	-	-	-
Soignies	680	657	832	139	-	-	222	471	23	1	22	-	-	-
Totaux :	6.546	6.423	7.944	1.653	6	27	1.274	4.984	121	6	115	2	-	2
Charleroi	3.204	3.101	4.164	572	-	21	567	3.004	98	-	98	5	-	5
Beaumont	234	228	261	65	-	-	52	144	1	-	1	5	1	4
Binche	910	900	1.227	339	-	5	171	701	9	2	7	1	-	-
Châtelet	1.312	1.296	1.772	317	11	2	216	1.235	16	-	16	-	-	-
Chimay	326	318	386	93	2	-	67	226	8	4	4	-	-	-
Fontaine-l'Évêque	825	810	1.084	239	1	2	310	533	9	-	9	6	-	6
Gosselies	809	803	864	146	-	2	133	583	6	-	6	-	-	-
Jumet	601	593	701	72	-	-	117	511	8	-	8	-	-	-
Marchienne-au-Pont	1.115	1.111	1.532	239	-	6	405	882	4	-	4	-	-	-
Marbes-le-Château	379	370	421	68	-	-	49	304	9	-	9	-	-	-
Senefve	671	663	697	128	-	1	202	366	8	-	8	-	-	-
Thuin	487	484	691	55	-	-	37	599	3	-	3	-	-	-
Totaux :	10.873	10.677	13.800	2.333	14	39	2.326	9.088	179	6	173	17	2	15
Toumai	579	564	728	107	1	11	97	512	15	1	14	-	-	-
Antoing	198	197	226	49	-	4	81	92	1	-	1	-	-	-
Ath	331	316	358	49	-	-	153	156	15	-	15	-	-	-
Celles	101	99	125	28	-	-	59	38	2	-	2	-	-	-
Flobecq	66	66	73	14	-	-	27	32	-	-	-	-	-	-
Frasnes	146	145	160	40	-	1	57	62	1	-	1	-	-	-
Lessines	293	290	341	30	-	-	130	181	3	-	3	-	-	-
Leuze	447	442	501	66	1	5	187	242	5	1	4	-	-	-
Péruwelz	153	153	202	36	-	-	54	112	-	-	-	-	-	-
Quevaucamps	448	447	600	131	-	1	135	333	1	-	1	-	-	-
Templeuve	279	268	386	31	-	1	123	321	11	-	11	-	-	-
Totaux :	3.041	2.987	3.700	581	2	23	1.103	1.991	54	2	52	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Gand	2.880	2.817	3.124	394	-	97	540	2.093	28	1	27	5	2	3
Assenede	246	246	386	24	-	-	130	232	-	-	-	-	-	-
Deinze	390	386	328	60	-	-	86	182	4	1	3	-	-	-
Beke	433	427	546	95	1	7	158	285	6	-	6	-	-	-
Evergem	178	176	500	58	13	10	82	337	2	-	2	-	-	-
Kaprijke	105	105	228	52	-	-	75	101	-	-	-	-	-	-
Kruishoutem	565	561	120	26	-	1	36	57	4	-	4	-	-	1
Ledeberg	215	211	680	81	-	-	249	350	3	-	3	1	-	-
Lochristi	155	153	247	21	-	3	95	128	2	-	2	-	-	-
Nazareth	229	228	183	42	-	8	22	111	1	-	1	-	-	-
Nevele	261	261	285	33	-	-	73	179	-	-	-	-	-	-
Oosterzele	93	82	282	55	1	8	18	200	2	1	1	9	4	5
Wareschoot	126	126	117	40	-	1	29	47	-	-	-	-	-	-
Zomergem	314	312	142	25	-	-	64	53	-	-	-	2	-	-
Totaux :	6.160	6.091	7.168	1.096	15	135	1.657	4.355	52	3	49	17	6	11
Audenarde	441	438	561	137	7	2	314	101	3	-	3	-	-	-
Grammont	224	222	265	56	4	6	93	106	2	-	2	-	-	-
Herzele	803	802	1.093	246	10	11	384	442	1	-	1	-	-	-
Nederbrakel	149	149	190	28	-	12	18	132	-	-	-	-	-	-
Ninove	641	638	845	121	14	2	46	662	3	-	3	-	-	-
Renaix	246	245	298	37	14	7	132	108	1	-	1	-	-	-
Sint-Maria-Horebeke	91	90	105	16	-	-	74	15	1	-	1	-	-	-
Zottegem	217	217	291	33	3	4	148	103	-	-	-	-	-	-
Totaux :	2.812	2.801	3.648	674	52	44	1.209	1.669	11	-	11	-	-	-
Termonde	925	905	926	50	-	2	361	513	17	-	17	3	-	3
Alost	1.395	1.377	1.735	216	-	7	671	841	18	1	17	-	-	-
Beveren	681	681	743	64	-	1	297	381	-	-	-	-	-	-
Hamme	305	297	325	47	-	4	56	218	7	2	5	1	1	6
Lokeren	567	555	606	84	-	3	163	356	5	-	5	7	-	-
Sint-Gillis-Waas	319	317	340	66	4	1	95	174	2	-	2	-	-	-
Saint-Nicolas	870	858	1.025	116	-	2	253	654	9	-	9	3	1	2
Tamise	369	366	384	25	-	5	185	169	2	-	2	1	-	1
Wetteren	420	419	447	65	-	6	135	241	1	-	1	-	-	-
Zele	348	348	371	41	-	1	65	264	-	-	-	-	-	-
Totaux :	6.199	6.123	6.902	774	4	32	2.281	3.811	61	3	58	15	2	13

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges	2.164	2.120	2.493	328	109	138	514	1.404	30	7	23	14	-	14
Ardoole	182	182	250	34	3	-	109	104	-	-	-	-	-	14
Gistel	246	245	315	71	1	10	84	149	1	-	1	-	-	-
Oronde	772	738	867	101	31	19	432	284	28	-	28	6	-	6
Ruetelede	115	115	115	21	-	1	21	72	-	-	-	-	-	-
Tielt	283	282	313	28	5	-	47	233	1	-	1	-	-	-
Torhout	437	435	534	123	2	4	202	203	2	-	2	-	-	-
Totaux	4.199	4.117	4.887	706	151	172	1.409	2.449	62	7	55	20	-	20
Courtrai	1.863	1.848	2.422	439	3	8	755	1.217	15	4	11	-	-	-
Avelgem	145	145	154	28	-	-	28	97	-	-	-	-	-	-
Harelbeke	605	600	684	90	1	2	138	453	5	-	5	-	-	-
Izegem	440	437	473	32	-	-	214	227	3	-	3	-	-	-
Menin	656	644	884	130	-	15	408	331	12	2	10	-	-	-
Meulebeke	132	131	194	40	1	-	91	62	1	-	1	-	-	-
Mouscron	981	966	1.104	169	-	3	330	602	15	1	14	-	-	-
Moorsele	142	142	192	52	-	-	49	91	-	-	-	-	-	-
Oostrozebeke	252	249	258	55	-	-	79	123	1	-	1	2	-	2
Roulers	707	691	756	47	2	3	300	404	16	-	16	-	-	2
Totaux	5.923	5.853	7.121	1.083	7	32	2.392	3.607	68	7	61	2	-	2
Fumes	436	429	658	170	2	4	126	356	7	-	7	-	-	-
Dixmude	172	169	190	46	-	-	24	120	3	1	2	-	-	-
Haringe	93	90	101	28	-	-	14	59	3	-	3	-	-	-
Nieuport	337	330	378	59	2	1	79	237	6	-	6	1	-	1
Totaux	1.038	1.018	1.327	303	4	5	243	772	19	1	18	1	-	1
Ypres	699	688	807	61	-	1	175	570	11	-	11	-	-	-
Hoogdele	70	70	130	16	-	-	54	60	-	-	-	-	-	-
Messines	173	169	176	32	-	-	35	109	4	-	4	-	-	-
Pasendale	115	111	128	23	-	-	67	38	4	-	4	-	-	-
Poperinge	115	113	145	21	1	8	41	82	2	-	2	-	-	-
Wervik	415	410	582	101	-	-	121	352	5	-	5	-	-	-
Totaux	1.587	1.561	1.968	254	1	9	493	1.211	26	-	26	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Lège	7.465	7.373	10.899	2.380	-	6	2.475	6.038	92	16	76	-	-	-
Dalhem	627	626	868	263	-	-	123	482	1	-	1	-	-	-
Fexhe-Slins	591	587	854	240	1	1	379	233	4	-	4	-	-	-
Fléron	1.359	1.355	1.984	226	-	-	181	1.577	4	1	3	-	-	-
Hollogne-aux-Pierres	1.353	1.350	2.241	502	-	3	66	1.670	3	-	3	-	-	-
Louveigné	673	670	889	244	-	-	114	531	3	-	3	-	-	-
Seraing	1.479	1.467	2.380	415	-	12	375	1.578	12	-	12	-	-	-
Wareme	313	311	435	97	2	3	45	288	2	-	2	-	-	-
Totaux :	13.860	13.739	20.550	4.367	3	25	3.758	12.397	122	17	104	-	-	-
Huy	840	813	1.092	259	-	2	464	367	8	-	8	19	1	18
Ferrèbes	124	124	163	32	-	-	55	76	-	-	-	-	-	-
Hannut *	183	183	277	37	-	-	83	157	-	-	-	-	-	-
Héron	114	113	184	28	-	-	52	54	1	-	1	-	-	-
Jehay-Bodegnée	229	229	305	67	-	-	113	125	-	-	-	-	-	-
Landen	217	215	313	60	-	-	79	174	2	1	1	-	-	-
Nandrin	446	443	582	182	-	1	193	206	3	2	1	-	-	-
Totaux :	2.153	2.120	2.866	665	-	3	1.039	1.159	14	3	11	19	1	18
Verviers	759	752	951	181	-	1	-	769	7	-	7	-	-	-
Aubel	315	311	479	51	-	-	105	323	4	-	4	-	-	-
Dison	186	186	225	34	1	-	12	178	-	-	-	-	-	-
Eupen	365	360	463	161	-	-	76	226	5	1	4	-	-	-
Herve	308	307	369	49	-	-	19	302	1	-	1	-	-	-
Limbourg	229	229	362	54	-	-	20	238	-	-	-	-	-	-
Malmedy	351	351	520	107	-	1	142	270	-	-	-	-	-	-
St-Vith	294	294	361	78	-	-	33	270	-	-	-	-	-	-
Spa	360	359	461	119	2	3	54	283	1	-	1	-	-	-
Stavelot	206	206	267	77	-	-	29	161	-	-	-	-	-	-
Totaux :	3.373	3.355	4.478	941	3	5	490	3.039	16	1	17	-	-	-

* Situation jusqu'au I-VI - 1958.

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	940	924	1.007	195	-	-	554	258	16	1	15	-	-	-
Bilzen	1.567	1.540	1.762	300	1	1	621	839	27	1	26	-	-	-
Looz	1.105	1.105	1.532	311	-	-	675	546	-	-	-	-	-	-
Bree	295	295	336	38	1	3	244	50	-	-	-	-	-	-
Genk (H)	428	419	549	42	1	1	180	325	9	-	9	-	-	-
Maasik	636	636	689	29	1	-	445	214	-	-	-	-	-	-
Mechelen	1.259	1.253	1.431	198	5	9	331	888	6	-	6	-	-	-
Zichen-Zussen-Bolder(H)	178	178	189	52	-	-	69	68	-	-	-	-	-	-
Totaux	6.408	6.350	7.495	1.165	9	14	3.119	3.188	58	2	56	-	-	-
Hasselt	1.089	1.078	1.355	257	-	2	531	565	11	-	11	-	-	-
Beringen	1.130	1.125	1.523	274	-	2	755	492	3	-	3	2	1	1
Herk-la-Ville	272	272	349	94	1	-	175	79	-	-	-	-	-	-
Neerpelt	482	481	671	60	-	-	321	290	1	-	1	-	-	-
Peer	746	740	1.089	132	1	14	453	489	2	-	2	4	2	2
Saint-Trond	718	718	1.061	95	2	-	717	247	-	-	-	-	-	-
Totaux	4.437	4.414	6.048	912	4	18	2.952	2.162	17	-	17	6	3	3
Arlon	526	515	553	82	-	-	123	348	11	-	11	-	-	-
Etalle	193	187	197	23	11	5	66	92	-	-	-	6	-	6
Fauvillers	168	163	182	45	2	4	47	84	-	-	-	5	-	5
Florenville	95	95	103	18	-	-	16	69	-	-	-	-	-	-
Messancy	661	660	737	68	2	5	366	296	1	-	1	-	-	-
Vinton	246	245	283	65	2	-	121	95	-	-	-	1	-	1
Totaux	1.889	1.865	2.055	301	17	14	739	984	12	-	12	12	-	12
Marche-en-famenne	177	175	249	34	-	-	113	75	-	-	-	2	-	2
Durbuy	66	66	94	29	1	-	254	52	-	-	-	-	-	-
Erezée	71	71	100	20	-	-	60	75	-	-	-	-	-	-
Houffalize	119	119	161	27	-	-	47	67	-	-	-	-	-	-
Laroche	92	92	139	40	-	-	51	42	-	-	-	-	-	-
Nassogne	61	59	85	16	-	-	50	17	1	-	1	1	1	1
Vieljeux	49	47	69	10	-	-	35	41	-	-	-	2	-	2
Totaux	635	629	887	176	1	-	610	369	1	-	1	5	-	5

(H) Genk : période du 1.6 au 31.7.58 ; Zichen-Zussen-Bolder : période du 1.1.58 au 31.8.58.

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	191	189	232	44	-	-	115	75	2	-	2	-	-	-
Basogne	215	214	377	70	1	-	254	52	1	1	-	-	-	-
Bouillon	139	139	176	41	-	-	60	75	-	-	-	-	-	-
Palleuel	131	128	158	44	-	-	47	67	1	-	1	2	-	2
Saint-Hubert	112	112	131	38	-	-	51	42	-	-	-	-	-	-
Sibret	67	67	103	36	-	-	50	17	-	-	-	-	-	-
Wellin	-	-	110	34	-	-	35	41	-	-	-	-	-	-
Totaux :	855	849	1.287	307	1	-	610	369	4	1	3	2	-	2
Namur	2.965	2.913	3.788	638	62	15	947	2.125	42	2	40	10	2	8
Andenne	484	474	536	105	1	10	127	253	2	-	2	8	6	2
Eghezée	307	307	349	93	-	-	55	201	-	-	-	-	-	-
Fosse	1.527	1.515	2.148	539	11	9	515	1.374	4	-	4	8	1	7
Gemboux	700	696	855	186	8	1	190	470	4	-	4	-	-	-
Totaux :	5.983	5.905	7.676	1.561	82	33	1.834	4.166	52	2	50	26	9	17
Dinant	585	563	670	104	-	1	255	310	22	-	22	-	-	-
Beauraing	171	169	244	47	-	-	88	109	2	-	2	-	-	-
Ciney	707	705	954	163	-	1	166	624	2	-	2	-	-	-
Courvin	371	370	497	107	-	1	141	248	1	-	1	-	-	-
Florennes	423	409	507	169	1	-	111	226	9	-	9	5	-	5
Gedinne	157	154	168	47	-	-	64	57	1	-	1	2	-	2
Philippeville	188	187	222	68	1	1	73	79	1	-	1	-	-	-
Rochefort	310	302	415	89	1	1	126	198	3	-	3	5	4	1
Walcourt	300	300	383	122	-	6	116	139	-	-	-	-	-	-
Totaux :	3.212	3.159	4.060	916	3	11	1.140	1.390	41	-	41	12	4	8
TOTAUX GENERAUX	147.183	145.029	182.365	28.137	463	1.070	42.022	110.673	1.826	102	1.724	328	68	260

Tableau n° 11 - TRIBUNAUX DE POLICE - RESULTAT DES POURSUITES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIERE DE POLICE - ANNEE 1958

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nombre des inculpés 2	Acquit- tés 3	Ren- voyés par une décla- ration d'in- compé- tence 4	CONDAMNES					
				à l'emprisonnement			à l'amende		
				con- diti- on- nel 5	sans condition		condi- tion- nelle 8	sans condi- tions 9	
					de 8 jours et plus 6	de 1 à 7 jours 7			
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil (L. 4.10.1867)	Code pénal Lois spéciales	13.501 549	4.749 63	44 -	11 -	3 -	24 -	5.228 183	8.442 303
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police	Code pénal Règlements communaux et provinciaux Lois spéciales et règlements généraux	6.620 5.655 151.040	1.866 501 20.562	20 12 220	6 0 440	3 1 882	29 58 71	1.518 814 34.279	3.179 4.163 94.586
Totaux :		182.365	27.841	296	463	889	181	42.022	110.673

Tableau n° 12 - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES APPELS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1953

ARRON- DISSEMENTS	Appels					ARRON- DISSEMENTS	Appels				
	Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année
Bruxelles	101	1.132	961	-	272	Furnes	7	71	66	-	12
Louvain	25	122	129	-	18	Ypres	10	87	77	-	20
Nivelles	31	180	196	-	15	Liège	469	876	927	6	412
Anvers	28	726	694	-	69	Huy	76	194	212	56	2
Malines	13	97	91	-	19	Verviers	101	281	302	-	80
Turnhout	22	106	105	-	23	Tongres	25	193	167	-	51
Mons	14	282	278	-	18	Hasselt	58	199	207	1	49
Charleroi	144	452	462	-	134	Arlon	3	77	69	-	11
Tournai	14	133	130	-	17	Marche-en-Famenne	17	74	62	-	29
Gand	25	421	406	-	40	Neufchâteau	18	72	76	-	14
Audenarde	31	148	125	2	49	Namur	(1) 70	352	368	-	54
Termonde	-	412	412	-	-	Dinant	47	138	133	-	52
Bruges	82	371	395	-	58	Totaux :	1.487	7.472	7.350	65	1.544
Courtrai	56	276	297	-	35						

(1) Chiffres rectifiés

Tableau n° 13 a - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9, 10 11 et 11^{bis} - (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX (Chiffres par arrondissement judiciaire)

ANNEE 1958

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	-	-	-	-	-	-
Louvain	13	-	2	11	-	-
Nivelles	4	-	-	4	-	-
Anvers	6	-	1	5	-	-
Malines	10	2	1	7	-	-
Turnhout	7	-	1	5	-	1
Mons	-	-	-	-	-	-
Charleroi	34	11	-	23	-	-
Tournai	15	5	2	8	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-
Audenarde	1	-	1	-	-	-
Termonde	51	3	-	48	-	-
Bruges	13	7	2	4	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-
Furnes	12	4	-	8	-	-
Ypres	7	-	-	7	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-
Verviers	8	1	-	7	-	-
Tongres	82	(1) 5	12	60	-	5
Hasselt	14	2	4	8	-	-
Arlon	1	1	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	70	10	7	52	1	-
Dinant	2	1	-	1	-	-
Totaux	350	52	33	258	1	6

(1) Y compris un jugement d'incompétence

Tableau n° 13^b - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS - 1958

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18. 10. 1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25. 10. 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	6	1	1	4	.	.
Louvain	4	.	.	4	.	.
Nivelles	7	3	3	1	.	.
Anvers	12	.	.	12	.	.
Malines	.	.	.	.	.	.
Turnhout	.	.	.	.	.	.
Mons	13	.	.	13	.	.
Charleroi	22	1	1	20	.	.
Tournai	17	5	4	8	.	.
Gand	12	3	8	1	.	.
Audenarde	.	.	.	.	.	.
Termonde	2	.	.	.	.	.
Bruges	1	.	.	1	.	.
Courtrai	39	.	.	39	.	.
Furnes	5	1	.	4	.	.
Ypres	.	.	.	.	.	.
Liège	58	58	.	.	.	.
Huy	9	1	1	7	.	.
Verviers (1)	20	13	.	7	.	.
Tongres	.	.	.	.	.	.
Hasselt	.	.	.	.	.	.
Arlon	.	.	.	.	.	.
Marche-en-Famenne	.	.	.	.	.	.
Neufchâteau	.	.	.	.	.	.
Namur	90	90	.	.	.	.
Dinant	.	.	.	.	.	.
Totaux :	317	176	18	121	.	2

(1) dont 5 chefs de famille reprimandés.

3° Tribunaux correctionnels

Tableau n° 14 - NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'OCCUPER - 1958

ARRONDISSEMENTS	Affaires pendantes au commencement de l'année	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNEE										AFFAIRES TERMINEES				Total des affaires terminées	Affaires restant à juger à la fin de l'année		
		portées devant le tribunal par					renvoyées devant le tribunal par					par jugement							
		citation directe du ministre public		citation directe de la partie civile		une administration publique	la chambre des mises en accusation	la cour de cassation	Total					d'incompétence				par radiation du rôle	
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16			17	18
Bruxelles	1.380	3.772	187	1.128	2.352	5	2	7.446	8.826	5.624	1.512	331	7.467	5	16	7.472	1.354		
Louvain	56	1.108	43	94	306	.	.	1.551	1.607	1.215	233	55	1.503	.	.	1.503	104		
Nivelles	224	442	8	74	188	.	4	716	940	561	179	34	774	2	.	776	164		
Anvers	281	3.212	70	530	1.336	1	.	5.151	5.432	3.863	1.084	135	5.082	9	34	5.125	307		
Malines	322	1.174	53	86	235	.	.	1.548	1.870	1.214	231	42	1.487	.	6	1.493	377		
Turnhout	367	1.026	4	67	130	.	1	1.228	1.595	1.121	200	56	1.377	1	5	1.383	212		
Mons	305	1.448	10	204	681	2	.	2.345	2.650	1.633	615	117	2.365	.	.	2.365	285		
Charleroi	1.235	1.814	134	997	1.400	.	1	4.346	5.581	3.218	969	207	4.394	8	.	4.402	1.179		
Tournai	269	543	8	63	318	.	.	932	1.201	754	171	17	942	1	.	943	258		
Gand	2.914	2.812	76	256	729	2	.	3.875	6.789	2.927	609	197	3.733	2	227	3.962	2.827		
Audenarde	461	818	36	37	308	.	1	1.200	1.661	915	172	58	1.145	.	27	1.172	489		
Termonde	2.276	2.183	44	109	420	.	7	2.763	5.039	2.371	368	137	2.876	2	.	2.878	2.161		
Bruges	653	2.931	37	173	498	.	.	3.639	4.292	2.852	605	33	3.490	16	11	3.517	775		
Courtrai	748	2.175	34	170	479	1	.	2.859	3.607	2.270	443	175	2.888	3	23	2.914	693		
Furnes	208	601	.	23	110	.	.	734	942	552	131	58	741	.	.	741	201		
Ypres	530	818	21	27	131	1	.	1.001	1.531	820	120	48	988	.	.	988	543		
Liège	3.641	2.147	47	778	1.671	.	4	4.647	8.288	3.023	1.053	270	4.346	4	14	4.364	3.924		
Huy	242	430	5	109	118	.	5	667	909	541	163	15	719	.	12	731	178		
Verviers	339	828	11	140	342	.	3	1.326	1.665	1.021	259	76	1.356	2	26	1.384	281		

Tableau n° 14 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	843	758	-	81	367	3	1	1.210	2.053	735	214	68	1.017	-	-	1.017	1.036
Hasselt	292	964	60	60	199	1	1	1.285	1.577	1.191	216	40	1.447	1	7	1.455	122
Arlon	215	474	-	55	123	-	-	652	867	574	109	20	703	-	-	703	164
Marche-en-Famenne	84	199	1	34	51	-	1	286	370	190	39	8	237	-	7	244	126
Neufchâteau	39	221	-	32	82	-	-	335	374	236	76	18	330	1	-	331	43
Namur	195	1.188	9	175	321	4	2	1.659	1.854	1.178	438	63	1.679	-	-	1.679	175
Dinant	231	628	6	80	186	3	4	907	1.138	691	184	34	909	3	31	943	195
Totaux	18.350	34.674	904	5.592	13.083	25	40	54.308	72.658	41.290	10.393	2.312	53.995	60	430	54.485	18.173

Tableau n° 15 - TRIBUNAUX CORRECTIONNELS
AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE A TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE - 1958

Arrondissements	Total des affaires terminées par un jugement au fond	Nombre des affaires jugées au fond par une chambre à trois juges	Nombre des affaires jugées au fond par un juge unique
1	2	3	4
Bruxelles	7.467	1.145	6.322
Louvain	1.503	89	1.414
Nivelles	774	193	581
Anvers	5.082	1.764	3.318
Malines	1.487	394	1.093
Turnhout	1.377	350	1.027
Mons	2.365	331	2.034
Charleroi	4.394	1.686	2.708
Tournai	942	397	545
Gand	3.733	1.686	2.047
Audenarde	1.145	661	484
Termonde	2.876	1.455	1.421
Bruges	3.490	1.521	1.969
Courtrai	2.888	1.191	1.697
Furnes	741	505	236
Ypres	988	326	662
Liège	4.346	1.871	2.475
Huy	719	265	454
Verviers	1.356	694	662
Tongres	1.017	148	869
Hasselt	1.447	507	940
Arlon	703	231	472
Marche-en-Famenne	237	52	185
Neufchâteau	330	107	223
Namur	1.679	838	841
Dinant	909	296	613
Totaux :	53.995	18.703	35.292

4° Cours d'appel
Tableau n° 16 - AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTEES DEVANT LES COURS D'APPEL
NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS
1958

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES						NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		Nombre des prévenus jugés	
	à juger		terminées		restant à juger à la fin de l'année	par défaut	contra-dic-toires	Total	Total	confir-matifs	infr-matifs en tout ou en partie			
	pen-dantes au 1er janvier	portées devant la cour durant l'année	par arrêt	rayées du rôle dispa-rues par jonction etc.								à l'égard de cer-tains prévenus, par défaut à l'égard des autres		contra-dic-toires	confir-matifs	infr-matifs en tout ou en partie
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	332	2.426	2.758	2.113	68	2.181	577	1.951	43	119	2.113	804	1.309	2.663
Gand	675	1.751	2.426	1.749	-	1.749	677	1.505	101	143	1.749	814	935	2.535
Liège	106	1.283	1.389	1.322	-	1.322	67	1.142	127	53	1.322	513	809	1.948
Totaux :	1.113	5.460	6.573	5.184	68	5.252	1.321	4.598	271	315	5.184	2.131	3.053	7.146

5° - Cours d'assises
Tableau n° 17 - APERCU GENERAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES
1° Nombre et nature des affaires jugées ; nombre des individus poursuivis - 1958

PROVINCES	Nombre total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis
		jugées contradictoirement	jugées par contumace	jugés contradictoirement	jugés par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	4	4	-	-	-	7
Anvers	1	1	-	-	-	1
Hainaut	4	4	-	-	-	5
Flandre occidentale	5	4	1	-	-	6
Flandre orientale	3	3	-	-	-	3
Liège	3	3	-	-	-	5
Limbourg	1	1	-	-	-	1
Luxembourg	2	2	-	-	-	2
Namur	1	1	-	-	-	1
Le Royaume	24	23	1	-	-	31

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés - 1958

PROVINCES	AFFAIRES CRIMINELLES														DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE										
	Accusés jugés contradictoirement														Accusés jugés par contumace										
	Total des poursuivis	Nombre total	Acquittés	Internés	de mort	des travaux forcés						de la réclusion		de l'emprisonnement		de l'amende	de moins de 6 mois et plus	de 6 mois et plus	de moins de 6 mois	de l'amende	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	à l'emprisonnement	à l'amende
						à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	extraordinaire	ordinaire	de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans											de moins de 6 mois
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23			
Brabant	7	7	1	-	-	-	1	4	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-			
Anvers	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Hainaut	5	5	1	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Flandre orientale	6	5	-	-	1	1	-	2	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-			
Liège	5	5	-	-	1	-	1	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Limbourg	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Luxembourg	2	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Namur	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Le Royaume	31	30	3	2	4	5	9	3	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			

Tableau n° 18 - AFFAIRES CRIMINELLES JUGES CONTRADICTIONNELLEMENT
 1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées - 1958

NATURE DES INFRACTIONS D'APRES L'ACTE D'ACCUSATION	CONDAMNÉS A LA PEINE														Condamnés à la peine accessoire						
	Total des accusés	Acquittés	Internés	Total des condamnés	des travaux forcés			de la détention		de la réclusion		de l'emprisonnement			à l'amende	de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement				
					de mort	à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	extraordinaire	ordinaire	de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus				de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																					
Avortement 350	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attentat à la pudeur, 372, 373, 377	2	-	-	-	-	1	3	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Meurtre, 393	7	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
Assassinat, 394	10	2	-	-	8	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Infanticide, 396	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures, 401	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIETES																					
Vol à l'aide de violences ou de menaces (461, 468, 475)	6	-	-	-	6	-	-	4	-	-	-	-	1	-	1	-	-	6	-	-	
Incendie volontaire, (510, 511, 513, 517)	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recel, 505	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Totaux	30	3	-	27	2	4	5	9	1	3	1	1	2	2	1	1	1	6	1	1	25

Tableau n° 19 - AFFAIRES JUGEES PAR CONTUMACE - 1958

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquittés	CONDAMNES A LA PEINE										Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement	
			de mort	des travaux forcés			de la détention			de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende			
				à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps							
								extraordinaire	ordinaire						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Exposition d'enfant (355)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-

Tableau n° 20 - DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE - 1958

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés à un emprisonnement				Con- damnés à l'amende	Con- damnés acces- soire- ment à l'inter- diction	Mis à la disposition du gouver- nement
			de 3 ans ou plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	condi- tionnel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
N E A N T									

Tableau n° 21 - AFFAIRES PENALES (2^{ème} chambre) - 1958

NATURE DES ARRÊTS	Nombre des arrêts	RESULTATS DES POURVOIS OU DEMANDES FORMES PAR		Pourvois ou demandes restant à juger		
		le Ministère public, le gouverneur de province etc.	les parties			
1	2	3	4	5		
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	-	-	-	
		rejet	-	4	-	
	correctionnelle	cassation	148	-	14	
		rejet	-	774	-	
	cour militaire	cassation	1	-	1	
		rejet	-	4	4	
	de défense sociale	cassation	-	-	-	
		rejet	-	15	15	
	de milice	cassation	6	-	6	
		rejet	-	39	39	
	électorale	cassation	-	-	-	
		rejet	-	-	-	
	fiscale	cassation	78	-	78	
		rejet	-	(1) 148	148	
ordre des médecins	cassation	1	-	1		
	rejet	-	-	-		
ordre des pharmaciens	cassation	-	-	-		
	rejet	-	1	1		
affaires disciplinaires	cassation	-	-	-		
	rejet	-	-	-		
Totaux		234	985	14	1.205	632
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	10	-	10	-
		rejet	-	2	2	4
	de cassation dans l'intérêt de la loi	admission	-	-	-	-
		rejet	-	-	-	-
	en réhabilitation	admission	-	-	-	-
		rejet	-	-	-	-
en annulation	admission	7	-	-	7	
	rejet	-	-	-	-	
en révocation	admission	4	-	-	4	
	rejet	-	-	-	-	
Totaux		21	2	12	11	4
Total général		255	987	26	1.216	636

(1) les 148 arrêts statuent sur 157 pourvois dont 9 sont éliminés par jonction.

B. - Affaires civiles et commerciales

1° - Justice de paix

Tableau n° 22 - ETAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX (1958)

CANTONS	Affaires pendantes au début de l'année	Affaires introduites pendant l'année				Affaires terminées			Affaires restantes à la fin de l'année	Jugements rendus avant de statuer au fond
		par citation	par procès-verbal de comparution volontaire	par requête	Total	par jugement au fond	par radiation, jonction etc.	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles 1er canton	88	2.630	15	19	2.664	2.371	303	2.674	78	90
Bruxelles 2e canton	308	3.057	50	-	3.197	2.700	450	3.150	265	124
Bruxelles 3e canton	137	4.218	46	12	4.276	3.971	344	4.315	58	167
Bruxelles 4e canton	89	1.601	55	37	1.693	1.467	168	1.635	147	121
Anderlecht	239	2.988	38	136	5.162	2.683	414	3.097	304	154
Asse	21	409	-	49	458	365	60	425	54	61
Hal	26	433	27	41	501	459	31	490	37	85
Ixelles 1er canton	114	3.304	18	44	3.366	3.108	275	3.383	97	81
Ixelles 2e canton	7	2.863	13	77	2.953	2.582	371	2.953	7	183
Molenbeek-St-Jean	106	2.945	31	-	2.976	2.632	306	2.938	144	97
Saint-Gilles	75	1.764	12	64	1.840	1.657	178	1.835	80	127
St-Josse-ten-Noode	126	3.399	35	130	3.564	3.055	455	3.510	180	426
Schaerbeek 1er canton	130	1.791	17	35	1.843	1.578	227	1.805	166	71
Schaerbeek 2e canton	96	2.127	32	163	2.322	2.050	147	2.197	221	61
St-Kwintens-Lennik	25	250	21	65	336	296	34	330	31	68
Uccle	114	2.850	46	103	2.999	2.739	254	2.993	120	210
Vilvorde	53	698	31	26	755	695	86	781	57	49
Wolvertem	30	485	15	11	511	415	83	498	45	54
Totaux :	1.784	37.812	502	1.012	39.326	34.823	4.186	39.009	2.101	2.446
Louvain 1er canton	133	586	1	47	634	554	65	619	148	47
Louvain 2e canton	94	805	2	38	845	764	94	828	81	62
Aarschot	21	238	-	-	238	187	48	235	24	5
Diest	49	385	12	9	406	401	21	422	26	218
Glabbeek	6	174	3	3	180	157	13	170	16	15
Haacht	20	102	15	7	194	161	29	190	24	10
Tirlemont	32	519	9	48	596	516	61	577	57	5
Léau	41	139	13	1	153	134	24	158	6	17
Totaux :	396	3.048	55	143	3.246	2.874	315	3.189	415	463
Nivelles	120	817	57	27	901	785	119	904	115	71
Genappe	26	182	4	10	196	161	32	193	27	11
Jodoigne	49	240	8	11	259	233	23	246	62	7
Perwez	15	122	6	11	139	118	20	139	15	7
Wavre	30	857	13	22	892	785	157	882	50	118
Totaux :	240	2.218	88	81	2.387	2.033	337	2.370	257	256

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers 1er canton	78	1.291	15	80	1.386	1.214	165	1.379	85	83
Anvers 2e canton	103	2.480	25	66	2.571	2.161	399	2.560	114	111
Anvers 3e canton	153	1.832	76	130	2.038	1.790	244	2.034	157	112
Anvers 4e canton	198	1.612	177	85	1.874	1.622	240	1.862	210	424
Berchem	368	1.387	39	58	1.484	1.151	167	1.318	534	101
Boom	35	346	33	-	379	318	41	359	55	59
Borgerhout	232	2.133	38	187	2.358	2.060	328	2.388	202	155
Brecht	35	259	5	15	279	237	37	274	40	11
Ekeren	120	929	17	54	1.000	886	136	1.022	98	604
Kontich	19	510	13	15	538	454	92	546	11	54
Zandhoven	23	332	7	-	339	290	36	326	36	23
Totaux :	1.364	13.111	445	690	14.246	12.183	1.885	14.068	1.542	1.737
Malines (Nord)	78	640	6	17	663	593	63	656	85	37
Malines (Sud)	76	564	35	38	637	575	71	646	67	68
Duffel	76	249	9	26	284	231	44	275	85	26
Heist-op-den-Berg	36	234	-	-	234	223	38	261	29	20
Lierre	121	390	27	19	436	351	62	413	144	38
Puurs	22	120	5	-	125	107	40	147	-	10
Totaux :	409	2.197	82	100	2.379	2.080	318	2.398	390	199
Turnhout	64	329	11	8	348	305	32	337	75	70
Arendonk	32	102	15	-	117	92	20	112	37	20
Herentals	71	314	8	9	331	286	43	329	73	61
Hoogstraten	15	143	1	-	144	114	23	137	22	25
Mol	35	510	21	-	531	465	50	515	51	125
Westerlo	27	169	4	1	174	146	27	173	28	38
Totaux :	244	1.567	60	18	1.645	1.408	195	1.603	286	339
Mons	156	1.655	33	16	1.704	1.498	192	1.690	170	110
Boussu	72	918	13	64	995	877	104	981	86	54
Chièvres	38	129	2	11	142	132	20	152	28	11
Dour	45	321	2	28	351	318	38	354	42	16
Enghien	18	77	-	3	80	69	19	88	10	3
La Louvière	75	728	55	38	821	799	48	847	49	74
Lens	72	301	13	-	314	241	56	297	89	15
Pâturages	59	517	15	20	552	499	67	566	45	49
Roelux	39	441	12	18	471	429	46	475	35	28
Soignies	47	491	19	35	545	523	27	550	42	52
Totaux :	621	5.578	164	233	5.975	5.383	617	6.000	596	410
Charleroi (Nord)	207	1.341	39	52	1.432	1.260	193	1.453	186	94
Charleroi (Sud)	261	1.492	135	302	1.929	1.855	146	2.001	189	65
Beaumont	12	146	2	3	151	136	12	148	15	16
Binche	53	807	24	36	867	785	67	852	68	44
Châtelet	115	822	18	21	861	738	87	825	151	45
Chimay	4	161	5	4	170	158	12	170	4	13
Fontaine-l'Évêque	115	751	17	-	768	655	97	752	131	48
Gosselies	61	644	10	27	681	588	99	687	55	42

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Jumet	55	521	7	33	561	497	63	560	56	28
Marchienne-au-Pont	15	511	73	10	594	486	55	541	88	39
Merbes-le-Château	12	222	13	6	241	197	17	214	39	19
Scheffe	87	542	28	-	564	497	57	554	97	44
Thuin	22	262	-	13	275	262	32	294	3	11
Totaux :	1.019	8.222	365	507	9.094	8.114	937	9.051	1.062	508
Tournai	52	604	34	18	656	598	36	634	74	31
Antoing	67	136	7	6	149	133	9	142	74	10
Ath	41	198	-	-	198	154	37	191	48	23
Celles	3	71	3	2	76	68	4	72	7	2
Flobecq	9	74	8	4	86	75	4	79	16	5
Frasnes	17	61	9	5	75	66	3	69	23	7
Lessines	12	136	21	7	164	147	11	158	18	111
Leuze	28	212	40	24	276	243	29	272	32	28
Péruwelz	78	278	7	13	298	280	24	304	72	24
Quevaucamps	29	241	4	9	254	240	22	262	21	10
Templeuve	15	112	9	10	131	119	11	130	16	13
Totaux :	351	2.123	142	98	2.363	2.123	190	2.313	401	164
Gand 1 ^{er} canton	174	882	33	36	951	851	100	951	174	43
Gand 2 ^e "	91	1.371	13	37	1.421	1.224	123	1.347	165	32
Gand 3 ^e "	138	821	1	61	883	799	109	908	113	47
Assenede	57	184	-	-	184	166	48	214	27	8
Delnze	43	144	8	2	154	134	14	148	49	14
Ecklo	39	280	-	-	280	245	37	282	37	13
Evergem	38	418	6	25	449	407	43	450	37	16
Kaprijke	11	64	-	-	64	57	13	70	5	4
Kruishoutem	15	76	3	7	86	70	15	85	16	9
Ledeberg	65	489	-	42	531	475	53	528	68	21
Lochristi	38	107	-	13	120	106	34	140	18	22
Nazareth	20	150	9	28	167	140	21	161	26	23
Nevele	29	68	2	-	70	54	6	60	39	12
Oosterzele	38	172	-	16	188	163	25	188	38	11
Waarschoot	4	29	2	3	34	30	18	35	18	1
Zomergem	11	94	1	4	99	74	18	92	18	12
Totaux :	811	5.349	78	254	5.681	4.995	664	5.659	833	288
Audenarde	121	188	6	7	201	165	45	210	112	21
Grammont	35	213	12	23	248	205	23	228	55	27
Herzele	51	202	16	46	264	230	31	261	54	44
Nederbrakel	30	90	5	10	105	101	3	104	31	8
Ninove	86	349	15	27	391	336	63	399	78	67
Renaix	37	339	12	6	357	286	60	346	48	25
St-Maria-Horebeke	48	66	7	3	76	74	18	92	32	6
Zottegem	69	192	5	6	203	153	44	197	75	10
Totaux :	477	1.639	78	128	1.845	1.550	287	1.837	485	208

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Termonde	77	480	-	164	644	637	23	660	61	27
Alost	611	812	28	50	890	667	113	780	721	79
Beveren	91	138	5	23	166	153	104	257	-	9
Hamme	9	168	9	11	188	167	25	192	5	30
Lokeren	18	228	10	12	250	217	25	242	26	5
Sint-Gillis-Waas	56	148	8	10	166	151	37	188	34	22
Saint-Nicolas	39	793	-	53	846	829	55	883	2	26
Tamise	102	207	17	14	238	178	39	217	123	37
Wetteren	41	291	-	28	319	247	25	272	88	13
Zelee	11	201	9	3	213	186	35	221	3	17
Totaux :	1.055	3.466	86	368	3.920	3.431	481	3.912	1.063	265
Bruges 1 ^{er} canton	18	399	21	9	429	372	51	423	24	26
Bruges 2 ^e canton	145	724	24	74	822	678	100	778	189	676
Bruges 3 ^e canton	129	722	80	-	802	790	69	859	72	56
Ardooise	21	60	3	4	67	68	10	78	10	11
Gistel	56	116	4	7	127	96	21	117	66	21
Ostende	95	895	22	71	988	850	80	930	153	64
Ruiselede	6	34	-	-	34	26	2	28	12	-
Tielt	12	76	8	1	85	63	7	70	27	8
Torhout	67	260	6	18	284	254	42	296	55	28
Totaux :	549	3.286	168	184	3.638	3.197	382	3.579	608	890
Courtrai 1 ^{er} canton	135	340	-	8	348	314	34	348	135	13
Courtrai 2 ^e canton	110	556	24	-	580	480	74	554	136	39
Avelgem	11	64	4	-	68	53	10	63	16	6
Harelbeke	28	263	11	-	274	223	38	261	41	4
Izegem	20	221	9	11	241	175	37	212	49	12
Menin	212	374	20	15	409	334	39	373	248	51
Meulebeke	27	65	19	-	84	62	13	75	36	28
Mouscron	516	353	15	17	385	327	35	362	539	14
Moorsele	26	109	4	5	118	79	23	102	42	10
Oostrozebeke	14	92	2	2	96	76	13	89	21	10
Roulers	11	406	12	6	424	412	16	428	7	13
Totaux :	1.110	2.843	120	64	3.027	2.535	332	2.867	1.270	200
Furnes	52	345	-	8	353	343	16	359	46	27
Dixmude	14	163	1	11	175	118	22	140	49	12
Haringe	11	54	-	-	54	43	10	53	12	8
Nieuport	69	247	5	13	265	227	38	265	69	22
Totaux :	146	809	6	32	847	731	86	817	176	69
Ypres 1 ^{er} canton	16	126	4	-	130	93	30	123	23	7
Ypres 2 ^e canton	18	181	2	5	188	160	37	197	9	14
Hoogde	25	70	3	5	78	58	17	75	28	14
Messines	18	66	4	-	70	72	8	80	8	10
Passendale	12	54	1	8	63	54	17	71	4	5
Poperinge	6	84	1	-	85	75	8	83	8	4
Wervik	13	96	-	12	108	99	19	118	3	2
Totaux :	108	677	15	30	722	611	136	747	83	56

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liège 1er canton	358	2.101	34	43	2.178	1.918	242	2.160	376	215
Liège 2e canton	105	3.324	26	107	3.457	3.245	81	3.326	236	152
Dalhem	14	235	3	7	245	207	37	244	15	9
Fexhe-Slins	57	364	19	25	408	265	28	293	172	48
Fléron	88	744	29	17	790	670	114	784	94	48
Grivegnée	54	863	31	50	944	831	104	935	63	73
Herstal	230	730	35	35	800	674	121	795	235	130
Hollogne-aux-Pierres	67	1.058	32	155	1.245	1.195	82	1.277	35	73
Louveigné	31	304	-	-	304	272	37	309	26	21
Saint-Nicolas	81	636	31	12	679	590	69	659	101	66
Seraing	-	1.131	115	52	1.298	1.142	125	1.267	31	62
Waremme	41	284	8	13	305	292	19	311	35	12
Totaux :	1.126	11.774	363	516	12.653	11.301	1.059	12.360	1.419	909
Huy	73	949	56	24	1.029	883	77	960	142	79
Ferrières	6	46	-	2	48	38	16	54	-	1
Hannut	21	123	4	6	133	113	13	126	28	5
Héron (1)	18	50	5	4	59	46	7	53	24	9
Jehay-Bodegnée	17	123	5	2	130	124	11	135	12	2
Landen	12	180	2	11	193	169	11	180	25	29
Nandrin	54	222	18	12	252	218	43	261	45	18
Totaux :	201	1.693	90	61	1.844	1.591	178	1.769	276	143
Verviers	42	897	27	33	957	886	61	947	52	32
Aubel	-	84	6	8	98	81	17	98	-	9
Dison	22	142	24	13	179	164	20	184	17	8
Eupen	48	210	1	7	218	183	45	228	38	57
Herve	4	96	2	1	99	85	6	91	12	12
Limbourg	18	141	10	5	156	140	18	158	16	13
Malmédy	28	214	12	-	226	193	26	219	35	18
Saint-Vith	44	140	2	1	143	106	35	141	46	51
Spa	35	274	15	-	289	254	28	282	42	55
Stavelot	8	107	1	2	110	106	6	112	6	11
Totaux :	249	2.305	100	70	2.475	2.198	262	2.460	264	166
Tongres	109	541	15	25	581	525	34	559	131	33
Bilzen	61	686	16	26	728	625	91	716	73	49
Borgloon (Looz)	24	195	-	-	195	147	17	164	55	1
Brée	10	111	-	-	111	100	10	110	11	16
Genk (2)	-	147	-	-	147	121	13	134	13	1
Maaseik	8	198	-	4	202	194	16	210	-	15
Mecheleu	7	381	21	8	410	399	7	406	11	21
Zichen-Zussen-Bolder (3)	12	82	-	-	82	57	15	72	22	8
Totaux :	231	2.341	52	63	2.456	2.168	203	2.371	316	150
Hasselt	6	569	10	18	597	541	45	586	17	22
Beringen	17	355	5	14	374	362	25	387	4	17
Herck-la-Ville	13	136	1	-	137	114	17	131	19	15
Neerpelt	21	167	8	4	179	152	24	176	24	12

(1) Situation jusqu'au 1.6.1958 - (2) Période du I-IX au 31-XII-58 - (3) Période du 1-I-58 au 31-VIII-58

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Peer	6	122	-	28	150	124	18	142	14	13
Saint-Trond	19	475	-	18	493	451	35	486	26	31
Totaux :	82	1.824	24	82	1.930	1.744	164	1.908	104	110
Arlon	51	228	15	19	262	232	70	302	11	18
Etalle	14	108	2	4	114	89	20	109	19	9
Fauvillers	11	20	5	2	27	26	3	29	9	5
Florenville	21	98	7	-	105	90	15	105	21	10
Messancy	30	216	14	4	234	223	14	237	27	85
Virton	30	120	1	5	126	76	20	96	60	33
Totaux :	157	790	44	34	868	736	142	878	147	160
Marche-en-Famenne	41	182	3	-	185	161	27	188	38	8
Durbuy	21	86	6	-	92	87	10	97	16	6
Erezée	12	60	5	1	66	58	8	66	12	10
Houffalize	24	65	3	-	68	51	23	74	18	5
Laroche	12	71	-	-	71	56	17	73	10	6
Nassogne	19	50	1	-	51	39	17	56	14	5
Vielsalm	4	58	5	-	63	62	-	62	5	3
Totaux :	133	572	23	1	596	514	102	616	113	43
Neufchâteau	187	182	6	-	188	152	30	182	193	15
Bastogne	24	100	2	1	103	74	25	99	28	7
Bouillon	24	57	1	1	59	46	11	57	26	6
Paliseul	38	74	16	7	97	80	14	94	41	14
Saint-Hubert	39	98	7	1	106	86	23	109	36	13
Sibret	13	44	-	-	44	43	7	50	7	5
Wellin	9	43	1	-	44	33	3	36	17	-
Totaux :	334	598	33	10	641	514	113	627	348	60
Namur 1er canton (N)	264	1.087	4	33	1.124	1.013	286	1.299	89	76
Namur 2e canton (S)	102	697	14	31	742	586	112	698	146	111
Andenne	84	403	12	3	418	367	39	406	96	10
Eghezée	19	257	1	10	268	244	17	261	26	10
Fosses	186	780	10	-	790	719	70	789	187	7
Gembloux	227	397	15	18	430	368	40	408	249	26
Totaux :	882	3.621	56	95	3.772	3.297	564	3.861	793	240
Dinant	92	444	21	-	465	414	24	438	119	6
Beauraing	23	141	-	-	141	125	21	146	18	27
Ciney	31	245	11	4	260	228	44	272	19	31
Couvain	(1) 25	182	3	6	191	181	12	193	23	14
Florennes	30	125	4	4	133	118	17	135	28	20
Gedinne	17	74	7	3	84	72	11	83	18	8
Philippeville	19	127	9	2	138	114	19	133	24	8
Rochefort	66	194	6	11	211	210	21	231	46	24
Walcourt	45	(208	8	2	218	202	24	226	37	17
Totaux :	348	1.740	69	32	1.841	1.664	193	1.857	332	155
LE ROYAUME	14.427	121.203	3.308	4.906	129.417	113.798	14.368	128.166	15.678	10.564

(1) Chiffres rectifiés

Tableau n° 22 B - ETAT, PAR CANTON, DES AFFAIRES EN CONCILIATION (1958)

CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite	CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite
1	2	3	1	2	3
Bruxelles 1 ^{er} canton	156	205	Brecht	53	92
" 2 ^e "	126	192	Ekeren	109	211
" 3 ^e "	53	398	Kontich	161	154
" 4 ^e "	93	181	Zandhoven	73	66
Anderlecht	505	913			
Assche	138	532	Totaux	1.143	2.316
Hal	62	245			
Ixelles 1 ^{er} canton	120	349	Malines (Nord)	72	183
" 2 ^e "	108	418	" (Sud)	70	124
Molenbeek-St-Jean	246	493	Duffel	73	97
Saint-Gilles	165	356	Heist-op-den-Berg	22	163
St-Josse-ten-Noode	154	587	Lierre	72	75
Schaerbeek 1 ^{er} canton	149	296	Puurs	18	46
" 2 ^e "	338	164			
Sint-Kwintens-Lennik	96	171	Totaux	327	488
Uccle	136	460	Turnhout	134	146
Vilvorde	240	264	Arendonk	70	59
Wolvertem	227	575	Herentals	53	132
Totaux	2.912	6.799	Hoogstraten	13	9
			Mol	91	108
Louvain 1 ^{er} canton	174	491	Westerlo	111	96
" 2 ^e "	277	774			
Aarschot	175	290	Totaux	472	550
Diest	411	310			
Glabbeek	45	101	Mons	173	515
Haacht	110	147	Boussu	141	354
Tirlemont	304	546	Chièvres	84	144
Léau	63	170	Dour	120	76
Totaux	1.559	2.829	Enghien	62	65
			La Louvière	408	534
Nivelles	359	481	Lens	70	180
Genappe	82	153	Pitragès	136	281
Jodoigne	172	238	Rœulx	99	317
Perwez	121	112	Soignies	252	505
Wavre	311	666			
Totaux	1.045	1.650	Totaux	1.545	3.071
			Charleroi (Nord)	339	832
Anvers 1 ^{er} canton	86	125	" (Sud)	211	678
" 2 ^e "	153	276	Beaumont	85	214
" 3 ^e "	103	288	Blinche	295	728
" 4 ^e "	139	421	Châtelet	701	602
Berchem	73	282	Chimay	116	160
Boom	72	139	Fontaine-l'Evêque	309	584
Borgerhout	121	262	Gosselies	153	469
			Jumet	94	369

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Marchienne-au-Pont	234	362	Termonde	181	256
Merbes-le-Château	107	152	Alost	105	646
Seneffe	221	399	Beveren	71	146
Thuin	98	154	Hamme	167	152
Totaux :	2.963	5.703	Lokeren	160	186
Tournai	393	187	Sint-Gillis-Waas	102	167
Antoing	68	130	Saint-Nicolas	254	409
Ath	109	248	Tamise	73	193
Celles	26	26	Wetteren	74	254
Flobecq	14	114	Zelee	161	132
Frasnes	83	110	Totaux :	1.348	2.541
Lessines	194	257	Bruges 1 ^{er} canton	285	429
Leuze	215	307	Bruges 2 ^e canton	187	724
Péruwelz	75	109	Bruges 3 ^e canton	145	724
Quevaucamps	97	244	Ardoisie	134	47
Templeuve	85	101	Gistel	70	240
Totaux :	1.359	1.833	Ostende	213	944
Gand 1 ^{er} canton	375	751	Ruiselede	15	33
Gand 2 ^e canton	181	1.106	Tielt	21	52
Gand 3 ^e canton	385	606	Torhout	77	297
Assenede	286	180	Totaux :	1.148	3.490
Deinze	58	113	Courtrai 1 ^{er} canton	101	154
Eeklo	217	274	Courtrai 2 ^e canton	189	283
Evergem	143	333	Avelgem	14	54
Kaprijke	84	81	Harelbeke	126	105
Kruishoutem	39	103	Izegem	91	175
Ledeberg	161	498	Maulin	210	413
Lochristi	76	144	Meulebeke	159	52
Nazareth	48	144	Mouscron	184	488
Nevele	65	91	Moorsele	34	128
Oosterzele	233	228	Oostrozebeke	18	62
Waarschoot	30	60	Roulers	326	405
Zomergem	61	125	Totaux :	1.452	2.319
Totaux :	2.442	4.837	Furnes	57	435
Audenarde	103	213	Dixmude	61	254
Grammont	93	201	Haringe	15	74
Herzele	121	338	Nieuport	112	187
Nederbrakel	39	93	Totaux :	245	950
Ninove	148	202	Ypres 1 ^{er} canton	34	106
Renaix	232	343	Ypres 2 ^e canton	93	154
Sint-Maria-Hoorebeke	64	76	Hooglede	56	63
Zottegem	75	115	Messines	65	57
Totaux :	876	1.581	Passendale	40	56
			Poperinge	35	64
			Wervik	121	109
			Totaux :	444	609

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Liège 1er canton	413	482	Arlon	220	344
Liège 2e canton	350	625	Etalle	47	96
Dalhem	71	241	Fauvillers	14	24
Fexhe-Slins	60	162	Florenville	67	96
Fléron	137	204	Messancy	112	152
Grivegnée	344	422	Virton	287	128
Herstal	118	217	Totaux :	747	840
Hollogne-aux-Pierres	201	496	Marche-en-Famenne	121	167
Louveigné	94	112	Durbuy	45	110
Saint-Nicolas	61	201	Erezée	30	69
Seraing	252	473	Houffalize	57	55
Waremme	118	92	Laroche	67	84
Totaux :	2.219	3.727	Nastogne	28	37
Huy	184	440	Vielsalm	124	119
Ferrières	12	23	Totaux :	472	641
Hannut	74	140	Neufchâteau	78	133
Héron (1)	11	44	Bastogne	83	123
Jehay-Bodegnée	31	83	Bouillon	33	85
Landen	96	251	Bouillon	33	85
Nandrin	54	136	Paliseul	65	103
Totaux :	462	1.117	Saint-Hubert	51	90
Verviers	57	110	Sibret	44	49
Aubel	157	98	Wellin	54	69
Dison	82	150	Totaux :	408	652
Eupen	34	137	Namur 1er canton (N)	386	1.173
Herve	33	68	Namur 2e canton (S)	95	635
Limbourg	70	90	Andenne	141	450
Malmédy	103	118	Eghezée	61	299
Saint-Vith	64	158	Fosse	280	772
Spa	220	458	Gemblooux	310	295
Stavelot	81	147	Totaux :	1.273	3.624
Totaux :	901	1.534	Dinant	272	909
Tongres	434	500	Beaufort	135	268
Blizen	234	293	Ciney	63	267
Borgloon	103	191	Couvin	88	251
Bree	56	140	Florennes	106	230
Genk (2)	113	126	Gedinne	20	176
Maaseik	137	365	Philippeville	92	188
Mechelen	62	372	Rocheftort	132	250
Zichen-Zussen-Bolder (3)	62	41	Walcourt	137	255
Totaux :	1.201	2.094	Totaux :	1.045	2.794
Hasselt	302	621	LE ROYAUME	30.673	60.710
Beringen	86	470			
Herck-la-Ville	60	158			
Neerpelt	86	165			
Peer	25	110			
Saint-Trond	107	397			
Totaux :	666	1.921			

La statistique a, depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNEES	Total des affaires à juger	Nombre des affaires commerciales à juger	Proportion %
1	2	3	4
1942	127.800	7.091	5,6
1943	110.951	4.650	4,1
1944	87.320	3.265	3,7
1945	127.009	3.226	2,5
1946	155.092	3.765	2,4
1947	146.236	3.892	2,6
1948	165.259	6.791	4,1
1949	179.915	9.312	5,1
1950	193.618	9.972	5,1
1951	143.061	9.674	6,8
1952	136.225	8.871	6,5
1953	140.017	9.766	6,9
1954	137.497	9.155	6,7
1955	142.284	13.439	9,4
1956	139.869	13.146	9,4
1957	143.532	13.999	10,3
1958	143.844	14.522	9,9

Tableau n° 23 - CERTAINES ACTIVITES DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNEES	Nombre de conseils de famille présidés	Actes d'émancipation reçus	Actes de notoriété reçus	Nombre de levées de scellés	Réception de déclarations d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1942	19.370	3.223	15.795	1.200	104.878
1943	19.126	4.287	14.363	1.278	108.175
1944	20.444	3.908	15.853	1.193	79.404
1945	21.302	4.213	23.786	1.109	93.577
1946	22.891	4.451	25.068	911	117.179
1947	20.449	3.711	31.084	844	143.740
1948	19.435	3.812	26.208	806	129.526
1949	18.926	3.759	28.439	872	122.130
1950	18.019	3.363	29.745	751	120.192
1951	17.222	3.478	31.450	766	140.765
1952	16.344	3.262	34.478	812	152.903
1953	16.559	3.153	34.312	753	157.611
1954	15.761	3.215	33.717	777	159.601
1955	16.260	2.998	36.509	844	179.669
1956	16.197	2.953	38.361	784	186.812
1957	16.124	3.104	35.156	800	186.288
1958	15.767	3.105	34.788	885	179.177

(1) Situation jusqu'au I-VI - 1958 (2) Période du I-IX au 31-XII-58 (3) Période du I-I-58 au 31-VIII-58

Tableau n° 24 - PERCU GENERAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1958

	NATURE DES AFFAIRES											AFFAIRES PAR DES JUGEMENTS						
	AFFAIRES A JUGER					AFFAIRES TERMINEES						TERMINÉES PAR DES JUGEMENTS						
	anciennes		Nouvelles introduites pendant l'année			par des jugements		par défaut		par décretement		Nombre des affaires restant à juger	qui accueillent la demande	qui rejettent la demande	rendus par une chambre de trois juges	rendus par le juge unique	rendus après communication au ministère public	
	peu-à-peu au cours de l'année	réintégré au rôle	poursuites sur opposition à des jugements par défaut	3	4	5	6	7	8	9	10							11
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17		
Bruxelles	6.030	146	165	8.932	15.333	3.919	2.794	5.623	2.302	8.925	6.408	5.353	1.270	2.078	4.545	6.181		
Louvain	1.013	1	7	670	1.905	453	239	772	249	961	944	536	176	712	-	123		
Nivelles	879	9	10	535	1.496	220	197	417	416	533	963	321	96	318	99	234		
Anvers	3.130	147	60	4.294	7.681	2.141	1.078	3.219	993	4.212	3.469	2.626	593	2.076	1.143	1.841		
Malines	579	1	15	610	1.496	245	174	424	193	617	879	335	89	296	128	321		
Turnhout	653	8	11	519	1.141	299	156	465	11	476	665	345	120	389	76	115		
Mons	1.302	31	38	1.295	2.559	506	440	946	295	1.241	1.328	895	51	393	553	664		
Charleroi	2.652	40	45	1.827	3.973	661	700	1.421	477	1.898	2.075	1.139	282	1.271	150	724		
Tournai	489	2	5	502	935	191	187	378	109	487	509	292	86	247	131	296		
Gand	2.426	7	9	1.425	3.468	992	407	1.099	204	1.303	2.565	777	322	914	185	789		
Audenarde	457	4	5	443	939	242	158	400	73	478	451	268	132	377	23	110		
Termonde	815	34	24	429	1.932	448	263	717	151	868	824	584	133	584	133	308		
Bruges	1.167	12	7	993	2.139	546	254	800	178	978	1.202	626	174	686	114	346		
Courtrai	908	10	6	324	1.552	367	317	644	88	772	780	547	137	684	-	184		
Furnes	217	10	5	155	518	169	74	243	39	282	236	188	55	192	51	127		
Ypres	397	2	4	229	542	110	65	175	32	207	335	139	36	174	1	46		
Liège	2.239	34	11	2.126	4.410	965	694	1.659	164	1.823	2.587	1.379	280	898	761	1.313		
Huy	192	-	8	309	509	193	130	323	18	341	168	282	41	223	100	187		
Verviers	395	3	16	606	1.021	252	254	506	87	603	418	409	37	426	80	256		
Tongres	304	2	9	397	712	196	151	347	53	400	312	270	77	347	-	66		
Hasselt	516	2	13	545	1.076	316	203	519	108	627	449	313	206	411	108	162		
Arlon	370	22	35	240	667	72	116	188	37	225	442	167	21	172	16	71		

Tableau n° 24 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Marche-en-Famenne	363	-	2	105	470	37	45	82	7	89	381	54	28	82	-	5
Neufchâteau	148	1	1	105	255	51	41	92	16	108	147	73	19	92	-	8
Namur	711	18	-	569	1.298	186	222	408	93	501	797	331	77	353	55	272
Dinant	508	-	5	355	868	173	129	302	49	351	517	240	62	302	-	102
Ressort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles	16.368	454	348	19.420	36.590	8.635	5.970	14.605	4.745	19.850	17.240	11.842	2.763	7.780	6.825	10.493
Gand	6.327	80	61	4.823	11.297	2.574	1.544	4.118	770	4.888	6.403	3.129	989	3.611	507	1.910
Liège	5.747	82	100	5.357	11.286	2.441	1.985	4.426	642	5.068	6.218	3.518	908	3.306	1.120	2.442
Le Royaume	28.442	616	509	29.600	59.167	13.650	9.499	23.149	6.157	29.306	29.861	18.489	4.660	14.697	8.452	14.845

Tableau n° 25 - JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND
AFFAIRES SUR REQUETE - REFERES (1958)

ARRONDISSEMENTS	Nombre des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUETE				Nombre des jugements statuant sur des demandes de pro Deo (1)	REFERES JUGES
		Affaires accordées	Affaires rejetées	Affaires sans suite	Total des affaires		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1.311	4.337	34	9	4.380	1.627	1.031
Louvain	106	460	9	4	473	113	96
Nivelles	137	360	23	-	383	71	89
Anvers	720	2.965	20	16	3.001	720	755
Malines	136	315	1	-	316	46	118
Turnhout	66	306	2	-	308	40	38
Mons	395	1.238	4	28	1.270	72	267
Charleroi	272	1.412	11	14	1.437	33	363
Tournai	93	448	16	-	464	160	95
Gand	397	1.452	19	17	1.488	554	244
Audenarde	102	275	5	-	278	70	51
Termonde	168	396	12	19	427	130	98
Bruges	164	533	33	7	573	160	160
Courtrai	203	420	29	-	449	78	115
Furnes	50	133	8	-	141	45	18
Ypres	45	213	6	1	220	30	28
Liège	521	2.085	44	33	2.161	404	608
Huy	66	311	3	-	314	57	53
Verviers	108	526	25	-	551	116	103
Tongres	66	340	4	6	350	35	29
Hasselt	132	350	11	4	365	84	114
Arlon	104	346	4	3	353	47	50
Marche-en-Famenne	30	255	3	2	260	18	16
Neufchâteau	27	143	-	-	143	13	14
Namur	142	529	10	20	559	125	91
Dinant	157	447	13	-	460	43	58
Ressort de la cour d'appel de :							
Bruxelles	3.236	11.841	120	71	12.032	2.882	2.852
Gand	1.129	3.420	112	44	3.576	1.067	714
Liège	1.353	5.332	117	67	5.516	942	1.136
Le Royaume :	5.718	20.593	349	182	21.124	4.891	4.702

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de "pro Deo" sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requête.

3^e Tribunaux de commerce

Tableau n° 26 - APERCU GENERAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1958

TRIBUNAUDX	NATURE DES CAUSES										Causés restant à juger	Jugements rendus avant de statuer au fond		
	Causés à juger					Causés terminés								
	anciennes		poursuivies		Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements		Total des causes terminées	par décret, transaction, abandon jonction ou radiation, et jugements d'incompétence				
CIVILS	pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	sur opposition à des jugements par défaut	4			5	6			7	8	9	10	11	12	13	14
DE COMMERCE	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1	3.190	683	932	21.989	26.754	5.686	13.467	19.153	3.905	23.058	3.696	478		
Bruxelles	727	7	24	1.329	2.087	395	629	1.024	439	1.463	624	159		
Louvain	205	13	19	670	907	202	391	593	65	658	249	51		
Anvers	4.012	32	224	8.596	12.864	2.783	3.786	6.569	2.015	8.584	4.280	594		
Malines	704	10	51	1.026	1.791	303	590	893	106	999	792	96		
Turnhout	353	5	11	845	1.214	298	467	766	43	809	405	37		
Mons	1.751	28	54	2.153	3.986	688	1.187	1.875	352	2.227	1.759	163		
Charleroi	884	60	54	2.324	3.322	656	1.218	1.874	573	2.447	875	58		
Tournai	225	-	16	859	1.100	283	510	793	62	855	245	174		
Gand	3.380	12	116	3.618	7.126	1.715	1.732	3.447	854	4.301	2.825	408		
Audenarde	221	5	4	488	718	135	256	391	89	480	238	26		
Alost	609	-	35	1.695	2.339	488	910	1.398	186	1.584	755	188		
Saint-Nicolas	354	-	13	936	1.303	247	406	653	171	824	479	121		
Termonde	250	6	6	555	817	186	275	461	70	531	286	49		
Bruges	584	2	22	1.242	1.850	436	635	1.071	159	1.230	620	96		
Ostende	262	2	21	549	834	202	247	449	117	566	268	80		
Courtrai	554	30	10	1.970	2.564	477	965	1.442	550	1.992	572	185		
Furnes	167	1	4	249	421	116	116	232	40	272	149	19		
Ypres	247	1	3	391	642	145	169	314	92	406	236	28		
Huy	2.164	78	165	5.860	8.267	2.286	3.190	5.476	942	6.418	1.849	226		
Verviers	293	-	12	595	900	205	250	455	127	582	318	31		
	372	-	16	1.074	1.462	368	671	1.039	98	1.137	325	42		

Tableau n° 26 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Tongres		247	3	6	622	878	175	392	567	91	658	220	18
Hasselt		351	4	11	1.013	1.379	260	454	714	214	928	451	61
Arlon		195	9	15	331	550	153	127	280	53	333	217	48
Marche-en-Famenne		252	-	6	247	505	48	150	198	23	226	279	28
Neuchâteau		106	2	1	209	318	49	141	190	39	229	89	14
Dinant	Namur	526	5	31	1.251	1.843	412	660	1.072	261	1.333	510	140
		213	-	12	603	828	171	338	509	50	559	269	67
Ressort de la Cour d'Appel de	{ Bruxelles { Gand { Liège	12.051 6.628 4.719	798 59 101	1.385 234 275	39.791 11.693 11.835	54.025 18.614 16.930	11.295 4.147 4.127	22.245 5.711 6.373	33.540 9.858 10.500	7.567 2.328 1.903	41.100 12.186 12.403	12.925 6.428 4.527	1.810 1.200 675
TRIBUNAUX	{ civil { de commerce	4.668 18.710	119 839	215 1.679	10.168 53.151	15.190 74.379	3.103 16.466	5.334 28.995	8.437 45.461	1.580 10.111	10.117 55.572	5.073 18.807	631 3.054
Totaux :		23.398	938	1.894	63.319	89.569	19.569	34.329	53.898	11.791	65.689	23.880	3.685

4° Cours d'appel

Tableau n° 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées) 1	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINEES					Causés restant à juger 10	Arrêts rendus avant de statuer au fond 11
	pendantes au commencement de l'année 2	introduites pendant l'année 3	Total 4	par arrêt au fond		Total des arrêts 7	par transaction, abandon ou autres motifs 8	Total général des causes terminées 9		
				contra-dictoire 5	par défaut 6					
COURS D'APPEL DE BRUXELLES										
Tribunaux de première instance en matière civile	(1) 1.813	1.516	3.329	951	101	1.052	344	1.398	1.933	79
Tribunaux de première instance en matière commerciale	124	72	196	45	3	48	28	76	120	57
Tribunaux de commerce	877	554	1.431	403	48	451	195	646	785	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	12	7	19	9	-	9	2	11	8	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Appels de jugements d'arbitres	15	7	22	5	1	6	5	11	11	-
Référés	127	306	433	191	7	198	65	263	170	-
Affaires portées directement devant la cour	10	4	14	5	-	5	2	7	7	-
COURS D'APPEL DE GAND										
Tribunaux de première instance en matière civile	612	440	1.052	374	35	409	55	464	588	20
Tribunaux de première instance en matière commerciale	35	36	71	20	-	20	4	24	47	14
Tribunaux de commerce	254	197	451	124	14	138	28	166	285	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	7	4	11	6	-	6	-	6	5	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	2	2	4	2	1	3	-	3	1	-
Appels de jugements d'arbitres	2	1	3	1	-	1	-	1	2	-
Référés	22	-	22	1	1	2	12	14	8	-
COURS D'APPEL DE LIEGE										
Tribunaux de première instance en matière civile	485	432	917	292	22	314	48	362	555	81
Tribunaux de première instance en matière commerciale	51	58	109	33	1	34	9	43	66	23
Tribunaux de commerce	131	137	268	68	11	79	27	106	162	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	14	9	23	10	-	10	-	10	13	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Appels de jugements d'arbitres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Référés	60	77	137	76	3	79	11	90	47	-

(1) Chiffres rectifiés

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

Tableau n° 27 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance en matière civile	2,910	2,388	5,298	1,617	158	1,775	447	2,222	3,976	180
Tribunaux de première instance en matière commerciale	210	166	376	98	4	102	41	143	233	94
Tribunaux de commerce	1,262	888	2,150	595	23	618	250	868	1,232	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	33	20	53	25	-	25	2	27	25	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	2	2	4	2	1	3	-	3	1	-
Appels de jugements d'arbitres	17	8	25	6	1	7	5	12	13	-
Référés	209	383	592	208	11	219	38	257	225	-
Affaires portées directement devant la cour	10	4	14	5	-	5	2	7	7	-
Totaux par ressort :										
Bruxelles	2,978	2,466	5,444	1,609	160	1,769	641	2,410	3,034	136
Gand	934	680	1,614	528	51	579	99	678	936	34
Liège	741	713	1,454	479	37	516	95	611	843	104
Totaux généraux :	4,653	3,859	8,512	2,616	248	2,864	835	3,699	4,813	274

COURS D'APPEL - AFFAIRES FISCALES (1958)

Tableau n° 28

COURS D'APPEL DE	AFFAIRES A JUGER			Arrêts interlocutoires	AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total		par arrêt au fond	par radiation, transaction, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	4,254	915	5,169	51	404	418	1,226	3,943
Gand	1,445	258	1,703	6	453	17	470	1,228
Liège	744	259	1,003	40	517	61	578	425
Le Royaume :	6,443	1,432	7,875	97	1,374	496	2,274	5,596
Tableau n° 29								
COURS D'APPEL - AFFAIRES ELECTORALES (1958)								
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	82	82	-	82	-	82	-
Liège	-	95	95	-	95	-	95	-
Le Royaume		177	177		177		177	

Aux termes des articles 19 et 29 de la loi du 25 mars 1876, la compétence de la cour de cassation est réglée comme suit :

Art. 19 - La cour de cassation connaît

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort ;

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20 - Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Le décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art 1^{er}).

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28).

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 30 - COUR DE CASSATION (1^{ère} Chambre)
POURVOIS EN MATIERE CIVILE (Année 1958)

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendus les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			ARRÊTS					Causés restant à juger	
	Pendant au commencement de l'année	Introduites pendant l'année	Total	au fond		décrétant				Total des arrêts
				Cassation	Rejet	la déchéance	le désistement	la jonction		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Conseil d'Etat	5	-	5	1	-	-	-	-	1	4
Cours d'Appel										
a) Jugeant en matière civile :										
Bruxelles	69	59	128	19	36	-	5	-	60	68
Gand	9	9	18	3	10	-	-	-	13	5
Liège	26	23	49	6	13	-	-	-	19	30
Léopoldville	4	4	8	2	2	-	1	-	5	3
Elisabethville	3	4	7	1	2	-	-	-	3	4
Totaux	111	99	210	31	63	-	6	-	100	110
b) Jugeant en matière commerciale :										
Bruxelles	43	26	69	6	14	-	-	-	20	49
Gand	2	3	5	1	3	-	-	-	4	1
Liège	9	6	15	4	-	-	-	-	4	11
Totaux	54	35	89	11	17	-	-	-	28	61

Tableau n° 30 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance										
a) Jugeant en premier degré :										
Bruxelles	6	-	6	-	-	-	-	-	-	6
Louvain	2	-	2	1	-	-	-	-	1	1
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	5	-	5	3	-	-	-	-	3	2
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	1	1	2	1	-	-	-	-	1	1
Mons	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Charleroi	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Audenarde	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Termonde	4	-	4	-	-	-	-	-	-	4
Bruges	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Courtrai	1	1	2	-	-	-	-	-	-	2
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	3	-	3	-	-	-	1	-	1	2
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Dinant	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Totaux :	31	2	33	5	1	-	1	-	7	26
b) Jugeant en degré d'appel :										
Bruxelles	15	11	26	7	15	-	-	-	22	4
Louvain	3	2	5	1	1	-	-	-	2	3
Nivelles	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Anvers	3	5	8	3	5	-	-	-	8	-
Malines	2	2	4	-	2	-	-	-	2	2
Turnhout	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Mons	4	-	4	4	-	-	-	-	4	-
Charleroi	5	3	8	1	4	-	-	-	5	3
Tournai	1	2	3	-	1	-	-	-	1	2
Gand	5	2	7	2	4	-	-	-	6	1
Audenarde	-	1	1	1	-	-	-	-	1	-
Termonde	1	4	5	-	1	-	-	-	1	4
Bruges	3	3	6	2	1	-	-	-	3	3
Courtrai	1	3	4	-	1	-	-	-	1	3
Furnes	2	2	4	-	-	-	-	-	-	4
Ypres	1	1	2	1	-	-	-	-	1	1
Liège	5	4	9	2	4	-	-	-	6	3
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	3	3	6	2	-	-	-	-	2	4

Tableau n° 30 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tongres	-	4	4	-	-	-	-	-	-	4
Hasselt	1	4	5	-	-	-	-	-	-	5
Arlon	2	2	4	2	-	-	-	-	2	2
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	1	3	4	-	2	-	-	-	2	2
Dinant	-	4	4	1	1	-	-	-	2	2
Totaux :	62	65	127	30	42	-	-	-	72	55
Tribunaux de commerce	4	6	10	-	3	-	-	-	3	7
Justice de paix	7	3	10	2	4	-	-	-	6	4
Conseils de prud'hommes	18	22	40	14	7	-	1	-	22	18
Affaires disciplinaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil supérieur d'arbitrage	-	2	2	1	-	-	-	-	1	1
Autres	2	2	4	-	-	-	-	-	(2) 2	2
Totaux généraux	294	236	530	95	137	-	8	-	242	288

(1) Autres : (1 demande en restitution
 1 demande en intervention
 1 règlementation d'attribution de juges
 1 rectification d'arrêt

(2) 2 arrêts au fond d'instruction.

STATISTIQUE DES

CONCORDATS ET FAILLITES

ANNEE 1958

1° Concordats judiciaires

Tableau 1 - CONCORDATS JUDICIAIRES - 1958

ANNEES	Nombre de demandes de concordats		Demandes de concordat judiciaire						
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admises par les créanciers mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
				avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1949	200	134	64	16	7	7	19	5	216
1950	210	141	79	12	16	4	31	5	204
1951	216	172	74	15	16	-	27	1	39
1952	256	134	72	11	4	-	21	3	23
1953	227	175	67	17	10	11	17	8	45
1954	267	172	92	21	7	10	22	3	17
1955	266	195	85	16	8	2	24	10	50
1956	291	172	64	17	7	5	23	5	51
1957	304	178	79	30	3	2	18	9	37
1958	275	220	106	21	6	2	34	1	50

Tableau 2 - CONCORDATS CLOTURES PAR LIQUIDATION APRES ABANDON D'ACTIF EN 1958

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10,000 F	de 10,000 F à moins de 50,000 F	de 50,000 F à moins de 100,000 F	de 100,000 F à moins de 200,000 F	de 200,000 F à moins de 500,000 F	de 500,000 F à moins de 1,000,000 F	de 1,000,000 F à moins de 5,000,000 F	de 5,000,000 F et plus	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
Rien	-	-	-	-	-	1	3	2	6
Moins de 10 %	-	-	1	-	-	1	-	-	2
De 10 à 20 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 30 %	-	-	-	-	-	1	-	-	1
De 30 à 50 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 50 à 75 %	-	-	-	-	3	-	-	-	3
De 75 % et +	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Paiement intégral	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Inconnu	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Total :	-	-	1	-	4	3	5	2	15

Tableau 3 - FAILLITES - APERCU GENERAL - 1958

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES												
	anté-rieures à l'année	déclarées ou réouvertes pendant l'année					Total	terminées					restant à terminer à la fin de l'année
		sur avenue du failli	à la poursuite des créanciers		d'office	Total des faillites		par concordat	par liquidation	révoquées	closes à défaut d'actif	Total	
			sur assignation	sur requête									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	388	139	61	7	10	217	605	1	14	3	143	161	444
Louvain	49	1	3	-	1	5	54	-	10	-	3	13	41
Nivelles	34	8	10	1	-	19	53	-	8	2	7	17	36
Anvers	472	56	98	5	12	171	643	1	90	9	58	158	485
Malines	93	9	16	1	2	28	121	-	19	1	14	34	87
Turnhout	43	5	4	1	-	10	53	-	3	1	4	8	45
Mons	80	16	8	2	5	31	111	3	11	-	26	40	71
Charleroi	242	13	19	-	8	40	282	1	20	1	69	91	191
Tournai	19	8	7	-	3	18	37	-	3	-	7	10	27
Gand	120	26	13	6	12	57	177	3	10	3	29	45	132
Audenarde	23	2	2	-	-	4	27	-	2	1	1	4	23
Alost	60	6	4	-	5	15	75	1	8	-	6	15	60
Saint-Nicolas	34	7	3	-	5	15	49	2	4	-	8	14	35
Termonde	10	2	5	1	2	10	20	-	2	-	1	3	17
Bruges	116	12	3	-	28	43	159	-	7	-	20	27	132
Ostende	59	11	2	-	9	22	81	-	11	1	2	14	67
Courtrai	105	6	19	-	4	29	134	1	19	-	2	22	112
Furnes	24	-	2	-	2	4	28	-	7	-	1	8	20
Ypres	17	4	3	-	1	8	25	2	-	-	2	4	21
Liège	191	28	13	-	21	62	253	2	47	4	6	59	100
Huy	32	2	2	-	4	8	40	1	10	-	-	11	29
Verviers	76	11	4	1	4	20	96	-	1	-	22	23	73
Tongres	45	3	1	-	-	4	49	-	-	1	-	1	48
Hasselt	35	3	5	2	-	10	45	-	6	2	1	9	36
Arlon	16	-	2	-	3	5	21	-	2	-	3	5	16
Marche-en-Famenne	17	1	1	1	-	3	20	-	1	-	-	1	19
Neufchâteau	26	1	-	-	-	1	27	-	1	-	-	1	26
Namur	51	7	3	-	4	14	65	-	7	-	-	7	58
Dinant	32	6	3	-	9	18	50	-	4	-	1	5	45
Cour d'appel de Bruxelles	1.420	255	226	17	41	539	1.959	6	178	17	331	532	1.427
Cour d'appel de Gand	568	76	56	7	68	207	775	9	76	5	72	156	619
Cour d'appel de Liège	521	62	34	4	45	145	666	3	79	7	33	122	544
Totaux généraux :	2.509	393	316	28	154	891	3.400	18	327	29	436	810	2.590

* Chiffre rectifié

Tableau 4 - FAILLITES DECLAREES - 1958 - 1. - MONTANT DU PASSIF

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées ou réouvertes	MONTANT DU PASSIF									encore inconnu
		de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus		
		3	4	5	6	7	8	9	10		
Bruxelles	217	1	8	11	14	31	34	70	30	18	
Louvain	5	-	-	-	-	1	2	2	-	-	
Nivelles	19	2	-	-	1	5	2	4	-	5	
Anvers	171	3	9	12	10	39	28	31	14	25	
Malines	28	1	-	-	2	8	9	4	2	2	
Turnhout	10	-	-	-	3	3	2	2	-	-	
Mons	31	-	-	1	-	-	-	-	-	30	
Charleroi	40	-	-	-	2	12	8	14	2	2	
Tournai	18	1	2	-	3	3	2	6	-	1	
Gand	57	1	-	3	6	7	14	12	6	8	
Audenarde	4	-	-	-	2	1	1	-	-	-	
Alost	15	-	1	-	3	6	2	3	-	-	
Saint-Nicolas	15	-	-	1	-	6	3	5	-	-	
Termonde	10	-	1	-	-	-	2	5	1	1	
Bruges	43	-	2	2	16	8	4	6	5	-	
Ostende	22	1	1	1	2	5	3	6	1	2	
Courtrai	29	-	1	-	1	2	7	8	1	9	
Furnes	4	-	1	1	1	-	1	-	-	-	
Ypres	8	-	1	-	-	2	-	5	-	-	
Liège	62	-	1	3	7	14	14	16	4	3	
Huy	8	-	-	-	1	3	3	-	1	-	
Verviers	20	-	3	3	1	4	4	5	-	-	
Tongres	4	-	-	-	2	-	1	-	1	-	
Hasselt	10	-	-	1	2	1	2	3	1	-	
Arlon	5	-	1	-	1	-	2	1	-	-	
Marche-en-Famenne	3	-	1	-	-	-	1	1	-	-	
Neufchâteau	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	
Namur	14	-	-	2	-	2	5	3	1	1	
Dinant	18	-	-	1	3	4	2	5	3	-	
Cour d'appel de Bruxelles	539	8	19	24	35	102	87	133	48	83	
Cour d'appel de Gand	207	2	8	8	31	37	37	50	14	20	
Cour d'appel de Liège	145	-	6	10	17	29	34	34	11	4	
Totaux généraux	891	10	33	42	83	168	158	217	73	107	

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Arvens	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Liège	Saint-Nicolas	Termonde	Bruges	Ostende	Courtrai	Fumes	Xpres	Liège	V Huy	Verviers	Tongres	Maselt	Marché-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Total		
	I. Vente ou location de denrées et marchandises																														
a) Produits bruts et demi-finis :																															
Industrie extractive	-	-	-	-	-	-	4	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	9	
Industrie des métaux	6	-	1	2	1	1	1	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	18	
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	
Produits chimiques	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	
Produits agricoles	-	-	1	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	3	1	1	-	-	-	-	-	1	14		
Bois	2	-	-	3	-	-	-	2	1	4	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	24		
Peaux et cuirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
Papiers et cartons	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
b) Produits finis et de consommation immédiate :																															
Marchands de charbon	1	-	-	1	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	8	
Machines diverses, outils, quincailleries	4	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	
Verrerie et céramique	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	
Drogueries et pharmacies	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	
Produits agricoles, de chasse et de pêche	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	7	
Produits alimentaires	14	-	3	15	-	1	5	3	2	9	-	-	-	1	3	6	-	-	1	6	-	4	1	1	-	1	-	-	3	79	
Tissus, vêtements, habillement	24	-	-	7	1	-	3	3	1	-	-	3	2	1	-	-	3	-	-	1	-	3	-	1	-	-	1	-	-	53	
Produits textiles	9	-	-	5	-	1	2	-	-	6	-	-	-	-	-	-	4	1	1	1	-	2	-	-	1	-	1	1	-	23	
Ameublement	6	1	-	3	5	1	-	2	-	2	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	4	2	80		
Accessoires du bâtiment	18	2	1	15	4	2	1	3	1	4	1	-	-	-	5	-	4	1	-	5	4	3	-	1	1	-	4	-	-	-	
Tabacs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, librairies, etc)	11	-	-	4	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	47	
Automobiles et accessoires	10	-	4	12	1	-	1	3	1	2	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	4	-	1	-	-	-	2	-	-	25	
Electricité et appareils électro-ménagers	7	-	1	7	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	1	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	11	
Art et précision	2	-	-	3	1	-	-	-	1	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	58	
Articles divers	11	-	-	7	-	-	2	5	1	3	-	-	-	-	9	-	1	1	-	8	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
c) Autres commerces de vente ou locations																															
II. Entreprises de travaux publics ou privés	46	-	2	24	7	1	6	6	2	7	-	3	2	2	4	7	5	1	2	18	3	3	1	2	1	1	-	3	2	161	
III. Transports	4	2	3	9	-	2	4	2	1	1	-	1	-	-	2	-	5	-	-	9	1	1	-	-	-	-	-	2	2	51	
IV. Agences et bureaux d'affaires	1	-	-	4	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	11	
V. Banque et crédit	2	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
VII. Assurances	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	
VIII. Intermédiaires commerciaux	12	-	1	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	
IX. Divertissements publics	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	56
X. Hôtels, cafés, restaurants	9	-	-	18	-	1	1	2	3	6	-	-	1	-	8	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	14	
XI. Soins personnels, blanchisseries, teinturerie	1	-	-	6	-	-	1	-	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26	
XII. Activité commerciale inconnue ou mal déterminée	11	-	2	5	7	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL :	217	5	19	171	28	10	31	40	18	57	4	15	15	10	43	22	29	4	8	62	8	20	4	10	5	3	1	14	18	891	

Tableau 5 - FAILLITES TERMINEES PAR CONCORDAT EN 1958
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000	de 5.000.000F et plus	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
Rien	-	-	-	-	3	-	-	-	3
Moins de 10 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 10 à 20 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 30 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 30 à 50 %	-	-	-	-	-	1	1	-	2
De 50 à 75 %	-	-	-	-	1	-	-	-	1
De 75 % et plus	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Paiement intégral	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Inconnu	-	-	2	-	3	3	3	-	11
Total:	-	-	2	-	7	4	4	1	18

Tableau 6 - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1958
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

Rien	6	11	14	27	58	50	39	3	208
Moins de 10 %	-	-	3	9	15	7	8	1	43
De 10 à 20 %	-	-	-	3	11	5	4	-	23
De 20 à 30 %	1	-	3	3	5	5	3	-	20
De 30 à 50 %	-	2	5	2	2	1	1	-	13
De 50 à 75 %	-	-	-	2	1	1	-	-	4
De 75 % et plus	-	-	-	-	1	-	1	-	2
Paiement intégral	1	6	3	2	2	-	-	-	14
Inconnu	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total:	8	19	23	48	95	69	56	4	327

Tableau 7 - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1958
Emploi de l'actif réalisé (1)

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif	Nombre des faillites	Passif chirogra- phaire	Actif réalisé	Frais de tout genre	Honoraires des curateurs	Paiements aux créanciers	
						priviligés	chirogra- phaires
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 10.000 francs	8	48.189	1.030.547	49.769	68.334	904.373	11.453
De 10.000 à - 50.000F	19	596.083	1.289.501	121.510	172.748	802.522	146.349
De 50.000 à - 100.000F	28	2.300.154	2.453.915	211.419	261.435	1.219.410	529.271
De 100.000 à - 200.000F	48	8.432.702	5.679.336	431.507	573.802	3.863.487	796.084
De 200.000 à - 500.000F	95	31.408.737	11.645.024	1.191.747	1.345.957	7.039.482	2.039.781
De 500.000 à - 1.000.000F	69	38.685.397	17.020.506	1.267.582	1.383.088	10.952.094	3.220.636
De 1.000.000 à - 5.000.000F	57	75.449.727	27.463.296	2.423.708	1.760.851	18.583.799	4.946.950
De 5.000.000 francs et plus	3	25.598.917	3.008.658	275.049	153.937	1.388.923	1.100.749
Total des faillites terminées par liquidation	327	185.764.405	69.549.783	6.972.291	5.720.752	44.754.090	12.791.278

(1) Des soldes pouvant se présenter, des paiements pouvant être d'autre part effectués par des tiers à la décharge du failli, l'actif réalisé ne doit pas nécessairement correspondre aux sommes dépensées.

Tableau 8 - NOMBRE DES LETTRES DE CHANGE ACCEPTEES PROTESTEES

Montant des valeurs protestées

TRIBUNAUX	1955		1956		1957		1958	
	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées
Bruxelles	24.598	184.794.812	23.362	184.290.376	22.997	215.180.917	23.135	234.352.251
Louvain	2.228	11.446.283	2.311	115.720.765	2.361	17.503.182	1.901	15.985.712
Nivelles	2.516	14.052.957	2.684	19.553.747	2.624	17.576.720	2.086	16.654.269
Anvers	11.577	44.524.045	10.223	52.593.284	9.960	72.159.764	10.274	102.394.833
Malines	1.963	7.656.976	1.681	9.919.213	1.518	10.875.198	1.672	17.680.681
Turnhout	1.947	8.787.598	1.709	9.752.728	1.560	9.480.554	1.300	8.781.682
Mons	6.542	22.640.011	6.325	26.776.607	6.100	38.631.578	6.005	31.648.365
Charleroi	11.057	40.846.405	11.249	49.287.784	10.484	54.360.699	10.444	53.885.312
Tournai	1.816	9.559.822	2.327	9.768.167	2.368	15.774.312	2.359	13.271.834
Gand	3.807	24.683.280	4.027	23.640.964	4.146	46.498.926	4.202	39.624.852
Audenarde	423	3.294.303	524	4.207.008	424	3.833.820	591	4.475.072
Alost	1.614	8.031.954	1.506	8.262.635	1.443	9.738.696	1.707	14.673.599
Saint-Nicolas	1.002	4.572.535	967	11.622.060	994	5.428.003	1.046	11.807.741
Termonde	739	2.866.087	584	3.129.570	780	7.154.637	761	5.352.447
Bruges	1.331	7.169.369	2.764	22.109.091	1.276	21.445.914	1.452	42.526.196
Ostende	981	6.745.195	1.222	6.890.443	990	7.452.389	1.108	13.210.695
Courtrai	2.403	15.847.960	1.277	8.416.923	2.759	26.865.540	2.794	26.791.948
Furnes	463	2.305.566	589	2.832.343	714	9.823.718	647	5.433.443
Ypres	654	3.645.184	747	4.283.363	989	12.560.512	1.042	6.537.573
Liège	2.288	10.874.599	10.833	50.408.000	8.988	61.036.751	8.748	72.218.354
Huy	14.189	50.201.896	2.083	10.471.376	2.122	22.698.353	1.889	12.156.406
Verviers	2.166	11.484.657	2.074	14.330.855	2.347	16.680.952	2.440	18.560.986
Tongres	2.274	8.462.826	2.541	12.450.448	2.149	11.462.363	2.512	15.836.972
Hasselt	2.337	12.914.894	2.011	12.676.538	1.895	10.634.223	2.092	21.770.724
Arlon	1.038	3.967.359	1.214	4.436.394	1.159	5.048.317	1.154	6.062.708
Marche-en-Famenne	941	4.142.742	755	3.317.373	773	3.767.141	793	4.396.068
Neufchâteau	816	3.456.427	735	4.195.277	696	5.635.600	815	5.019.394
Namur	4.340	18.591.162	4.714	22.322.151	4.280	23.657.624	4.128	27.085.306
Dinant	2.595	12.071.532	2.788	12.636.635	2.446	13.971.622	2.376	12.680.008
Cour d'Appel de	64.244	324.308.909	61.871	377.662.671	59.972	174.592.946	59.176	494.654.939
Bruxelles	13.417	79.161.433	14.207	95.403.400	14.515	150.802.155	15.350	170.433.566
Gand	32.984	136.168.094	29.748	148.244.977	26.855	449.542.924	26.947	195.786.926
Liège								
TOTAUX GENERAUX :	110.645	539.638.436	105.826	621.311.048	101.342	774.938.025	101.473	860.875.431

4° Saisies immobilières

Tableau 9 - TRANSCRIPTIONS DE SAISIES IMMOBILIERES
(du 1er août au 31 juillet)

Arrondissements	1949 1950	1950 1951	1951 1952	1952 1953	1953 1954	1954 1955	1955 1956	1956 1957	1957 1958	1958 1959
Bruxelles	49	66	96	65	109	102(1)	73	94	117(2)	96(3)
Louvain	21	30	15	26	38	34	43	40	36	48
Nivelles	12	15	9	17	23	9	21	26	17	37
Anvers	54	46	58	54	58	53	45	68	71	65
Malines	8	11	12	11	7	14	13	11	16	21
Turnhout	13	17	33	25	20	18	26	22	31	19
Mons	14	20	32	33	39	54	56	46	41	42
Charleroi	31	35	32	43	52	40	38	51	65	69
Tournai	13	16	11	34	29	30	46	38	35	32
Gand	15	9	25	13	28	24	20	40	22	26
Audenarde	12	7	16	17	16	20	12	27	24	27
Termonde	15	14	15	18	16	13	18	22	31	23
Bruges	21	17	24	20	21	23	23	25	19	30
Courtrai	23	24	29	39	34	43	54	47	55	46
Furnes	6	1	6	6	11	18	6	4	10	10
Ypres	1	1	5	-	4	3	4	2	2	3
Liège	48	34	40	32	32	31	36	29	44	43
Huy	9	12	13	11	16	9	9	24	34	30
Verviers	10	13	7	12	17	15	15	20	26	27
Tongres	8	12	13	14	7	19	16	17	14	26
Hasselt	11	13	24	24	34	27	33	22	30	25
Arlon	6	4	9	2	5	6	12	10	8	19
Marche-en-Famenne	4	11	4	4	3	16	17	15	19	16
Neufchâteau	5	6	4	9	16	24	13	12	10	6
Namur	14	8	12	12	19	21	37	163	71	33
Dinant	14	10	11	17	31	13	28	21	22	28
Le Royaume	437	452	555	559	685	679	712	896	870	847

- (1) dont 2 renouvellements
- (2) dont 5 renouvellements
- (3) dont 2 renouvellements

5° Sursis de paiement

Tableau 10 - NOMBRE DES DECISIONS DE JUSTICE
ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DEFINITIFS

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Sursis provisoires	-	1	-	-	1	1	1	1	1	-
Sursis définitifs	-	-	1	-	-	-	1	1	1	-
Total :	-	1	1	-	1	1	2	2	3	-

S T A T I S T I Q U E

des

A C T E S N O T A R I E S

ANNEE 1958

ACTES NOTARIES

ANNEE 1958

On trouvera ci-dessous, par canton et par arrondissement, le relevé des actes notariés, avec l'indication du montant des droits d'enregistrement qui ont été perçus.

RELEVÉ DES ACTES NOTARIES ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS, PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT - ANNEE 1958

CANTONS	1957		CANTONS	1957	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Bruxelles (4 cantons)	23.813	342.512.365	Malines (2 cantons)	5.487	35.520.099
Ande. Iecht	5.677	42.057.091	Duffel	1.597	6.563.356
Amei.	2.899	11.594.463	Helst-op-den-Berg	2.819	9.097.504
Hal	3.042	14.568.174	Lierre	1.743	10.719.970
Ixelles (2 cantons)	7.398	64.729.113	Puurs	1.519	4.519.804
Molenbeek-Saint-Jean	4.814	40.031.986	Arr. jud. de Malines :	13.165	66.420.733
Saint-Gilles	2.163	15.596.069	Turnhout	2.632	13.671.638
Saint-Josse-ten-Noode	6.491	53.297.083	Arendonk	1.134	6.607.442
Schaerbeek (2 cantons)	6.987	58.236.840	Herentals	2.991	12.126.167
Sint-Kwintens-Lennik	2.294	9.098.779	Hoogstraten	1.035	5.930.700
Uccle	5.486	38.080.093	Mol	4.026	21.712.738
Vilvorde	2.814	15.681.472	Westerlo	1.705	4.699.461
Wolvertem	3.173	15.022.020	Arr. jud. de Turnhout :	13.523	64.748.146
Arrond. jud. de Bruxelles	77.051	720.505.548	Mons	4.777	21.176.336
Louvain (2 cantons)	8.042	45.935.571	Boussu	2.586	6.014.178
Aarschot	1.576	4.707.200	Chièvres	683	2.716.807
Diest	1.860	5.755.389	Dour	2.089	5.183.820
Glabbeek	901	2.598.501	Enghien	895	3.276.902
Haacht	2.011	9.145.595	La Louvière	2.910	12.401.876
Tirlemont	2.246	10.277.584	Lens	1.794	5.382.398
Léau	712	2.329.514	Pâturages	2.422	6.410.898
Arrond. jud. de Louvain :	17.348	80.749.354	Roeulx	1.979	7.509.698
Nivelles	4.695	21.809.568	Soignies	1.888	8.965.060
Genappe	1.336	6.309.109	Arr. jud. de Mons :	22.032	79.037.973
Jodogne	1.535	5.402.073	Charleroi (2 cantons)	8.020	39.869.440
Perwez	890	3.261.257	Beaumont	697	2.589.334
Wavre	4.548	24.920.488	Binche	2.751	10.728.808
Arrond. jud. de Nivelles	13.004	61.702.495	Châtelet	3.503	13.338.827
Anvers (4 cantons)	24.726	217.278.791	Chimay	1.235	5.360.896
Berchem	1.953	11.537.926	Fontaine-l'Evêque	2.496	8.528.546
Boom	1.417	6.419.710	Gosselles	2.582	9.887.073
Borgerhout	4.640	29.403.157	Jumet	2.719	9.770.083
Brecht	2.257	11.996.319	Marchienne-au-Pont	1.719	8.932.335
Ekeren	3.427	15.892.790	Merbes-le-Château	1.379	2.906.177
Kontich	2.089	12.498.085	Seneffe	1.940	7.449.264
Zandhoven	1.776	8.692.573	Thuin	1.573	5.382.435
Arrond. jud. d'Anvers	42.285	313.719.347	Arr. jud. de Charleroi :	30.084	124.743.218

CANTONS	1957		CANTONS	1957	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Tournai	2.514	11.528.948	Bruges (3 cantons)	9.567	71.341.125
Antoing	1.257	3.800.195	Ardoole	653	2.421.003
Ath	1.024	5.688.016	Gistel	1.225	7.816.378
Celles	440	1.861.466	Ostende	3.122	26.551.335
Flobecq	628	3.116.510	Ruisselede	462	2.704.673
Frasnes	986	4.732.477	Tielt	576	3.353.455
Lessines	1.649	5.977.413	Torhout	2.407	11.832.243
Leuze	878	2.649.421	Arrond. jud. de Bruges :	18.012	126.020.212
Péruwelz	1.312	4.031.055	Courtrai (2 cantons)	4.210	36.830.428
Quevaucamps	1.119	3.382.674	Avelgem	598	2.678.128
Templeuve	978	3.914.658	Harelbeke	1.899	10.406.201
Arrond. jud. de Tournai :	12.785	50.682.833	Izegem	1.518	8.542.455
Gand (3 cantons)	8.677	74.721.926	Ménin	2.264	11.027.348
Assenede	771	2.815.927	Meulebeke	983	5.351.217
Deinze	978	6.301.960	Mouscron	2.991	17.338.247
Eeklo	1.655	8.495.913	Moorsele	1.050	7.023.525
Evergem	2.451	16.921.451	Oostrozebeke	500	2.392.982
Kaprijke	549	4.446.146	Roulers	1.936	11.781.802
Kruishoutem	872	4.675.597	Arrond. jud. de Courtrai :	17.949	113.372.333
Ledeberg	1.279	13.576.411	Furnes	1.209	9.765.597
Loochristi	957	3.899.346	Dixmude	1.078	7.203.632
Nazareth	985	5.910.122	Haringe	581	3.695.514
Nevele	703	4.480.744	Nieuport	1.157	9.563.642
Oosterzele	1.650	8.687.415	Arrond. jud. de Furnes :	4.025	30.228.385
Waarschoot	785	3.906.083	Ypres (2 cantons)	1.515	10.579.878
Zomergem	870	5.325.519	Hooglede	583	3.039.084
Arr. jud. de Gand :	23.183	164.163.560	Messines	713	5.104.592
Audenarde	1.868	10.872.390	Pauschendale	847	6.522.947
Grammont	1.385	6.051.771	Poperinge	730	3.925.489
Herzele	2.560	10.454.357	Wervik	1.012	5.114.093
Nederbrakel	992	3.694.657	Arrond. jud. d'Ypres	5.400	34.286.083
Ninove	3.478	14.752.942	Liège (2 cantons)	10.428	100.169.517
Renaix	1.315	8.948.488	Dalhem	841	4.589.589
Sint-Maria-Horebeke	492	1.677.192	Fexhe-Slins	2.287	7.611.003
Zottegem	1.023	4.650.189	Fléron	2.634	9.653.937
Arr. jud. d'Audenarde	13.103	61.101.986	Grivegnée	2.511	12.959.966
Termonde	2.195	11.223.342	Herstal	2.393	26.297.439
Alost	4.284	24.884.784	Hollogne-aux-Pierres	2.626	11.370.721
Beveren	1.583	7.787.774	Louveigné	1.293	5.320.695
Hamme	1.236	4.799.439	Saint-Nicolas	2.178	9.942.538
Lokeren	1.885	6.895.538	Seraing	3.758	14.603.250
Sint-Gillis-Waas	2.697	9.645.473	Waremmé	1.370	7.820.494
Saint-Nicolas	2.429	17.126.904	Arrond. jud. de Liège :	32.319	210.339.148
Tamise	1.771	6.916.017			
Wetterea	1.575	7.614.527			
Zelee	1.327	6.782.261			
Arr. jud. de Termonde :	20.982	103.676.059			

CANTONS	1957		CANTONS	1957	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Huy	2.474	10.699.996	Marche-en-Famenne	855	3.502.684
Ferrières	799	2.670.585	Durbuy	828	4.821.727
Hannut	1.196	4.696.118	Erezée	384	2.005.956
Héron	665	3.119.701	Houffalize	532	2.007.609
Jehay-Bodegnée	1.668	5.882.197	Laroche	638	2.622.252
Landen	1.233	3.814.103	Nassogne	573	3.526.696
Nandrin	1.115	4.711.632	Vielsalm	385	1.442.347
Arrond. jud. de Huy :	9.150	35.594.332	Arr. jud. de Marche-en-Famenne	4.195	19.929.271
Verviers	2.951	15.560.441	Neufchâteau	969	4.364.358
Aubel	915	3.663.761	Bastogne	979	5.241.326
Dison	772	4.359.972	Bouillon	444	1.380.012
Eupen	1.148	6.651.328	Paliseul	599	2.389.863
Herve	805	3.269.501	Saint-Hubert	659	2.027.887
Limbourg	773	4.039.440	Sibret	481	2.018.966
Malmédy	1.452	5.375.803	Wellin	421	1.295.259
Saint-Vith	1.264	3.208.912	Arr. jud. de Neufchâteau	4.552	18.717.671
Spa	1.876	9.048.680	Namur (2 cantons)	5.929	37.594.126
Stavelot	1.124	3.993.920	Andenne	1.324	11.051.418
Arrond. jud. de Verviers :	13.080	59.171.758	Eghezée	958	7.669.180
Tongres	1.698	8.781.870	Fosse	2.760	22.100.980
Blizen	2.337	8.883.269	Gembloux	1.978	8.175.255
Borgloon (Looz)	1.655	4.908.647	Arr. jud. de Namur :	12.949	85.690.967
Brée	973	4.233.774	Dinant	1.699	6.966.634
Maaseik	1.233	3.513.174	Beauraing	646	2.863.118
Mechelen	2.238	8.456.035	Ciney	1.346	6.448.305
Zichen-Zussen-Bolder	806	2.473.639	Couvin	1.288	4.193.898
Arrond. jud. de Tongres :	10.940	41.250.408	Florennes	795	2.784.185
Hasselt	3.648	17.548.044	Gedinne	695	2.138.615
Beringen	2.571	7.138.090	Philippeville	718	2.866.422
Herck-la-Ville	1.451	5.304.062	Rochefort	822	2.578.143
Neerpelt	2.147	6.765.640	Walcourt	929	4.256.091
Peer	1.103	4.101.539	Arr. jud. de Dinant :	8.938	35.096.011
Saint-Trond	2.149	10.020.969	TOTAL GENERAL :	458.301	2.771.978.758
Arrond. jud. de Hasselt :	13.069	50.878.344			
Arlon	1.123	6.385.838			
Etalle	1.041	2.488.825			
Fauvillers	152	498.526			
Florenville	669	1.991.330			
Messancy	1.175	5.097.687			
Virton	1.018	3.790.377			
Arrond. jud. d'Arlon	5.178	20.252.583			

STATISTIQUE

des

A D O P T I O N S

ANNEE 1958

ARRONDIS- SEMENTS	Adoptants				Adoptés													Total des adoptés		
	Hom- mes seuls	Fem- mes seules	Epoux	Au to- tal	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		plus de 21 ans		du sexe mas- culin	du sexe fémi- nin	des deux sexes			
	2	3	4	5	Gar- çons	Filles	Gar- çons	Filles	Gar- çons	Filles	Gar- çons	Filles	Hom- mes	Fem- mes	16	17	18			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18			
Bruxelles	69	47	81	197	35	39	27	28	23	28	12	8	11	25	114	128	242			
Louvain	5	2	9	16	3	4	-	5	1	1	1	1	2	-	7	11	18			
Nivelles	3	4	21	28	2	7	8	2	4	4	1	1	7	-	22	14	36			
Anvers	48	21	57	126	14	25	19	23	16	15	9	5	8	15	66	83	149			
Malmes	2	2	8	12	2	4	2	3	2	2	-	1	-	1	6	11	17			
Turnhout	7	3	7	17	5	2	7	4	-	1	-	1	1	1	13	9	22			
Mons	13	9	22	44	9	7	9	6	11	6	3	2	3	7	27	28	53			
Charleroi	22	5	20	47	14	5	12	7	9	6	1	2	3	8	39	28	67			
Tournai	8	7	5	20	6	1	4	1	-	2	-	3	1	5	11	12	23			
Gand	4	6	13	23	1	5	2	4	6	1	-	-	4	1	13	11	24			
Audenarde	-	4	6	10	-	1	3	1	-	-	-	1	3	1	6	4	10			
Termonde	5	11	9	25	5	4	4	-	1	3	1	3	4	4	15	14	29			
Bruges	5	4	12	21	3	6	1	5	3	2	-	-	6	2	12	15	27			
Coutrai	1	6	6	13	1	1	1	-	1	-	-	-	-	11	3	12	15			
Furnes	3	3	2	8	4	-	-	2	-	-	-	-	2	1	6	3	9			
Ypres	2	3	2	7	-	2	-	-	2	-	-	-	4	1	6	3	9			
Liège	31	20	50	101	13	16	11	16	22	13	2	2	10	12	58	59	117			
Huy	5	9	7	21	1	4	-	1	5	3	2	2	5	8	13	18	31			
Verviers	5	6	20	31	11	5	3	3	6	5	-	-	2	2	22	15	37			
Tongres	1	7	4	12	-	3	5	2	-	1	-	-	2	5	7	11	18			
Hasselt	2	3	10	15	1	4	-	2	2	2	-	1	2	1	5	10	15			
Arlon	2	3	7	12	3	1	2	-	1	1	2	3	1	1	9	6	15			
Marche-en- Famenne	-	2	2	4	-	-	1	-	1	-	-	-	1	2	3	2	5			
Neufchâteau	1	3	2	6	2	2	-	1	-	-	2	-	-	5	4	8	12			
Namur	6	5	12	23	5	6	2	2	5	5	1	-	1	3	14	16	30			
Dinant	1	5	3	9	-	-	1	-	-	1	1	-	4	3	6	4	10			
Par ressort de Cour d'appel de :																				
Bruxelles	177	100	230	507	90	94	88	79	66	65	27	24	42	62	313	324	637			
Gand	20	37	50	107	14	19	11	12	13	6	1	4	22	21	61	62	123			
Liège	54	63	117	234	36	41	25	27	42	31	10	8	28	42	141	149	290			
Le Royaume	251	200	397	848	140	154	124	118	121	102	38	36	92	125	515	535	1.050			
RECAPITULATION																				
Totaux pour le Royaume en :																				
1957	319	232	197	748	111	87	90	73	110	95	38	37	122	131	471	423	894			
1956	293	246	234	773	108	121	107	107	81	86	40	37	126	135	462	486	948			
1955	241	184	195	620	74	77	91	80	67	80	30	44	107	120	369	401	770			
1954	307	203	173	683	80	77	118	83	55	61	39	35	123	121	415	377	792			
1953	288	197	208	693	73	84	101	88	55	56	39	41	125	143	393	412	805			
1952	281	177	215	673	82	101	94	81	59	55	26	32	118	145	379	414	793			
1951	285	176	231	692	90	117	83	80	51	56	36	42	139	130	399	425	824			
1950	296	184	211	691	111	115	80	76	40	39	50	33	110	143	391	406	797			
1949	271	212	251	734	110	108	58	62	63	56	41	41	135	155	413	422	835			

STATISTIQUE DES DIVORCES
ET SEPARATIONS DE CORPS

ANNEE 1958

Tableau 1. - DIVORCES - COMPTES DES DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 195.)

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers (*)	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Fumes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marbe	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume	
Nombre total de demandes :	1.537	73	98	768	103	20	309	554	114	237	34	116	119	107	15	29	585	60	307	30	27	33	8	5	156	41	5.485	
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :																												
a) Demandes accueillies	1.416	72	78	609	88	15	287	492	84	210	32	105	95	90	11	25	539	51	115	28	25	32	8	5	108	39	4.659	
b) Demandes rejetées	121	1	12	106	15	5	15	58	11	2	2	10	23	7	-	3	38	9	7	2	2	1	-	-	5	2	457	
c) Demandes abandonnées	-	-	8	53	-	-	7	4	19	25	-	1	1	10	4	1	8	-	185	-	-	-	-	-	-	43	-	369
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :																												
a) Excès, sévices ou injures graves :	605	33	46	406	57	13	123	277	63	116	13	79	54	47	9	18	384	34	239	8	14	15	4	3	83	20	2.763	
1. Demandes accueillies	484	32	27	252	42	8	101	218	36	89	11	68	30	35	5	14	347	25	61	6	13	14	4	3	45	18	1.988	
2. Demandes rejetées et abandonnées	121	1	19	154	15	5	22	59	27	27	2	11	24	12	4	4	37	9	178	2	1	1	-	-	38	2	775	
b) Adultère du mari :	298	9	12	112	14	4	90	64	7	40	4	11	16	17	1	2	38	6	16	4	4	3	-	-	9	6	787	
1. Demandes accueillies	298	9	11	111	14	4	90	64	7	40	4	11	16	17	1	2	38	6	8	4	3	3	-	-	7	6	774	
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	1	-	-	-	2	-	13	
c) Adultère de la femme :	360	25	23	134	26	3	56	147	30	54	12	20	34	41	5	8	38	14	20	14	7	11	1	1	42	11	1.137	
1. Demandes accueillies	360	25	23	133	26	3	56	145	28	54	12	20	34	36	5	8	37	14	15	14	7	11	1	1	34	11	1.113	
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	1	-	-	-	2	2	-	-	-	-	5	-	-	1	-	5	-	-	-	-	-	-	8	-	24
d) Conversion de séparation de corps	4	-	-	3	-	-	2	2	-	-	-	-	1	1	-	-	3	-	2	-	-	-	-	-	1	-	19	
1. Demandes accueillies	4	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	1	1	-	-	3	-	1	-	-	-	-	-	1	-	16	
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	4	
e) Consentement mutuel :	270	6	17	113	6	-	38	64	14	27	5	6	14	1	-	1	122	6	30	4	2	4	3	-	22	4	779	
1. Demandes accueillies	270	6	17	113	6	-	38	63	13	27	5	6	14	1	-	1	114	6	30	4	2	4	3	-	22	4	769	
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :																												
a) Demandes formées par le mari	590	36	42	321	46	6	173	279	60	99	15	48	54	52	9	15	238	28	109	17	14	18	4	4	79	21	2.383	
b) Demandes formées par la femme	671	31	39	334	51	14	98	211	40	111	14	62	51	54	6	13	225	26	168	9	11	11	1	1	55	16	2.323	
c) Demandes formées par consentement mutuel	270	6	17	113	6	-	38	64	14	27	5	6	14	1	-	1	122	6	30	4	2	4	3	-	22	4	779	

(*) 145 demandes de divorce rayées n'ont pas été relevées par manque de renseignements.

Tableau 3. - SEPARATIONS DE CORPS + COMPTE DES DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1958)

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Noukibéau	Namur	Dinant	Le Royaume
	Nombre total de demandes :	68	7	4	26	3	5	15	24	12	11	1	12	17	12	5	5	34	5	63	2	9	3	3	-	30	5	381
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :																											
a) Demandes accueillies	60	7	3	14	1	3	14	20	6	9	1	11	10	9	4	4	32	3	11	-	8	2	3	-	13	4	252
b) Demandes rejetées	8	-	1	1	2	2	-	4	1	1	-	1	6	2	-	-	2	2	-	2	1	1	-	-	1	1	39
c) Demandes abandonnées	-	-	-	11	-	-	1	-	5	1	-	-	1	1	1	1	-	-	52	-	-	-	-	-	16	-	90
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :																											
a) Excès, sévices ou injures graves :	43	7	4	22	2	5	10	12	9	9	1	11	15	11	5	4	26	4	58	2	7	3	3	-	24	4	301
1. Demandes accueillies	35	7	3	10	-	3	9	8	3	7	1	10	8	8	4	3	24	2	8	-	6	2	3	-	8	3	175
2. Demandes rejetées et abandonnées	8	-	1	12	2	2	1	4	6	2	-	1	7	3	1	1	2	2	50	2	1	1	-	-	16	1	126
b) Adultère du mari :	25	-	-	4	1	-	3	6	3	2	-	1	2	1	-	1	8	1	3	-	-	-	-	-	3	-	64
1. Demandes accueillies	25	-	-	4	1	-	3	6	3	2	-	1	2	1	-	1	8	1	3	-	-	-	-	-	3	-	64
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c) Adultère de la femme	-	-	-	-	-	-	2	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	1	13
1. Demandes accueillies	-	-	-	-	-	-	2	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	1	13
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	1	-	3
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :																											
a) Demandes form. par le mari	9	1	-	3	-	-	6	10	5	2	-	1	2	-	1	5	3	1	9	1	3	1	-	-	8	2	73
b) Demandes form. par la femme	59	6	4	23	3	5	9	14	7	9	1	11	15	12	4	-	31	4	54	1	6	2	3	-	22	3	308

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Institut National de Statistique
44, rue de Louvain - BRUXELLES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1958

N° 2

*La reproduction des données est subordonnée
à l'indication de la source*

Septembre 1960

SOMMAIRE

Protection de l'enfance	P.	1
Vagabondage et mendicité		29
Juridiction du travail		39
Grâces et libération conditionnelle		47
Déchéance du droit de conduire un véhicule		53

STATISTIQUE

de la

PROTECTION de L'ENFANCE

ANNEE 1958

PROTECTION DE L'ENFANCE - ANNEE 1958

Chapitre premier

DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

TABEAU 1. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DECLARES DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE
- ARTICLE 1er, 3 et 4.

ARRONDISSEMENTS	Déchéance de droit (Article 1er)		Déchéance facultative (Art. 3 et 4)				Total (Art. 1, 3 et 4)		Réquisitions du ministère public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)	
			En tout		En partie					
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
A. Première Instance										
Bruxelles	15	4	37	33	3	6	55	43	15	24
Louvain	3	3	1	-	-	-	4	3	-	-
Nivelles	5	3	3	4	2	-	10	7	-	2
Anvers	8	3	8	4	1	1	17	8	-	-
Malines	1	-	7	3	-	-	8	3	1	3
Turnhout	1	-	3	3	-	-	4	3	1	-
Mons	5	1	9	9	3	2	17	12	44	22
Charleroi	7	3	35	19	6	6	48	28	1	1
Tournai	3	1	9	8	-	-	12	9	3	2
Gand	3	-	14	7	-	-	17	7	-	-
Audenarde	4	-	5	5	-	-	9	5	2	2
Termonde	8	3	5	7	-	-	13	10	4	3
Bruges	4	2	19	22	-	-	23	24	-	-
Courtrai	3	1	7	5	2	2	12	8	2	-
Furnes	1	-	7	8	-	-	8	8	-	-
Ypres	1	-	5	3	-	-	6	3	1	-
Liège	4	1	34	21	-	1	38	23	31	30
Huy	2	1	5	4	-	-	7	5	-	1
Verviers	1	-	7	9	4	3	12	12	1	1
Tongres	-	-	2	-	-	-	2	-	3	3
Hasselt	1	-	5	5	-	-	6	5	-	-
Arion	-	-	6	5	-	-	6	5	2	1
Marche-en-Fam.	-	-	1	1	-	-	1	1	2	-
Neufchâteau	-	-	1	2	-	-	1	2	-	-
Namur	1	-	7	3	-	1	8	4	-	-
Dinant	3	4	3	2	-	-	6	6	1	1
Totaux :	84	30	245	192	21	22	350	244	114	96
B. Appel										
Bruxelles	-	-	2	1	-	1	2	2	-	1
Gand	-	-	2	3	-	-	2	3	-	2
Liège	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Totaux :	-	1	4	4	-	1	4	6	-	3

TABLEAU 2. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS REINTEGRES DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE
PATERNELLE - ARTICLE 7

ARRONDISSEMENTS 1	Demandes en réintégration accueillies								Demandes en réintégration rejetées	
	Déchéance de droit (Art. 1er)		Déchéance facultative (Art. 3 et 4)				Total (Art. 1, 3 et 4)			
			En tout		En partie					
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
A. Première instance										
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	-	1	1	-	-	1	1	2	-
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	1	1	-	-	1	1	-	-
Mons	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Charleroi	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	-	-	1	2	-	-	1	2	-	1
Courtrai	1	-	1	-	-	-	2	-	-	1
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	2	-	1	-	3	-	1	3
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Verviers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Arlon	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-
Marche-en-Fam.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dinant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	1	1	8	6	1	-	10	7	4	8
B. Appel										
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	1	-	-	-	-	-	1	-	2
Totaux :	-	1	-	-	-	-	-	1	-	2

TABLEAU 3. - DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE
MESURES PRISES A L'EGARD DES ENFANTS. - NATURE DES DECISIONS
NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS - ARTICLE 5 et 6

NATURE DES DECISIONS 1	Enfants confiés à la mère		Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée		Total par sexe		TOTAL GENERAL 8
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
	2	3	4	5	6	7	
I. Mesure de garde	8	1	232	194	240	195	435
II. Décisions définitives :							
A. Du conseil de famille	55	45	228	234	283	279	562
B. Du tribunal	31	27	233	260	264	287	551
III. Décisions modificatives	7	10	288	314	295	324	619
Totaux :	101	83	981	1.002	1.082	1.085	2.167

TABLEAU 4. - DECISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES A LA DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

COURS D'APPEL	Confirmatives										Infirmatives						
	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs		accor- dant la réin- tégra- tion	Total	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs		accor- dant la réin- tégra- tion	Total			
	en tout	en partie		en tout	en partie			en tout	en partie								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
Bruxelles	2	1	1	1	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	
Gand	4	-	-	-	-	-	-	4	2	-	-	-	-	-	-	2	
Liège	1	-	-	-	-	-	2	3	-	-	-	-	-	1	-	1	
Total :	7	1	1	1	-	-	2	12	2	-	-	-	-	1	-	3	

Tableau 5. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - MOUVEMENT DE LA

FAMILIAUX, DANS LES ETABLISSEMENTS D'EDUCATION ET SPECIAUX

POPULATION PENDANT L'ANNEE - SITUATION AU 31 DECEMBRE 1958 DES PLACEMENTS

PRIVES, ET DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT.

NATURE DU PLACEMENT	Entrés			Sortis							Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de													
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pen- dant l'année	Total	Mineurs qui par décision du Procureur ou du Roi ont été soumis à une autre mesure ou rendus à leurs parents	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expi- ration de terme	Trans- férés dans un autre établis- sement de l'Etat	Total des sortis	Moins de 1 an	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 ans et plus	Total des mineurs restant au 31 décembre
														an à - de 2 ans	ans à - de 3 ans	ans à - de 4 ans	ans à - de 5 ans	ans à - de 6 ans	ans à - de 7 ans	ans à - de 8 ans	ans à - de 9 ans	ans à - de 10 ans			24	25
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Placements familiaux																								
Garçons	521	136	657	31	-	-	-	6	-	24	-	61	137	108	103	78	48	33	16	6	13	9	45	596
Filles	578	167	745	87	1	1	-	-	-	36	-	125	148	119	97	76	42	30	24	12	17	12	43	620
Ensemble :	1.099	303	1.402	118	1	1	-	6	-	60	-	186	285	227	200	154	90	63	40	18	30	21	88	1.216
Placem. au trav. chez un part.																								
Garçons	168	45	213	23	1	-	-	17	-	14	-	55	51	39	28	19	13	5	3	-	-	-	158	
Filles	374	155	529	100	-	1	-	-	-	81	-	182	123	93	59	43	18	7	2	-	-	2	347	
Ensemble :	542	200	742	123	1	1	-	17	-	95	-	237	174	132	87	62	31	12	5	-	-	-	2	505
Etablissements d'éducation privés:																								
Garçons	1.850	516	2.366	306	4	2	-	33	-	26	-	371	421	364	292	257	171	150	80	66	51	51	92	1.995
Filles	1.715	491	2.206	271	8	1	-	-	-	36	-	316	462	321	238	225	147	147	75	84	46	46	99	1.890
Ensemble :	3.565	1.007	4.572	577	12	3	-	33	-	62	-	687	883	685	530	482	318	297	155	150	97	97	191	3.885
Etablissements spéciaux privés :																								
Garçons	274	81	355	26	-	1	3	-	-	10	-	40	65	45	40	31	32	20	20	14	6	6	36	315
Filles	315	82	397	14	-	-	2	-	-	14	-	30	68	65	42	34	30	34	23	13	10	11	39	367
Ensemble :	589	163	752	40	-	1	5	-	-	24	-	70	131	110	82	65	62	54	43	27	16	17	75	682
Etablissement de l'Etat																								
Garçons	16	5	21	11	1	-	-	-	-	-	1	13	1	6	1	-	-	-	-	-	-	-	-	8
Filles	11	18	29	10	1	-	2	-	-	-	-	13	8	5	2	1	-	-	-	-	-	-	-	16
Ensemble :	27	23	50	21	2	-	2	-	-	-	1	26	9	11	3	1	-	-	-	-	-	-	-	24
Etablissements spéciaux de l'Etat																								
Garçons	9	27	36	18	3	-	2	3	-	-	6	32	3	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Filles	9	13	22	8	-	-	-	-	-	-	11	19	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Ensemble :	18	40	58	26	3	-	2	3	-	-	17	51	6	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Total																								
Garçons	2.838	810	3.648	415	9	3	5	59	-	74	7	572	678	582	465	385	264	208	119	86	70	66	173	3.076
Filles	3.002	926	3.928	490	10	3	4	-	-	167	11	685	810	603	438	379	237	218	124	109	73	69	183	3.243
Ensemble :	5.840	1.736	7.576	905	19	6	9	59	-	241	18	1.257	1.488	1.165	903	764	501	426	243	195	143	135	356	6.319

TABLEAU 6. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNES OU MARTYRS ET ADULTERINS DE GUERRE - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moral, abandonnés, rec. par les comités de patronage et les sociétés protectrices des enfants, martyrs	Enfants adultes	
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total				
																2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1																
Bruxelles	145	161	306	348	50	398	87	22	109	1	2	3	816	46	-	
Louvain	1	20	21	65	4	69	14	1	15	-	-	-	105	-	-	
Nivelles	17	35	52	53	3	56	54	1	55	-	1	1	164	12	1	
Anvers	13	135	148	285	18	313	35	10	45	-	-	-	506	10	-	
Malines	17	40	57	231	5	236	4	8	12	1	1	2	307	10	1	
Turnhout	1	12	13	89	-	89	11	-	11	-	-	-	113	-	-	
Mons	10	38	48	147	10	157	48	5	53	-	1	1	259	6	-	
Charleroi	71	127	198	497	13	510	68	13	81	1	2	3	792	69	-	
Tournai	15	37	52	103	11	114	19	7	26	1	-	-	193	36	-	
Gand	41	46	87	158	26	184	18	3	21	-	1	1	293	14	-	
Audenarde	3	21	24	65	1	66	6	-	6	-	-	-	96	26	-	
Termonde	5	34	39	187	19	206	3	-	3	-	-	-	248	5	-	
Bruges	7	42	49	92	13	105	12	3	15	-	1	1	170	3	-	
Courtrai	4	19	23	131	15	146	27	15	42	-	-	-	211	8	-	
Furnes	14	25	39	98	6	105	15	1	16	-	-	-	160	-	-	
Ypres	11	24	35	61	18	79	3	2	5	-	2	2	121	1	-	
Liège	61	136	197	434	15	449	57	7	64	3	9	12	722	12	-	
Huy	6	19	25	82	1	83	5	2	7	-	-	-	115	50	-	
Verviers	24	26	50	132	3	135	23	2	25	-	-	-	210	42	-	
Tongres	5	7	12	30	1	31	9	1	10	-	-	-	53	-	-	
Haselt	5	32	37	77	5	82	-	-	-	-	-	-	119	21	-	
Arlon	8	13	21	39	1	40	3	2	5	-	-	-	66	2	-	
Marche-en-fam.	21	9	30	4	1	5	1	-	1	-	-	-	36	7	-	
Neufchâteau	4	18	22	22	1	23	9	-	9	-	-	-	54	-	-	
Namur	48	53	101	111	9	120	37	3	40	-	1	1	262	13	-	
Dinant	1	34	35	81	3	84	3	3	6	-	3	3	128	13	2	
Totaux :	558	1.163	1.721	3.633	252	3.885	571	111	682	7	24	31	6.319	406	4	

Chapitre II

TABLEAU 7. - MINEURS SIGNALES AUX PARQUETS. - ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Implicés dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour						Total des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper							
	Implicés dans les affaires entrées au parquet avant le 1er janvier		mendicité et vagabondage (Art. 13)		Inconduite (Art. 14)		prostitution, débauchage, jeu, occupation et trafics dangereux (Art. 15)		faits, qualifiés infractions (Art. 16)		Total			
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
1														
Bruxelles	278	124	197	141	311	102	115	103	2,632	792	3,255	1,138	3,533	1,262
Louvain	2	6	8	5	52	22	21	15	380	109	461	151	463	157
Nivelles	33	6	1	-	73	50	2	3	415	37	491	90	524	96
Anvers	7	14	58	11	196	69	3	43	2,100	571	2,357	694	2,364	708
Malines	22	26	2	-	9	5	2	2	466	186	479	193	501	219
Turnhout	19	10	1	1	5	3	-	-	1,059	290	1,065	294	1,084	304
Mons	53	10	8	11	18	28	27	55	853	179	906	273	959	283
Charleroi	36	26	32	28	54	47	71	128	869	248	1,026	451	1,062	477
Tournai	2	-	4	3	15	18	18	27	312	64	349	112	351	112
Gand	18	5	55	21	54	35	39	55	1,349	236	1,497	347	1,515	352
Audenarde	39	8	3	3	25	27	-	5	369	71	397	106	436	114
Termonde	50	19	4	-	42	28	286	77	333	86	665	191	715	210
Bruges	106	79	3	3	58	47	54	77	763	182	878	309	984	388
Courtrai	31	16	16	9	26	29	41	33	705	140	788	211	819	227
Furnes	16	5	2	-	21	14	10	11	212	54	245	79	261	84
Ypres	14	7	-	-	7	7	-	-	260	85	267	92	281	99
Liège	117	43	97	62	60	56	48	86	1,129	183	1,334	387	1,451	430
Huy	30	13	6	11	28	37	9	24	208	44	251	116	281	129
Verviers	11	6	-	-	59	49	4	3	333	55	396	107	407	113
Tongres	86	26	7	-	21	12	36	19	759	217	823	248	909	274
Haselt	19	1	-	-	30	13	1	17	1,367	458	1,398	488	1,417	489
Arlon	12	2	3	5	2	2	3	-	69	10	77	17	89	19
Marche-en-Famenne	17	6	-	-	9	5	1	-	63	19	73	24	90	30
Neufchâteau	8	2	-	2	7	5	4	9	104	30	115	46	123	48
Namur	-	-	12	5	21	20	2	26	472	89	507	140	507	140
Dinant	-	-	1	1	6	6	2	5	205	56	214	68	214	68
Totaux :	1,026	460	520	322	1,209	736	799	823	17,786	4,491	20,314	6,372	21,340	6,832

TABLEAU 8. - AFFAIRES TRANCHEES PAR LE PARQUET. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déferés au juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	2.872	915	-	-	445	215	216	132	3.533	1.262
Louvain	379	131	6	5	74	18	4	3	463	157
Nivelles	404	59	-	1	102	35	18	1	524	96
Anvers	1.887	477	2	1	450	219	25	11	2.364	708
Malines	443	163	-	-	57	55	1	1	501	219
Turnhout	983	280	8	1	23	4	70	19	1.084	304
Mons	736	140	-	-	100	74	123	69	959	283
Charleroi	776	290	1	2	225	164	60	21	1.062	477
Tournai	302	82	6	-	40	28	3	2	351	112
Gand	1.218	262	-	1	253	79	44	10	1.515	352
Audenarde	394	96	1	-	20	14	21	4	436	114
Termonde	552	134	1	2	110	52	52	22	715	210
Bruges	708	203	2	-	142	102	132	83	984	388
Courtrai	665	188	1	1	70	17	83	21	819	227
Furnes	193	65	3	1	40	9	25	9	261	84
Ypres	224	76	-	-	12	13	45	10	281	99
Liège	1.191	283	-	-	259	122	91	25	1.451	430
Huy	171	61	2	-	83	59	25	9	281	129
Verviers	304	82	8	1	83	23	12	7	407	113
Tongres	736	227	1	-	115	28	57	19	909	274
Hasselt	1.262	459	-	-	134	29	21	1	1.417	489
Arlon	69	9	1	-	11	6	8	4	89	19
Marche-en-Famenne	67	17	1	-	10	-	12	13	90	30
Neufchâteau	108	34	2	3	4	3	9	8	123	48
Namur	413	101	5	2	80	28	9	9	507	140
Dinant	140	26	2	9	72	33	-	-	214	68
Totaux :	17.107	4.860	53	30	3.014	1.429	1.166	513	21.340	6.832

TABLEAU 9. - MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU A S'OCCUPER

RESULTATS. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs déferés aux juges d'instruction						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants par le juge d'instruction		Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1er janvier		Pendant l'année		Total		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	2	-	6	5	8	5	4	2	4	3	-	-
Nivelles	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-
Anvers	-	-	2	1	2	1	-	-	1	-	1	1
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	1	8	1	8	2	6	-	1	-	1	2
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	1	-	1	2	2	2	-	2	1	-	1	-
Tournai	-	-	6	-	6	-	-	-	6	-	-	-
Gand	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	-	-
Audenarde	1	1	1	-	2	1	-	-	2	1	-	-
Termonde	1	-	1	2	2	2	1	-	-	-	1	2
Bruges	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-
Courtrai	-	1	1	1	1	2	1	2	-	-	-	-
Furnes	8	2	3	1	11	3	3	1	7	2	1	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	2	-	2	-	2	-	-	-	-	-
Verviers	2	1	8	1	10	2	3	-	7	2	-	-
Tongres	1	-	1	-	2	-	1	-	1	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	12	1	1	-	13	1	-	-	1	-	12	1
Marche-en-Fam.	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Neufchâteau	2	-	2	3	4	3	3	-	8	1	3	3
Namur	4	2	5	2	9	4	-	-	6	1	3	-
Dinant	-	-	2	9	2	9	-	-	2	9	-	-
Totaux :	34	9	53	30	87	39	24	7	42	22	22	9

TABLEAU 10. - I. - MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNÉES - DUREE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN - ARTICLES 28, 29, 30 ET 32, § 5.

- 14 -

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées						Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de																	
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois		1 an et plus			
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	25	
Bruxelles	9	5	116	81	2	4	-	-	127	90	8	9	45	26	34	20	12	4	-	3	1	1	63	
Louvain	-	-	4	11	-	-	-	-	4	11	1	-	-	-	2	1	2	-	-	1	-	-	2	
Nivelles	-	-	3	3	-	-	-	-	3	3	-	-	1	1	3	3	-	1	-	-	-	-	5	
Anvers	3	12	30	43	-	-	-	-	33	55	3	2	7	7	19	21	4	6	1	1	1	4	5	
Malines	-	-	-	7	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	33	38	
Turnhout	-	-	-	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	1	1	1	-	-	1	1	-	1	2	
Mons	-	2	12	37	-	-	-	-	12	39	-	1	-	3	1	12	3	8	2	-	-	6	26	
Charleroi	13	12	24	49	1	-	-	-	38	61	3	5	11	11	15	23	1	3	-	-	-	30	42	
Tournai	-	1	8	4	-	-	-	-	8	5	2	1	2	-	5	5	-	-	1	-	-	10	6	
Gand	7	4	33	31	-	-	-	-	40	35	7	2	5	2	16	22	5	7	3	1	-	36	34	
Audenarde	-	-	-	3	-	1	-	-	-	4	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-	2	2	
Termonde	-	-	7	11	-	-	-	-	7	11	-	-	3	5	1	3	-	-	-	-	-	4	8	
Bruges	1	-	4	8	-	-	-	-	5	8	-	-	3	3	2	1	3	1	-	2	1	8	5	
Courtrai	2	-	2	6	-	-	-	-	4	6	-	-	2	-	1	6	1	-	-	-	1	5	6	
Fumes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Liège	9	1	12	16	-	1	3	1	24	19	3	4	1	3	10	2	1	-	-	-	1	16	9	
Huy	2	-	9	15	-	-	-	-	11	15	3	1	2	4	1	2	1	-	-	-	-	7	7	
Verviers	-	-	3	3	-	-	-	-	3	3	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	1	
Tongres	-	1	1	4	4	-	-	-	5	5	-	-	1	1	3	2	1	1	1	1	-	7	6	
Hasselt	-	-	-	6	-	-	-	-	-	6	-	-	-	3	-	1	-	-	-	-	-	7	4	
Arlon	-	1	-	3	-	-	-	-	-	4	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
Marche-en-Famenne	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Neufchâteau	-	-	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Namur	2	10	11	-	-	-	-	-	10	13	2	2	3	6	2	3	1	-	-	-	-	8	11	
Dinant	-	-	1	14	-	-	-	-	1	14	-	1	-	-	2	2	-	1	-	1	2	4	7	
Totaux :	46	41	282	371	7	6	3	1	338	419	34	30	86	75	118	133	36	32	7	13	5	5	286	288

- 15 -

Tableau 10. II. - MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES, DUREE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN - ARTICLE 21 § 1^{er}

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées										Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de											
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Total		Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois		1 an et plus		Total	
	G. M	F. M	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Bruxelles	-	-	2	-	48	15	50	15	-	-	1	-	17	7	5	4	-	-	-	-	23	11
Louvain	-	-	-	-	5	2	5	2	-	1	-	-	4	-	1	-	-	-	-	-	5	1
Nivelles	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	-	-	-	25	2	25	2	3	1	7	2	6	1	3	-	-	-	-	-	19	3
Malines	-	-	-	1	3	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Turnhout	-	-	-	-	2	1	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Mons	-	-	-	-	13	2	13	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-
Charleroi	-	-	-	-	19	8	19	8	3	1	3	1	10	2	1	-	-	-	-	-	14	6
Tournai	-	-	-	-	7	3	7	3	-	-	2	-	2	2	-	-	-	-	-	9	1	2
Gand	-	-	-	-	8	1	8	1	-	-	4	-	6	-	1	1	-	-	-	6	-	1
Audenarde	-	-	-	-	4	1	4	1	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	4	-	-
Termonde	-	-	-	-	8	-	8	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	4	-	-
Bruges	-	-	1	-	11	3	12	3	1	-	1	-	3	1	2	-	2	-	-	5	3	5
Courtrai	-	-	-	-	21	10	21	10	-	-	1	-	4	5	5	-	-	-	-	10	5	-
Fumes	-	-	-	-	-	3	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	23	14	23	14	3	-	5	2	9	2	3	4	-	-	-	22	8	2
Liège	-	-	-	-	2	1	2	1	-	-	-	-	2	1	-	1	-	-	-	3	-	-
Huy	-	-	-	-	5	1	5	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Verviers	-	-	-	-	12	3	12	3	-	-	2	-	12	-	-	-	-	-	-	14	-	-
Tongres	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Hasselt	-	-	-	-	4	1	4	1	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Arlon	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	5	2	5	2	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	7	1	7	1	-	-	1	-	7	1	-	-	-	-	-	2	1	1
Namur	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	1	1	1
Dinant	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-	-	4	-	1	-	-	-	-	1	-	-
Totaux :	-	-	3	1	248	72	251	73	8	8	5	28	8	86	21	21	11	4	1	-	147	46

M G = Garçons - F = Filles

Tableau 11 - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES PAR ARRONDISSEMENT -

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits qui a prononcé la

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à ou une institution de charité ou ment pu- pri- (Art. 13)
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Remise instance									
Wavre (M. de)	292	197	-	-	86	31	7	4	59
Louvain	62	13	-	-	42	7	-	-	7
Nivelles	52	17	4	1	28	3	-	1	2
Andoy	213	75	7	3	48	12	7	7	25
Maffles	13	8	3	1	2	2	-	-	2
Tinthon	24	6	-	-	15	4	-	1	-
Mons	89	56	-	-	27	20	-	-	4
Charleroi	156	92	11	-	75	27	11	3	41
Tournai	28	22	-	-	15	8	3	1	-
Gand	124	68	3	-	46	24	4	2	28
Audenarde	21	9	-	-	9	2	-	-	4
Tournai de	35	18	6	-	-	-	-	-	7
Wavre	123	47	12	1	71	23	-	-	4
Orignol	97	45	3	-	54	28	1	-	4
Limas	14	3	-	-	13	3	-	-	-
Ypres	12	12	-	-	9	7	-	-	-
Liège	111	34	-	-	56	2	3	2	13
Huy	40	14	-	-	26	3	2	-	6
Stavelot	26	5	-	-	9	2	-	-	1
Tongres	100	15	-	-	53	3	3	-	5
Hasselt	45	14	1	-	26	6	-	-	8
Aix	4	1	-	-	1	-	-	-	1
Maison en Famenne	3	-	-	-	1	-	-	-	1
Natoharaau	1	3	-	-	-	-	-	-	-
Namur	47	19	8	-	14	5	-	-	4
Dinant	7	9	-	-	-	-	-	-	2
Total	1.739	705	58	6	710	285	43	22	238
Andoy	4	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	6	-	-	-	-	-	-	-	3
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tournai	10	-	1	-	1	-	-	-	4

4. 67 mineurs jugés par le Tribunal des enfants n'ont pas été recensés

ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37

distincts ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement mesure la plus grave

une société titution de d'enseigne- blique ou vée (Art. 14, 15, 17)	Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou pri- vé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condam- nation (Art. 37)	
	Conditionnellement (liberté surveillée)		Non conditionnellement							
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
39	112	21	14	9	14	3	292	107	-	-
4	11	2	2	-	-	-	62	13	-	-
1	16	10	1	-	1	1	48	16	-	-
27	107	23	15	2	4	1	206	72	-	-
-	7	5	-	-	-	-	10	7	-	-
1	9	-	-	-	-	-	24	6	-	-
21	57	24	2	-	1	1	89	56	-	-
52	1	1	12	6	1	1	145	92	-	-
4	5	12	2	2	1	-	28	22	-	-
36	34	14	6	2	1	-	121	68	-	-
1	2	3	6	-	-	-	21	9	-	-
12	11	2	5	1	4	2	29	18	-	-
4	26	16	3	4	1	-	111	39	-	-
7	26	11	8	7	1	-	94	45	-	-
-	1	-	-	-	-	-	14	3	-	-
-	2	5	1	-	-	-	12	12	-	-
3	43	20	16	7	-	-	111	34	-	-
7	3	3	3	1	-	-	40	14	-	-
2	15	-	1	1	-	-	28	5	-	-
5	27	4	12	-	-	1	100	15	-	-
4	8	4	2	-	-	-	44	14	-	-
-	1	-	-	1	-	-	4	1	-	-
-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-
1	1	1	-	1	-	-	1	3	-	-
4	19	7	2	3	-	-	39	19	-	-
3	2	3	2	1	-	1	7	9	-	-
238	546	191	115	48	29	11	1.681	699	-	-
-	-	-	-	-	2	-	4	-	-	-
-	1	-	1	-	-	-	5	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	1	-	2	-	9	-	-	-

TABLEAU 12. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'AGE. - ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22 et 23.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui avaient la garde de (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privé (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21 § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	141	49	9	-	69	29	2	1	28	15	27	3	-	6	1	132	49	
De 10 à moins de 11 ans	104	28	4	-	53	16	1	-	23	9	12	2	1	5	1	100	28	
De 11 à moins de 12 ans	138	36	10	-	79	14	1	1	18	10	20	9	8	2	2	128	36	
De 12 à moins de 13 ans	185	53	10	2	93	15	1	-	28	21	38	13	10	5	2	175	51	
De 13 à moins de 14 ans	250	99	3	1	147	36	3	2	32	31	47	25	13	5	1	247	98	
De 14 à moins de 15 ans	281	149	2	1	121	38	6	8	36	34	91	55	22	3	2	279	148	
De 15 à moins de 16 ans	312	142	4	-	119	33	10	1	29	52	124	41	26	-	2	308	142	
De 16 à moins de 17 ans	173	73	7	-	14	3	10	6	24	34	99	18	17	2	-	166	73	
De 17 à moins de 18 ans	155	76	9	2	10	5	9	3	20	32	88	25	18	1	-	146	74	
Totaux :	1.739	705	58	6	710	189	43	22	238	238	546	191	115	29	11	1.681	699	

(*) 67 mineurs jugés par le Tribunal des enfants de Bruxelles n'ont pas été recensés.

TABLEAU 13. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui avaient la garde de (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privé (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité	106	57	-	-	39	14	5	1	26	25	26	11	6	6	4	-	106	57
Inconduite	454	226	14	2	6	-	22	14	84	114	249	65	65	28	14	3	440	224
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	38	76	-	-	19	11	1	-	5	29	11	28	1	5	1	3	38	76
Faits qualifiés infractions : contre l'autorité	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
contre les moeurs	185	148	16	1	71	49	2	6	18	31	64	55	12	4	2	2	169	147
contre les moeurs	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
les personnes { crimes	104	8	7	-	76	4	-	-	4	1	14	3	3	-	-	-	97	8
{ délits	23	1	2	-	11	1	1	-	2	-	7	-	-	-	-	-	21	1
les { incendies	659	93	12	-	398	52	9	-	65	19	144	16	25	5	6	1	647	93
propriétés { vols	3	1	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	3	1
escroqueries	61	14	6	2	34	7	-	-	6	3	14	2	-	-	1	55	12	
d'autre nature	104	81	1	1	54	50	3	1	28	16	16	11	1	-	1	103	80	
Infraction à la loi scolaire	1.739	705	58	6	710	189	43	22	238	238	546	191	115	48	29	1.681	699	
Totaux : (*)																		

(*) 67 mineurs jugés par le Tribunal des enfants de Bruxelles, n'ont pas été recensés.

TABLEAU 14. - RESULTATS DEFINITIFS DES AFFAIRES TERMINEES.

NATURE ET POURCENTAGE DES DECISIONS INTERVENUES

Nature des décisions	Nombre	Pourcentage
1	2	3
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	22.061	90,26
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	899	3,68
Mineurs placés chez un particulier	65	0,27
Mineurs placés dans une institution privée	476	1,95
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	737	3,01
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	163	0,67
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état	40	0,16
Totaux :	24.441	100,00

TABLEAU 15. - ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIF, REVISIONS TRIENNALES A L'EGARD DES MINEURS - NATURE DE LA DECISION NOUVELLE, ARTICLE 31.

ARRONDISSEMENTS	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	108	80	2	5	47	30	29	25	91	61	56	29	41	26	374	256
Louvain	3	2	-	-	5	2	2	2	-	2	3	1	-	-	13	9
Nivelles	3	2	14	5	4	2	3	4	4	7	4	4	-	1	32	25
Anvers	11	36	19	8	56	24	39	42	29	45	45	20	7	6	206	181
Malines	22	6	53	15	4	6	-	3	2	2	3	-	-	-	84	32
Turnhout	-	1	-	-	13	4	-	3	4	2	2	3	-	-	20	13
Mons	6	14	53	74	20	21	5	14	8	19	7	2	6	2	105	146
Charleroi	71	71	122	59	14	13	55	57	47	72	39	25	21	15	369	312
Tournai	3	5	27	9	8	11	9	9	13	10	9	2	4	3	73	49
Gand	8	4	1	4	20	21	14	22	26	13	20	7	7	2	96	73
Audenarde	2	4	-	-	5	5	3	3	1	5	4	1	-	2	15	20
Termonde	3	2	-	2	10	19	-	8	2	7	3	2	-	-	18	40
Bruges	3	-	4	2	8	8	1	2	7	7	9	7	1	1	33	27
Courtrai	1	2	-	1	7	8	5	11	3	2	7	2	-	1	23	27
Fumes	-	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Ypres	-	1	-	-	1	3	-	-	-	-	1	1	-	-	2	5
Liège	14	8	-	1	26	10	19	18	17	16	40	19	7	11	123	83
Huy	1	1	-	-	3	7	4	7	3	4	2	8	3	1	16	28
Verviers	-	-	-	-	6	6	1	5	2	3	7	5	-	1	16	20
Tongres	-	2	-	-	19	11	5	1	9	3	4	2	-	-	37	19
Hasselt	5	2	16	4	16	2	1	-	1	3	1	-	3	1	43	12
Arlon	1	1	-	-	5	1	-	5	2	2	-	-	-	1	8	10
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	2	2	2	-	1	6	1	1	1	1	1	-	8	10
Namur	3	7	-	6	22	9	6	10	22	10	12	16	6	1	71	59
Dinant	-	-	-	1	8	11	4	8	10	10	2	2	1	2	25	34
Totaux :	268	252	313	198	330	235	207	265	304	306	281	159	108	77	1.811	1.492

Tableau 16 - MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES ETABLISSE-

MENTS D'OBSERVATION - SITUATION AU 31 DECEMBRE

ETABLISSEMENTS	ENTRES			SORTIS							RESTANT au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de													
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	à la suite d'une décision du juge des enfants					Total	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Expiration de terme	Total des sorties	Moins de 15 jours	15 jours à - de un mois	1 mois à - de 2 mois	2 mois à - de 3 mois	3 mois à - de 6 mois	6 mois à - de 1 an	1 an et plus	Total
				Total Rendus à leurs parents	Confiés à un parent ou à un tuteur	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'Etat	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état																
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Privés																								
Woluwe Saint-Pierre : poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (Filles)	3	60	63	3	1	45	6	1	56	-	-	-	-	-	56	1	1	5	-	-	-	-	-	7
Anvers : quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (Filles)	9	79	88	2	1	5	1	-	9	3	-	-	-	-	12	5	3	8	22	28	7	3	-	76
Gand : quartier d'observation Notre Dame de la Miséricorde (Filles)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	12	139	151	5	2	50	7	-	65	3	-	-	-	-	68	6	4	13	22	28	7	3	-	83
D'Etat																								
Moll (Garçons)	134	694	828	178	32	75	203	76	564	66	-	20	28	12	690	20	27	31	33	24	3	-	-	138
Namur (Filles)	44	196	240	30	13	-	114	15	176	-	-	-	-	-	176	5	6	17	12	19	3	2	-	64
Totaux	178	890	1.068	208	45	75	317	95	740	66	-	20	28	12	866	25	33	48	45	43	6	2	-	202

Tableau 17. - MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNEE

Liberté surveillée - Placements familiaux - Etablissements d'éducation de l'Etat

NATURE DE LA MESURE	ENTRES			SORTIS						
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou renvoyés à la liberté pure et simple	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sorti par expiration de terme
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liberté surveillée	7.193	1.460	8.653	376	-	-	-	15	-	1.096
Placements familiaux	193	66	259	43	1	-	-	1	-	20
Placement au travail chez un particulier	217	188	405	140	3	-	-	22	1	12
Etablissements d'éducation privés	693	562	1.255	445	5	2	2	21	3	14
Etablissements spéciaux privés	146	90	236	71	3	-	2	-	1	5
Etablissements d'éducation de l'Etat										
Ruyssedelede-Wynghene (garçons)	154	149	303	95	14	-	3	20	-	15
Moll (garçons)	71	132	203	89	21	-	4	11	2	9
Saint-Servais (filles)	116	161	277	154	7	-	3	-	-	-
Bruges (filles)	22	90	112	60	9	-	-	-	-	-
Jumet. Home scolaire (garçons)	67	27	94	47	2	-	-	1	-	-
Wauthier-Braine (garçons)	20	97	117	37	42	-	-	1	-	-
Etablissements spéciaux de l'Etat										
Moll (établissement pour anormaux avec colonne familiale pour garçons)	26	74	100	35	6	-	3	4	-	2
Totaux										
Garçons	8.690	2.910	11.600	1.347	96	2	17	96	6	1.165
Filles	3.506	1.870	5.376	1.224	31	-	11	-	4	550
Total :	12.596	4.780	17.376	2.571	127	2	28	96	10	1.715
Bruges (asile-clinique avec maternité pour jeunes filles atteintes de maladies vénériennes)										
Mineurs	21	-	21	-	-	-	-	-	-	-
Nourissons	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-
Total	24	-	24	-	-	-	-	-	-	-

N. B. - Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans les établissements de même espèce sont cum.és. Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

SITUATION AU 31 DECEMBRE

privés - Etablissements spéciaux privés - Etablissements de l'Etat.

Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Total des sortis	Mineurs restant au 31 décembre	RESTANT au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de											
			Moins de 1 an	1 an à 2 ans	2 ans à 3 ans	3 ans à 4 ans	4 ans à 5 ans	5 ans à 6 ans	6 ans à 7 ans	7 ans à 8 ans	8 ans à 9 ans	9 ans à 10 ans	10 ans et plus	
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
-	1.487	7.188	1.515	1.179	1.151	879	779	459	434	272	181	139	178	
-	578	2.417	592	510	410	268	215	132	108	62	42	28	50	
-	65	104	48	33	11	4	2	6	-	-	-	-	1	
-	42	87	38	23	17	6	1	-	1	-	-	-	-	
-	178	227	119	52	28	17	5	5	1	-	-	-	-	
-	302	314	182	91	35	19	4	3	-	-	-	-	-	
-	492	783	364	158	116	45	33	16	14	9	2	4	2	
-	547	897	455	212	104	46	29	26	13	4	3	3	2	
-	82	219	106	48	31	14	11	3	1	3	-	-	2	
-	82	123	52	27	16	9	8	6	3	-	1	1	-	
-	147	156	98	36	13	8	-	-	-	-	-	1	-	
17	144	59	58	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
5	178	99	72	23	4	-	-	-	-	-	-	-	-	
2	71	41	37	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
4	54	40	23	14	2	1	-	-	-	-	-	-	-	
11	91	28	18	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
20	70	30	20	6	3	1	-	-	-	-	-	-	-	
52	2.810	8.790	2.367	1.537	1.355	989	830	489	450	284	184	144	182	
7	1.798	3.978	1.408	890	586	348	257	167	125	68	45	32	53	
59	4.608	12.768	3.775	2.427	1.941	1.317	1.087	658	575	350	229	176	235	
21	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
24	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation,

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE

LA MENDICITE

Année 1958

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

x

x x

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. - Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Article 2. - Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Article 3. - Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestres et échevins autorisant leur admission.

Article 4. - Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à charge de la Commission d'Assistance publique, sans préjudice des subsides de la commune en cas d'insuffisance des ressources de cette administration.

Article 5. - Les individus âgés de -de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Article 6. - Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

Article 7. - Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Article 8. - Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 9. - Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 12. - Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Article 13. - Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage.

Article 14. - Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Article 15. - Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Article 16. - Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Article 17. - Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Article 18. - Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Article 28. - Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 13 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfert dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfert dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. - La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau suivant, est obtenue en divisant les journées d'entretien par 365.

Tableau n° 1. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DÉPÔTS DE MENDICITE ET MAISONS DE REFUGE - 1958

ETABLISSEMENTS	Entrées						Sorties					Popu- lation moyenne			
	Entrées réelles			Total des entrées	Entrées après évacuation	Entrées par transfert	Elargis	Transférés	Evadés	Décédés	Total		Popu- lation au 31 décembre		
	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891		Total												
	Article 13	Article 14		Article 16											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HOMMES															
Dépôt de Wortel	-	451	-	-	451	93	7	551	140	417	15	3	575	129	135
Refuge de Wortel	-	-	-	1.033	1.033	168	2	1.203	352	777	14	11	1.154	269	252
Totaux :		451	-	1.033	1.484	261	9	1.754	492	1.194	29	14	1.729	398	387
FEMMES															
Dépôt de Saint-André	-	(1) 12	-	-	12	49	-	61	(1) 37	24	1	-	62	(1) 36	41
Refuge de Saint-André	-	-	-	(1) 15	15	73	-	88	42	33	4	-	79	(2) 35	33
Totaux :		12	-	15	27	122	-	149	79	57	5	-	141	71	74
Totaux généraux :		463	-	1.048	1.511	383	9	1.903	571	1.251	34	14	1.870	469	461

(1) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.

(2) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.

Tableau n° 2 - REPARTITION D'APRES LEURS ANTOCELENTS DES RECLUS
COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1958

ETABLISSEMENTS	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
Chiffres absolus						
HOMMES						
Dépôt de Wortel	3	26	19	26	55	129
Refuge de Wortel	38	46	25	58	102	269
Totaux :	41	72	44	84	157	398
FEMMES						
Dépôt de Saint-André	8	9	2	1	16	36
Refuge de Saint-André	21	5	1	-	6	33
Totaux :	29	14	3	1	22	69
Totaux généraux :	70	86	47	85	179	467
Pourcentages						
HOMMES						
Dépôt de Wortel	2,3	20,2	14,7	20,2	42,6	100,00
Refuge de Wortel	14,1	17,1	9,5	21,6	37,9	100,00
Totaux :	16,4	18,1	11,1	21,1	39,4	100,00
FEMMES						
Dépôt de Saint-André	22,2	25,0	5,6	1,8	44,4	100,00
Refuge de Saint-André	63,6	15,2	3,0	0,0	18,2	100,00
Totaux :	42,9	20,3	4,3	1,4	31,9	100,00
Totaux généraux :	15,0	18,4	10,1	18,2	38,3	100,00

Tableau n° 3 - REPARTITION PAR ÂGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION
DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1958

ETABLISSEMENTS	De 18 à - de 21 ans	De 21 à - de 25 ans	De 25 à - de 30 ans	De 30 à - de 35 ans	De 35 à - de 40 ans	De 40 à - de 45 ans	De 45 à - de 50 ans	De 50 à - de 55 ans	De 55 à - de 60 ans	De 60 à - de 70 ans	De 70 ans et plus	Total
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		13
Chiffres absolus												
HOMMES												
Dépôt de Wortel	-	12	21	14	10	3	27	17	21	3	1	129
Refuge de Wortel	3	19	1	23	20	42	40	48	31	23	19	269
Totaux :	3	31	22	37	30	45	67	65	52	26	20	398
FEMMES												
Dépôt de Saint-André	1	1	3	2	2	2	4	6	3	6	6	36
Refuge de Saint-André	4	4	3	4	4	2	2	4	1	5	2	35
Totaux :	5	5	6	6	6	4	6	10	4	11	8	71
TOTAUX GENERAUX:	8	36	28	43	36	49	73	75	56	37	28	469
Pourcentages												
HOMMES												
Dépôt de Wortel	-	9,3	16,3	10,8	7,8	2,3	20,9	13,2	16,3	2,3	0,8	100,00
Refuge de Wortel	1,1	7,1	0,4	8,6	7,4	15,6	14,9	17,8	11,5	8,6	7,0	100,00
Totaux :	0,8	7,8	5,5	9,3	7,6	11,3	16,8	16,3	13,1	6,5	5,0	100,00
FEMMES												
Dépôt de Saint-André	2,8	2,8	8,3	5,5	5,5	5,5	11,2	16,7	8,3	16,7	16,7	100,00
Refuge de Saint-André	11,4	11,4	8,7	11,4	11,4	5,7	5,7	11,4	2,9	14,3	5,7	100,00
Totaux :	7,0	7,0	8,5	8,5	8,5	5,6	8,5	14,1	5,6	15,5	11,2	100,00
TOTAUX GENERAUX	1,7	7,7	6,0	9,2	7,7	10,4	15,6	15,9	11,9	7,9	6,0	100,00

Tableau n° 4 - DUREE DE L'INTERNIEMENT SELON PARCOURS DES SORTIS DES ETABLISSEMENTS

- 1958 -

Dépôt de mandat

RECLUS	DUREE DE L'INTERNIEMENT															TOTAL
	Moins de 3 mois	De 3 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 12 mois	De 12 mois à - de 15 mois	De 15 mois à - de 18 mois	De 18 mois à - de 21 mois	De 21 mois à - de 24 mois	De 24 mois à - de 27 mois	De 27 mois à - de 30 mois	De 30 mois à - de 33 mois	De 33 mois à - de 36 mois	De 36 mois à - de 39 mois	De 39 mois à - de 42 mois	Plus de 42 mois	
HOMMES																
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargis par décision du Ministère de l'Intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargis par décision du Ministère de l'Intérieur prononcée :																
de 1 à 2 ans	26	28	1	9	11	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 3 à 3 ans	3	4	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 3 à 4 ans	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 4 à 7 ans	-	-	-	1	1	3	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	36	29	-	9	3	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Evadés	11	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédés	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total :	469	55	16	17	18	6	1	5	3	1	1	1	1	1	1	1
FEMMES																
Elargies par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargies par décision du Ministère de l'Intérieur	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Elargies par décision du Ministère de l'Intérieur prononcée :																
de 1 à 2 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 3 à 3 ans	-	2	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 3 à 4 ans	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 4 à 7 ans	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	8	7	4	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colloquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total :	8	16	1	9	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 4 - 1958 (suite)

B. - Maisons de refuge

RECLUS	DUREE DE L'INTERNIEMENT																			TOTAL
	Moins de 1 mois	De 1 mois à - de 2 mois	De 2 mois à - de 3 mois	De 3 mois à - de 4 mois	De 4 mois à - de 5 mois	De 5 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 7 mois	De 7 mois à - de 8 mois	De 8 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 10 mois	De 10 mois à - de 11 mois	De 11 mois à - de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au-delà	Total		
HOMMES																				
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Elargis par décision du Ministère de l'Intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transférés	25	23	17	27	18	22	18	14	14	5	1	1	38	5	38	5	43	5		
Evadés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Décédés	-	9	13	14	7	9	9	11	11	8	-	3	-	-	171	-	171	-		
Renvoyés par mesure disciplinaire	8	4	1	1	-	2	-	-	-	-	-	1	-	5	6	6	11	6		
Elargis en vertu art. 17. loi 27.11.1891	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
FEMMES																				
Elargies par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Elargies par décision du Ministère de l'Intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Transférées	4	6	4	4	5	4	2	2	2	1	-	1	-	-	28	-	28	-		
Colloquées	1	-	-	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-		
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Renvoyées par mesure disciplinaire (colloquées)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total :	727	36	32	58	57	42	64	41	41	25	9	9	38	10	1,144	10	1,154	10		

STATISTIQUE

de la

JURIDICTION du TRAVAIL

ANNEE 1958

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Institut national de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

Tableau 1 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES
APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

SIEGE DE JURIDICTION	Chambre	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O	2.885	227	248	2.053	357	257	19	217	-	21	1.415	86	1.078	-	251
	E	1.582	58	3	1.349	172	3	-	3	-	-	1.546	91	1.189	-	268
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	159	11	134	-	14
Hal	O	36	10	20	-	6	20	2	14	-	4	-	-	-	-	-
	E	7	1	4	-	2	10	-	3	-	7	-	-	-	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vilvorde	O	143	48	-	68	27	-	-	-	-	-	46	8	34	-	4
	E	32	7	-	21	4	-	-	-	-	-	18	2	11	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Louvain	O	273	44	-	135	94	-	-	-	-	-	152	4	54	-	94
	E	52	15	-	21	16	-	-	-	-	-	27	3	18	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	O	50	9	6	29	6	-	-	-	-	-	35	-	25	-	10
	E	7	-	-	7	-	-	-	-	-	-	9	-	9	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	2	-	1
Tubize	O	37	11	-	4	22	-	-	-	-	-	4	1	3	-	-
	E	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Wavre	O	92	25	-	27	36	-	-	-	-	-	25	1	22	-	2
	E	28	8	-	14	6	-	-	-	-	-	13	2	6	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Anvers	O	2.071	330	-	1.588	153	-	-	-	-	-	806	-	740	-	66
	E	655	43	-	568	44	-	-	-	-	-	412	-	339	-	73
	M	62	8	-	45	9	-	-	-	-	-	24	-	23	-	1
Malines	O	242	76	-	154	12	-	-	-	-	-	172	53	115	-	4
	E	38	10	-	28	-	-	-	-	-	-	33	8	19	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Turnhout	O	180	50	22	84	24	14	2	12	-	-	84	11	68	-	5
	E	25	4	-	19	2	-	-	-	-	-	13	2	4	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

O = Pour ouvriers; E = Pour employés; M = Mixte

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Auvélais	O	90	42	-	23	25	-	-	-	-	-	19	4	12	-	3
	E	14	5	-	5	4	-	-	-	-	-	6	-	3	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dirant	O	76	15	5	46	10	5	-	5	-	-	36	5	28	-	3
	E	11	3	-	8	-	-	-	-	-	-	10	2	6	-	2
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Philippeville	O	55	35	1	19	-	-	-	1	-	-	29	4	16	-	9
	E	9	6	-	2	1	-	-	-	-	-	4	2	2	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Le Royaume	O	14.280	5.185	603	6.844	1.648	564	56	460	-	48	5.075	427	3.730	1	917
	E	4.247	699	23	2.998	527	32	4	21	-	7	3.184	253	2.242	2	687
	M	64	8	-	47	9	-	-	-	-	-	229	12	191	-	26
Total		18.591	5.892	626	9.889	2.184	596	60	481	-	55	8.488	692	6.163	3	1.638

Tableau 1 bis - DEPÔTS DE REGLEMENT D'ATELIER ET DE DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et de règlements industriels	SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et de modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	1.981	368	Termonde	135	11
Hal	21	3	Alost	278	5
Vilvorde	46	16	Saint-Nicolas	253	6
Louvain	262	3	Bruges	-	5
Nivelles	37	4	Ostende	42	-
Tubize	20	2	Tielt	43	-
Wavre	71	1	Courtrai	478	24
Anvers	1.265	30	Mouscron	19	4
Malines	265	10	Roulers	191	45
Turnhout	331	17	Ypres	91	2
Mons	87	4	Liège	313	28
Dour	23	1	Comblain au Pont	6	-
La Louvière	92	2	Fléron	3	-
Pâturages	61	-	Huy	58	-
Sotignes	51	-	Jemeppe	20	6
Charleroi	240	11	Verviers	76	2
Binche	19	2	Eupen	98	-
Fontaine-l'Evêque	22	2	Hasselt	465	1
Tonai	46	3	Namur	50	6
Lessines	14	1	Andenne	-	-
Gand	479	253	Auvélais	22	1
Eeklo	30	-	Dirant	46	2
Audenarde	27	1	Philippeville	11	1
Renaix	19	9			
			Le Royaume :	8.276	968

Tableau 2 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL
APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT AJUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINEES			AFFAIRES restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation abandon etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	199	120	319	108	-	108	211
	pour employés	374	274	648	268	-	268	380
	mixte	32	19	51	11	-	11	40
Anvers	pour ouvriers	90	92	182	19	11	30	152
	pour employés	226	96	322	54	11	65	257
	mixte	3	6	9	3	1	4	5
Mons	pour ouvriers	12	18	30	22	5	27	3
	pour employés	23	31	54	33	12	45	9
	mixte	-	3	3	1	1	2	1
Gand	pour ouvriers	37	51	88	34	2	36	52
	pour employés	49	45	94	36	3	39	55
	mixte	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	pour ouvriers	31	37	68	29	1	30	38
	pour employés	6	31	37	25	1	26	11
	mixte	1	1	2	1	-	1	1
Liège	pour ouvriers	46	33	79	22	1	23	56
	pour employés	70	34	104	35	1	36	68
	mixte	-	7	7	5	-	5	2
Namur	pour ouvriers	2	18	20	15	-	15	5
	pour employés	3	15	18	16	1	17	1
	mixte	-	1	1	1	-	1	-
Le Royaume	pour ouvriers	417	369	786	249	20	269	517
	pour employés	751	526	1.277	487	29	496	781
	mixte	36	37	73	22	2	24	49
	Total :	1.204	932	2.136	738	51	789	1.347

STATISTIQUE DES GRACES

et de la

LIBERATION CONDITIONNELLE

ANNEE 1958

STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE

1958

PATRONAGE DES DETENUS

1. GRACES : REQUETES SOUMISES, REJET EES ET ACCUEILLIES

ANNEES	Requêtes soumises au Roi après examen par le Ministère de la Justice	Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1935	11.390	7.652	67,18	3.738	32,82
1936	9.784	6.479	66,22	3.305	33,78
1937	9.300	6.166	66,30	3.134	33,70
1938	8.275	5.468	66,08	2.807	33,92
1939	8.842	5.634	63,72	3.208	36,28
1940	5.957	3.501	57,77	2.456	41,23
1941	9.300	4.240	45,59	5.060	54,41
1942	11.783	4.392	37,27	7.391	62,73
1943	12.892	6.055	46,97	6.837	53,03
1944	10.342	5.106	49,38	5.236	50,62
1945	15.967	6.617	41,70	9.250	58,30
1946	18.654	6.706	35,94	11.948	64,06
1947	16.517	6.559	39,71	9.958	60,29
1948	18.882	7.141	37,81	11.741	62,19
1949	11.171	5.011	44,85	6.160	55,15
1950	10.715	4.885	45,59	5.830	54,41
1951	8.231	3.889	47,24	4.342	52,76
1952	11.230	3.934	35,03	7.296	64,97
1953	7.408	3.471	46,85	3.937	53,15
1954	6.389	2.931	45,90	3.458	54,10
1955	6.985	3.521	50,41	3.464	49,59
1956	7.910	3.927	49,65	3.983	50,35
1957	7.394	4.007	54,20	3.387	45,80
1958	6.819	4.236	62,12	2.583	37,88

2. LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERES

ANNEES	Sexe		Age							Etat civil			Antécédents				Nature de l'infraction dont ils purgeaient la peine								
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à - de 25 ans	de 25 à - de 30 ans	de 30 à - de 40 ans	de 40 à - de 50 ans	de 50 à - de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Marqués	Veufs	Divorcés	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Voies escroqueries, fraudes, tromperies, falsification	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions dégradations dommages
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
1955(1)	708	89	19	166	133	187	150	99	43	293	420	34	50	402	169	226	30	10	426	22	197	99	4	4	5
1955(2)	165	12	-	3	13	70	55	32	4	1	99	6	21	118	28	31	177	-	-	-	-	-	-	-	-
1956(1)	660	73	10	110	128	160	146	92	25	223	367	25	58	351	138	184	9	8	366	18	193	70	-	3	6
1956(2)	94	6	-	-	7	44	26	16	7	35	45	3	13	55	22	23	100	-	-	-	-	-	-	-	-
1957(1)	577	81	10	105	125	163	143	74	34	24	388	35	40	352	115	191	5	14	329	21	212	68	-	4	5
1957(2)	87	3	-	-	3	32	37	14	4	24	43	4	13	46	18	26	90	-	-	-	-	-	-	-	-
1958(1)	664	87	27	114	146	213	124	89	38	253	398	38	62	366	143	242	-	18	362	25	222	107	-	2	15
1958(2)	51	3	-	-	-	23	14	14	3	-	28	6	9	35	13	6	54	-	-	-	-	-	-	-	-

3. LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBÉRATIONS ACCORDEES

ANNEES	Durée de la peine											Durée du temps d'épreuve										
	Prononcée							Restant				à subir										
	Moins de 1 an	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 3 ans	de 3 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à - de 6 mois	de 6 mois à - de 1 an	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 3 ans	de 3 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	durée indéfinie	2 ans	de plus de 2 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	20 ans et plus	à perpétuité
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
1955(1)	225	211	218	71	52	6	14	163	171	158	99	24	32	31	19	529	103	118	31	5	13	
1955(2)	-	-	11	32	41	72	21	1	-	5	14	3	22	58	74	3	12	34	63	44	21	
1956(1)	152	201	212	56	40	6	6	206	165	133	86	25	21	25	12	452	97	86	29	3	6	
1956(2)	-	-	2	17	27	35	26	-	-	2	5	7	7	29	50	2	13	16	22	21	26	
1957(1)	103	254	205	45	40	3	8	172	177	145	83	17	21	26	17	441	87	90	25	7	8	
1957(2)	-	-	1	11	25	9	44	-	-	-	2	1	11	20	56	-	1	12	21	12	44	
1958(1)	122	247	260	56	50	11	16	164	252	168	112	39	20	20	26	458	150	98	21	8	16	
1958(2)	-	-	2	7	11	10	24	-	-	2	2	-	5	10	35	2	1	6	10	10	25	

(1) = Les prisons ou droit commun
 (2) = Les centres d'internement ou indisciplinés

4. - SUITE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Libérations conditionnelles révoquées						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	moins de 1 an après l'octroi	de 1 à -de 2 ans après l'octroi	de 2 à -de 3 ans après l'octroi	de 3 à -de 5 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1955(1)	35	23	20	11	-	102	825
1955(2)	2	5	12	14	-	33	2
1956(1)	25	34	28	14	-	101	915
1956(2)	1	2	4	5	-	12	6
1957(1)	28	16	35	3	-	82	910
1957(2)	-	-	6	11	-	17	3
1958(1)	25	30	32	5	-	96	690
1958(2)	-	1	2	8	-	11	36

5. - PATRONAGE DES DETENUS

ANNEES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux prévenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1955(1)	468	263	1.004	318	83	88	2.450	388
1955(2)	-	-	335	536	-	-	300	138
1956(1)	349	174	1.392	808	119	88	2.398	464
1956(2)	-	-	19	281	-	-	328	79
1957(1)	324	141	1.413	814	115	74	2.548	405
1957(2)	-	-	14	9	-	-	228	9
1958(1)	804	158	2.362	1.068	189	80	3.040	324
1958(2)	-	-	454	2	-	-	260	2

(1) = Les prisons ou droit commun

(2) = Les centres d'internement individuels.

STATISTIQUE

DE LA

DECHEANCE DU

DROIT DE CONDUIRE

UN VEHICULE

ANNEE 1958

ARRONDIS- SEMENTS	Causes et durée de															la déchéance																													
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour							de + d'1 mois à 1 an après condamnation pour								de		plus de 6 mois à 20 ans après condamnation pour					définitive après condamnation pour					Récapitulation																	
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total									
Bruxelles	-	21	366	5	-	277	8	4	682	12	83	359	28	-	155	28	2	624	15	4	-	-	-	-	-	-	42	3	-	-	-	-	-	-	-	7	31	111	727	34	3	431	80	7	1.424
Louvain	-	3	80	1	-	5	1	1	88	5	2	40	4	-	9	1	1	32	1	-	-	-	-	-	-	-	6	-	-	12	6	-	-	-	-	1	6	12	128	6	-	8	2	-	162
Nivelles	1	1	35	2	-	5	1	1	47	8	3	21	3	-	9	1	1	43	6	1	-	-	-	-	-	-	6	1	1	11	6	1	12	1	1	96									
Anvers	-	4	832	4	1	134	1	2	778	2	2	183	1	-	20	-	-	209	1	-	-	-	-	-	-	-	2	1	-	10	-	-	-	-	-	12	4	10	825	11	-	155	2	3	1.011
Malines	-	3	98	1	-	2	-	-	104	-	1	23	-	-	-	-	-	24	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	156	2	-	14	-	-	175
Turnhout	-	3	137	2	-	12	-	-	154	-	-	19	-	-	-	-	-	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	4	4	155	8	1	11	1	-	184
Mons	1	4	122	1	-	9	-	-	136	2	-	53	7	-	3	-	-	63	-	-	-	-	-	-	-	-	18	-	-	15	-	-	-	-	-	-	14	15	233	11	4	42	20	2	341
Charleroi	-	2	118	1	-	17	10	2	151	5	10	114	5	-	35	6	-	172	9	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	3	-	-	-	-	-	1	5	3	94	8	-	7	3	-	120
Tournai	-	-	65	2	-	4	-	-	71	2	3	28	5	-	8	3	-	43	4	-	-	-	-	-	-	-	10	-	1	-	-	-	-	-	-	3	24	32	571	9	-	57	3	2	698
Cand	-	13	463	1	-	90	4	-	515	16	17	106	7	-	21	1	-	170	8	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	118	1	-	10	1	1	132
Audenarde	-	-	101	1	-	10	1	-	113	-	-	17	-	-	-	-	-	17	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	4	263	3	-	71	-	1	347
Termonde	-	1	221	-	-	27	-	-	251	5	3	40	2	-	4	-	-	54	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	2	9	14	350	4	-	31	7	-	415
Bruges	1	6	212	-	-	39	3	-	261	2	8	136	2	-	-	4	-	157	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	311	5	-	21	3	-	345
Coutrai	-	2	260	3	-	4	-	-	269	3	-	61	2	-	7	-	-	76	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	-	-	-	-	1	1	2	75	6	-	5	-	-	89
Fumes	-	1	50	3	-	5	-	-	60	-	-	24	3	-	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	4	-	-	-	-	-	1	2	4	134	3	-	4	3	-	150
Ypres	-	1	73	1	-	3	-	-	80	2	2	56	1	-	-	-	-	61	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	23	62	7	4	34	6	3	411
Liège	1	30	64	-	2	20	-	-	117	7	31	207	4	-	13	5	-	270	14	1	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	17	44	3	4	14	4	4	94
Sivy	-	6	20	1	4	-	4	3	47	3	11	25	1	-	3	-	3	44	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	94	5	-	11	2	-	117
Verviers	-	-	18	1	-	4	-	-	24	2	4	76	3	-	7	1	-	92	-	-	-	-	-	-	-	-	6	1	-	-	-	-	-	-	-	1	11	31	86	1	-	7	6	-	142
Tongres	-	15	39	-	-	3	-	-	59	-	13	41	-	-	4	3	-	61	10	3	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	1	4	10	146	2	-	14	22	-	198
Hasselt	-	2	104	-	-	9	13	-	128	3	7	39	-	-	5	8	-	63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	46	2	1	15	7	-	78
Arlon	-	2	15	-	1	3	3	-	24	-	5	31	2	-	17	-	-	51	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	23	-	-	1	-	-	24
Marche-en-Famenne	-	-	13	-	-	-	-	-	13	-	-	9	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	15	2	-	3	1	-	22
Neufchâteau	-	1	13	1	-	2	-	-	17	-	-	2	1	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	5	152	6	4	42	1	2	213
Namur	-	2	69	-	2	24	-	-	99	-	2	79	2	-	17	-	-	103	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	2	83	5	2	3	5	104
Dinant	-	1	49	1	1	2	4	-	59	1	1	32	3	-	1	-	-	39	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LE ROYAUME	4	127	3.427	34	12	709	57	11	4.386	71	228	1.801	91	8	396	111	11	2.225	73	12	-	-	-	-	-	-	176	11	3	18	1	2	1	1	3	40	165	370	5.278	152	25	1.026	181	27	7.224

Années	Cause et durée de															la déchéance																														
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour							de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour							de plus de			6 mois à 20 ans après condamnation pour					définitive après condamnation pour					Récapitulation																		
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total										
	A. Nombres															absolus																														
1952	2	47	1.515	7		154		1.725	32	152	1.288	34		126			1.632	37	5	12	29			2			85	10	3	6	6				26	81	207	2.821	76		283			3.468		
1953	6	67	1.803	5		153		2.034	26	153	1.162	35		154			1.530	34	3	5	44			3			89	8	9	2	3				23	74	232	2.972	87		311			3.676		
1954	2	88	2.130	7	10	353	10	2.616	40	133	1.182	52	12	328	16		1.753	36	2	7	49			1			95	9	6	5	8	5			34	87	229	3.333	146	27	663		16	4.501		
1955	8	110	2.445	25	3	376	6	2.973	54	129	1.473	92	14	349	11		2.122	48	1	5	41	1	5		1		102	12	4	4	8	3			1	33	122	244	3.927	166	21	731		19	5.230	
1956	4	148	2.884	31		560		3.625	58	202	1.656	93		345			2.354	68	2	8	28			7			113	11	4	13	10				2	40	141	356	4.559	162		914			6.132	
1957	13	132	3.375	28	1	491	7	4.087	53	190	1.694	97	3	261	3	2	2.293	62	8	13	27			9	11	1	131	15	5	10	11				8	49	143	325	5.096	163	4	769	21	9	6.530	
1958	4	127	3.427	34	12	709	57	4.385	77	228	1.801	51	8	308	01	11	2.625	73	12	32	26	3		8	22		176	11	3	18	1	2			1	3	40	165	370	5.278	152	25	1.026	181	27	7.224
	B. Pourcentages															centages																														
1952	0,1	2,7	87,9	0,4		8,9		100	2,-	9,3	78,9	2,1		7,7			100	43,5	5,9	14,1	34,1			2,4			100	38,5	11,5	23,1	23,1				3,8	100	2,3	6,-	81,3	2,2		8,2			100	
1953	0,3	3,3	88,6	0,3		7,5		100	1,7	10,-	75,9	2,3		10,1			100	38,2	3,4	5,6	49,4			3,4			100	34,8	39,1	8,7	13,-				4,4	100	2,-	6,3	80,8	2,4		8,5			100	
1954	0,1	3,4	81,6	1,4	0,4	12,7	0,4	100	2,3	7,6	67,4	3,-	0,7	12,7	0,3		100	37,9	2,1	7,4	51,6			1,-			100	26,6	17,6	14,7	23,5	14,7	2,9		-	100	1,9	5,1	74,1	3,2	0,6	14,7		0,4	100	
1955	0,3	3,7	82,2	0,8	0,1	12,7	0,2	100	2,6	6,1	69,4	4,3	0,7	16,4	0,5		100	47,-	1,-	4,9	40,2	1,-	4,9		1,-		100	36,4	12,1	12,1	24,3	9,1	3,-		3,-	100	2,3	4,6	75,1	3,2	0,4	14,-		0,4	100	
1956	0,1	4,1	75,5	0,3		15,4		100	2,5	8,6	70,3	4,-		14,6			100	60,2	1,7	7,1	24,8			6,2			100	27,5	10,-	32,5	25,-				5,-	100	2,3	5,8	74,3	2,7		14,9			100	
1957	0,3	3,2	83,4	0,7		12,1	0,2	0,1	100	2,3	7,8	74,-	4,2	0,1	11,4	0,1	0,1	100	47,3	6,1	9,9	20,6			6,9	8,4	0,8	100	30,6	10,2	20,4	22,5		18,3		-	100	2,2	5,-	78,-	2,5	0,1	11,8	0,3	0,1	100
1958	0,1	2,9	78,2	0,8	0,3	16,1	1,3	0,3	100	2,9	8,7	68,6	3,5	0,3	11,7	3,9	0,4	100	41,5	6,8	18,2	14,8	1,7		4,5	2,5		100	27,5	7,5	45	2,5	5,-	2,5	2,5	7,5	100	2,3	5,1	73,1	2,1	0,3	14,2	2,5	0,4	100

III. Répartition d'après la sévérité de la mesure - Pourcentages

Le nombre de déchéances est encore en augmentation cette année : 7.224 contre 6.530 en 1957. La répartition selon les motifs n'a pas varié d'une façon significative. Les déchéances pour cause d'ivresse se sont cependant relativement moins nombreuses (75,1% contre 75,- en 1957); on constate le phénomène inverse pour les délits de fuite et pour les condamnations pour défaut d'assurance.

	8 jours à 1 mois	plus de 1 mois à 6 mois	plus de 6 mois	Définitive	Total
1951	51,7	45,4	2,-	0,9	100
1952	49,7	47,1	2,4	0,8	100
1953	55,3	41,6	2,4	0,7	100
1954	58,2	38,9	2,1	0,8	100
1955	56,8	40,6	2,-	0,6	100
1956	59,1	38,4	1,8	0,7	100
1957	62,1	35,1	2,-	0,8	100
1958	60,7	36,3	2,4	0,6	100

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Institut National de Statistique

44, rue de Louvain - BRUXELLES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1958

N° 3

*La reproduction des données est subordonnée
à l'indication de la source*

Septembre 1960

SOMMAIRE

Condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels	P	1
Défense sociale		105
Conseil d'Etat		111

STATISTIQUE

DES

CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

EN

1958

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCÉES

PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ANNÉE 1958

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels.

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettrait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées atteignaient le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

TABEAU 1 - 1958 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<u>Excitation à la débauche</u>	3	7	3	-	2	2						
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	3	4	1	-	3	-						
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)	-	1	1	-	-	-						
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	1	-	-	-	-	-						
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	-	1	-	-	-	1						
Bigamie (art. 391)	1	1	-	1	-	-						1
Meurtre (art. 393)	-	1	1	-	-	-						
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-						
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	1	5	1	3	-	1						
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-						
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2)	-	4	2	1	1	-						
Privation d'aliment ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-						
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406 et 407)	-	1	1	-	-	-						
Arrestation arbitraire (art. 437)	93	1.271	415	103	320	430	5	1	14		15	15
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	2	70	13	30	24	3						
Vol à l'aide de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	14	41	20	3	12	8						
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	1	8	2	3	3	-						
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	1	1	-	-	-						
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	-	1	1	-	-	-						
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	1	1	1	-	-	-						1
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	-	2	1	-	-	1						
Destruction de constructions (art. 521)	-	-	-	-	-	-						
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-						
<u>Délits</u>			5						5			
Recel d'incrimination - Epuration civique (art. 121 § 4, 123 sex., 123 non)	-	-	-	-	-	-						
Atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	1	1	-	-	-						
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	1	1	-	-	-						
Outrages aux objets d'un culte (art. 144)	-	-	-	-	-	-						2
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	4	1	-	-	-			3			
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	-	-	-	-	-						
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	-	-	-	-	-	-						
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149 L. du 13 octobre 1930 art. 18)	-	6	4	-	-	1			1			
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	137	-	-	-	-	-						
Violation du secret des dépêches télégraphiques (l. 12-10-1930, art. 19)	3	-	-	-	-	-						
Detention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	-	-	-	-	-						
Fausse monnaie - contrefaçon altération (art. 162, 163, 168, 169)	-	1	-	-	1	-						
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	-	1	1	-	-	-						
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-						
<u>Contrefaçon</u>												
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	1	17	12	-	-	1			2			
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse); sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185 à 187)	-	5	1	-	1	-			1			
Timbres-poste et autres (contrefaçon usage) (art. 188, 189)	-	1	-	-	-	-			1			
Timbres-coupons - enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-						
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant - objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	16	208	135	1	4	58			6	4		
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	-	1	-	-	-	1						
Registre des logeurs et aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-						
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	18	6	-	1	-			2	2		
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-						
Faux témoignages en justice (art. 218, 220)	3	29	20	-	4	4				1		
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-						

TABEAU 1 - 1958 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	1	6	4	-	1	1	-	-	-	-	-	-
Faux serment en manière civile (art. 226)	6	4	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	5	21	2	-	-	8	2	9	-	-	-	1
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	-	78	4	-	1	20	16	31	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaire (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	3	23	20	-	2	1	-	-	-	-	-	-
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	4	4	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	1	8	6	-	1	1	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption : offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249, 251)	42	42	16	-	2	7	1	16	-	-	-	2
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus de faire agir (art. 259)	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du code civil)	-	3	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	12	658	168	1	8	210	86	185	1	-	-	53
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	3	21	3	-	-	3	5	10	-	-	-	1
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	66	1.679	161	-	2	291	395	830	-	-	-	1
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	10	277	78	-	7	84	29	29	1	-	-	18
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	-	5	1	-	1	2	-	1	-	-	-	-
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	4	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 285 à 287)	1	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fournitures pour le compte de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	5	-	-	-	-	3	2	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (art. 299)	7	27	1	-	-	-	15	11	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gage (art. 306 à 308)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des prix des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	3	-	-	2	-	-	1	-	-	-	-
Association de malfaiteurs (art. 323, § 2 et 324)	46	252	63	1	6	91	58	73	1	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus. Négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336 et 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	9	3	-	-	5	1	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	53	148	106	17	12	13	-	-	1	-	1	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	-	4	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	3	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardien (art. 355, 356, 357, 359)	45	212	71	-	1	127	10	3	-	-	-	-
Abandon d'enfant dans le besoin (art. 360 bis, loi du 15 mai 1912, art. 60)	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 1 - 1958 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis, art. 57, L. du 15.5.1912).	4	13	4		1	1	4	3				
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369).	-	4	2	1	-	-	-	1	1			
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370, L. du 15.5.1912, art. 55).	-	2	-	-	-	-	-	-	-			
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :												
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1).	-	11	6	1	1	2	-	-	11			
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3).	-	6	1	-	1	-	-	-	-			
par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, art. 49, § 1, 52, § 3).	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Attentat aux mœurs :												
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1).	35	66	38	2	10	12	1	-	49			
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381).	4	3	1	-	-	1	1	-	2			
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380).	1	1	1	-	-	-	-	-	-			
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381).	47	203	118	30	92	31	-	3	220			2
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis).	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381).	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter).	-	1	1	-	-	-	-	-	-			
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381).	21	132	44	1	3	80	3	1	9			1
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater).	1	2	-	-	-	2	-	-	-			
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382.	-	47	15	1	2	11	5	12	-			
Écrits ou images. Vente, impression, annonces, etc. (art. 383 § 1, 3, 4, art. 384).	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Publications (L. du 11.4.1936, arrêté du 29 mai 1936).	-	2	2	-	-	-	-	-	-			
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383 § 5.9).	4	3	-	-	-	2	-	1	-			
Paroles obscènes (art. 383, § 2, L. du 29.1.1905).	-	881	472	-	24	207	114	54	45			4
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386).	12	39	22	-	3	11	2	1	-			
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2, L. du 15.5.1912, art. 53).	-	2	-	-	-	-	2	-	-			
Outrage public aux mœurs : images, figures ou objets indécents (art. 386 bis).	-	4.125	336	-	-	110	1.098	2.511	-			
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389).	81	488	155	-	1	274	27	28	1			
Abandon de famille (art. 391 bis).	906	4.585	16	11	67	693	127	1.911	1			
Coups et blessures (art. 398, 399, 400 § 1 et 410).	-	1	-	1	-	-	-	-	1			
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400 § 1, 410, § 2).	3	9	6	-	1	2	-	-	-			
Privation volontaire d'aliments et soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable (art. 398, 401 bis).	-	1	-	-	-	1	-	-	-			
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405).	1	-	-	-	-	-	-	-	-			
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410).	-	1	-	-	-	1	-	-	-			
Homicide provoqué (art. 411, 414).	133	559	385	2	32	60	65	29				198
Homicide involontaire (art. 419).	1.216	10.791	638	-	14	100	2.167	6.93				69
Lésions corporelles involontaires (art. 420).	3	6	3	-	-	2	-	1				
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis).	-	1	-	-	-	-	-	1				
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421).	1	35	4	-	-	2	4	25				1
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422).	-	2	2	-	-	-	-	-				
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436).	14	93	18	-	1	20	20	24				1
Violation de domicile par un particulier avec menaces et violences (art. 439).	-	-	-	-	-	-	-	-				
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité (art. 440 - 441).	1	5	-	-	-	1	-	2				
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442).	43	-	-	-	-	-	-	-				
Calomnie envers particulier (art. 444).	5	35	15	-	-	-	6	-				
Dénonciation calomnieuse (art. 445).	-	165	26	-	-	9	62	38				
Calomnie envers corps constitués (art. 446).	-	12	5	-	-	1	2	4				
Injures par faits, écrits, images, emblèmes (art. 448).	-	2	1	-	-	-	-	1				
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448, § 2).	1	6	2	-	-	1	1	2				1
Divulgation méchante (art. 449).	-	1	-	-	-	-	1	-				
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453).	-	2	1	-	-	-	1	-				
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456).	-	-	-	-	-	-	-	-				
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459).	-	-	-	-	-	-	-	-				
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis, L. 14.5.1930, art. 3 b et c, L. 13.10.1930, art. 17).	-	-	-	-	-	-	-	-				

TABEAU 1 - 1958 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
X Vol (art. 463 à 466)	429	3,988	1,439	20	244	1,322	399	564	5	1	11	
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	17	72	40	1	5	23	2	1	-	-	-	-
Fraude dans les faillites (art. 490)	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	171	857	264	4	57	434	38	60	9	-	3	2
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	5	18	10	-	1	2	4	1	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	60	314	79	7	56	147	7	18	4	1	4	-
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (art. 498 et 499)	18	80	16	-	3	4	18	39	-	-	-	-
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	10	45	3	-	-	1	14	27	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	173	437	217	4	32	104	41	39	1	-	-	-
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	35	178	68	-	5	61	21	23	-	-	-	-
Ces frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	40	204	64	-	-	39	56	45	-	-	-	-
Grivè (art. 508 bis, L. 23, 3, 1936)	73	276	15	-	2	177	8	4	-	-	1	-
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	17	106	46	1	3	32	8	16	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512 § § 2 et suivants, 514)	2	8	3	2	2	-	-	1	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	-	16	5	-	1	2	6	2	-	-	-	-
Destruction :												
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques ou téléphones (art. 523, L. 13, 10, 30, art. 24)	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	8	64	10	-	3	4	24	23	-	-	-	-
de titres publics ou privés (art. 527)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	4	10	4	-	-	2	3	1	-	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	4	6	1	-	-	2	1	2	-	-	-	-
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
de poissons : empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	27	239	14	-	-	39	64	122	-	-	-	1
Inondation (art. 549, 550)	1	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
X Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6 ^e § 2, 463)	3	26	5	-	-	7	8	6	-	-	-	-
Contraventions de police												
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtées, corrompues, déclarées nuisibles ou falsifiées (art. 561, 2 ^e et 3 ^e L. 4.8.1890 art. 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres contraventions (sauf art. 561, 2 ^e et 3 ^e)	41	375	-	-	-	6	145	224	-	-	-	1
INFRACTIONS PREVUES PAR LES LOIS SPECIALES												
1. - Ordre et sécurité publics												
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Témoins défaillants (Code d'instruction criminelle, art. 80, 157 et 189)	14	25	1	-	1	-	2	21	-	-	-	-
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port illicite du titre d'avocat (L. 30.8.1913)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875, L. 25.3.1891, L. 28.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203, etc.)	2	42	-	-	-	-	1	41	-	-	-	-
Registres de la population (L. 2.6.1856, A.R. 30.12.1900, L. 6.2.1919, A.R. 14.10.1939)	1	7	-	-	-	-	1	6	-	-	-	-
Remise par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1872, art. 13)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements provinciaux	-	21	-	-	-	-	8	13	-	-	-	-
Attroupements (A.R. 25.4.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements communaux	4	7	-	-	-	1	2	4	-	-	-	-
Impôts (lois et règlements 11.10.1919)	145	4,169	66	32	81	177	47	3,166	-	-	-	4

TABEAU 1 - 1958 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Infractions aux arrêtés financiers du 6 octobre 1944	1	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies métalliques, Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	-	41	2	-	2	55	1	1	-	-	-	-
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	13	337	25	-	5	244	27	11	-	-	-	-
Police des étrangers (A.L. du 28.9.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	2	25	-	-	-	-	6	15	-	-	-	-
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 31.1.1946)	-	11	-	-	-	6	2	8	-	-	-	-
Organisation militaire	-	23	-	-	-	-	15	2	-	-	-	-
Pigeons militaires (L. L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	-	5	-	-	-	-	3	2	-	-	-	-
Recel de déserteurs (loi du 12.12.1817)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Milices privées interdites (loi du 29.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Domages de guerre (L.L. 1.10.1947, mod. 1.8.1952)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Fabrication, vente, etc.; port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	36	245	9	-	-	13	178	115	-	-	-	-
Armes à feu (Banc d'épreuve des) L. 24 mai 1888	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	-	135	-	-	-	3	67	53	-	-	-	2
Monuments et sites (loi du 7.8.1931)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Déclaration et mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (A.L. 10.11.1918)	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Assurance de la mortalité infantile (loi du 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (loi du 28.5.1888)	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (loi du 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	3	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (loi du 21.11.1938)	2	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (loi du 15.11.1946)	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Droit d'auteur (loi du 22.3.1886, art. 22 à 27)	7	9	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc., de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. du 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (loi du 24.10.1902, excepté art. 8)	5	115	6	-	-	2	53	54	-	-	-	-
Collectes non autorisées (loi du 6 mars 1918 ; A.R. du 22.9.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. - Santé publique												
Art de guérir (lois et règlements)	10	86	2	-	-	4	23	51	-	-	-	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (loi du 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ivresse (A.L. du 14.11.1939)	299	1 241	162	-	3	313	193	514	-	-	-	336
Prohibition de l'alcool (loi du 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	4	397	1	-	-	1	1	368	-	-	-	-
Régime de l'alcool, Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	-	5	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Régime de l'alcool, Répression des débits illicites (A.L. du 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (loi du 24.2.1921 - A.R. 31.12.1930) :												
Sauf art. 23	2	15	4	-	2	2	5	2	-	-	-	-
Seul art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution, prophylaxie des maladies vénériennes (loi du 7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5 etc)	1	30	-	-	-	-	5	25	-	-	-	-
Beurres, margarines, graisses préparées (loi du 8.7.1935)	11	129	-	-	-	2	41	55	-	-	-	-
Protection des eaux de boisson (loi du 14 août 1933, art. 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934 ; A.R. 4.2.1935)	5	5	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-

TABEAU 1 - 1958 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Réparation des accidents de travail (loi du 24.12.1903, etc.)	-	57	-	-	-	1	24	32	-	-	-	-
Réglements d'atelier (loi du 15.6.1896 ; loi du 14.6.1921 ; A.R. 20.6.1936)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrat d'emploi (loi du 7.8.1922 ; loi du 2.5.1929 ; loi du 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; loi du 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; loi du 7.4.1936)	5	36	1	-	-	-	11	24	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11 § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (loi du 30.4.1909, A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (loi du 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (arrêté du 6.7.1948)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (loi du 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; loi du 30.7.1934 ; loi du 7.7.1936)	9	4	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-
Congés annuels payés (loi du 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	11	29	-	-	-	-	11	18	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (loi du 14.6.1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	1	3	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Repos dominical (loi du 17.7.1905 ; loi du 26.5.1914 ; loi du 14.6.1921 ; loi du 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les L.L. 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la cêruse (loi du 20.5.1926)	3	38	31	-	-	2	2	3	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; loi du 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (loi du 10.2.1934 ; arrêté du 21.1.1941)	64	300	4	-	-	11	150	135	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordination du 31.3.1936)	-	17	-	-	1	-	9	7	-	-	-	-
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	9	35	-	-	-	1	3	31	-	-	-	-
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (loi du 14.7.1930 ; loi du 23.7.1932 ; arrêtés royaux d'exécution ; loi du 15.12.1937)	4	55	3	-	-	6	11	35	-	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	15	36	3	-	-	2	15	16	-	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (loi du 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. - Transport, voirie, communications												
Chemins de fer concédés ou vicinaux (loi du 12.4.1835 ; loi du 24.6.1885 ; loi du 25.7.1891, etc.)	2	8	1	-	-	2	2	3	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	182	692	7	-	-	12	236	437	-	-	-	22
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	111	1.119	90	-	1	180	234	634	-	-	-	207
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L. 1.7.56)	4	164	43	-	-	46	27	48	-	-	-	173
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1.8.1924, art. 3)	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (Loi du 1.8.1924, art. 2)	6	75	3	-	-	6	32	34	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	10	43	1	-	-	-	20	22	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	3	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1937)	5	159	-	-	-	-	20	139	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (loi du 1.3.1851, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT												
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	484	3.155	1.450	330	662	699	11	3	863	5	31	17
Délits prévus par le Code pénal	4.153	33.172	6.243	110	737	5.182	6.830	14.070	386	2	23	1.123
Contraventions de police prévues par le Code pénal	41	375	-	-	-	6	145	224	-	-	-	1
Infractions prévues par des lois spéciales	1.603	13.007	523	32	98	1.186	2.502	8.666	-	-	-	8
TOTAUX :	6.281	49.709	8.216	472	1.497	7.073	9.488	22.963	1.254	7	44	2.018

TABEAU 2 - NOMBRE ET DUREE DES SURSIS ACCORDES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGESANT EN PREMIER RESSORT - 1958

	Durée des sursis							TOTAL
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	8	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Bruxelles	3	17	-	199	1	952	1,172	
Louvain	-	42	8	360	-	172	582	
Nivelles	22	14	1	109	-	242	388	
Anvers	-	81	-	1,687	1	75	1,844	
Malines	4	43	1	263	2	83	396	
Turnhout	2	32	-	766	-	1	801	
Mons	7	25	-	502	-	231	765	
Charleroi	3	70	-	737	-	828	1,638	
Tournai	1	23	1	280	-	94	399	
Gand	2	82	2	526	-	570	1,122	
Audenarde	1	56	-	550	-	20	627	
Termonde	-	106	1	758	-	257	1,122	
Bruges	4	47	1	803	-	85	940	
Courtrai	1	183	5	308	-	235	732	
Furnes	-	131	58	15	-	5	209	
Ypres	-	55	-	178	-	330	563	
Liège	18	55	100	1,228	-	161	1,562	
Huy	15	20	-	183	-	15	233	
Verviers	11	6	160	19	-	48	244	
Tongres	-	32	7	328	-	103	470	
Hasselt	-	89	-	461	-	12	582	
Arlon	17	16	43	82	-	69	227	
Marche-en-Famenne	7	11	27	41	-	11	97	
Neufchâteau	18	19	-	38	-	28	103	
Namur	47	10	7	348	-	20	432	
Dinant	64	21	-	283	-	26	394	
Total :	247	1,286	422	11,072	4	4,673	17,704	

TABLEAU 3 - PREVENUS JUGES, EN DEGRE D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1958

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Prévenus acquittés	Total des condamnés	CONDAMNES				
				à l'emprisonnement		à l'amende		
				conditionnel	sans condition	conditionnelle	sans condition	
1	2	3	4	5	6	7	8	
INFRACTIONS JUGEES EN DEGRE D'APPEL								
Délits prévus par le Code pénal	1.197	484	713	9	2	247	455	
Contraventions de police prévues par le Code pénal	194	85	109	-	2	51	56	
Infractions prévues par des lois spéciales	8.300	2.781	5.519	95	109	1.535	3.780	
Totaux :								
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	9.691	3.350	6.341	104	113	1.833	4.291	
Récapitulation générale	55.990	6.281	49.709	8.216	9.042	9.488	22.983	
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	65.681	9.631	56.050	8.320	9.155	11.321	27.254	

TABLEAU 3 bis - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES INTERDICTIONS DE CONDUIRE, PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1958

ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions
Bruxelles	85	Gand	24	Verviers	12
Louvain	11	Audenarde	12	Tongres	8
Nivelles	8	Termonde	58	Hasselt	7
Anvers	80	Bruges	57	Arlon	12
Malines	6	Courtrai	14	Marche-en-Famenne	1
Turnhout	7	Fumes	8	Neufchâteau	1
Mons	9	Ypres	7	Namur	43
Charleroi	14	Liège	23	Dinant	5
Tournai	9	Huy	9		
				Total :	530

TABLEAU 4 - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORREC-

TIONNEL PENDANT L'ANNEE, CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1958

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	Total des pré-venus	Ac-quit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Ac-quit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Ac-quit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Ac-quit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Ac-quit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Ac-quit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Ac-quit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Ac-quit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Ac-quit-tés	Con-dam-nés
1 bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
	INFRACTIONS PREVUES														PAR LE CODE PENAL												
	Crimes														correctionnalisés												
Sûreté de l'Etat, Livraison de documents, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	55	22	33	41	16	25	37	12	25	52	21	31	40	7	33	5	2	3	21	9	12	68	11	57	11	2	9
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Rébellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :</u>																											
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	37	1	36	7	-	7	32	5	27	29	2	27	21	1	20	7	-	7	20	2	18	23	2	21	5	1	4
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :</u>																											
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	9	-	9	3	1	2	7	-	7	13	2	11	6	-	6	-	-	-	-	-	-	13	1	12	1	-	1
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	6	1	5	2	2	-	16	5	11	23	3	20	6	1	5	-	-	-	3	1	2	14	5	9	2	-	2
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Viol :</u>																											
sur personne majeure (art. 375, § 1)	5	1	4	2	-	2	7	-	7	8	-	8	3	-	3	1	-	1	-	-	-	7	1	6	1	-	1
sur mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
sur mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure par plusieurs s'entraïdant (art. 375, § 1, 377, § 5)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne de plus de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	-	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	-	-	-	5	4	1	1	1	-	1	-	1	4	1	3	-	-	-	2	1	1	2	-	2	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Contrefaçon :																											
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art 183, 184)	2	-	2	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3	1	-	1
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art 182, 185 à 187)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contre façon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres coupons enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant ; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art 198 à 207, 209)	31	-	31	7	1	6	12	1	11	23	-	23	4	-	4	-	-	-	10	1	9	15	-	15	3	-	3
Registre des aubergistes (art 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	8	3	5	4	4	-	1	-	1	11	1	10	4	2	2	-	-	-	3	3	-	8	7	1	1	-	1
Fausse déclaration par interprète ou expert (art 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subornation de témoins d'experts ou d'interprètes (art. 223)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Faux serment en matière civile (art 226)	6	3	3	-	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	4	-	4	3	-	3	1	-	1	2	1	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	4	-	4	4	-	4	-	-	-	9	-	9	2	-	2	2	-	2	5	-	5	1	-	1	2	-	2
Coalition de fonctionnaires (art. 233 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240 § 2)	10	1	9	1	-	1	3	1	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art 243 à 245)	2	2	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art 246 et 247)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces promesses offres pour corrompre un fonctionnaire (art 252)	19	1	18	-	-	-	-	-	-	6	-	6	1	-	1	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art 271 et 272)	68	3	65	7	1	6	17	1	16	86	-	86	4	-	4	31	1	30	37	3	34	32	-	32	7	-	7
Outrages envers député ministre, magistrat (art 275)	2	-	2	1	-	1	1	-	1	2	1	1	3	-	3	-	-	-	4	1	3	-	-	-	-	-	-
Outrages envers jurés ou témoins (art 275 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier, agent de l'autorité (art 276)	255	6	249	32	-	32	40	-	40	122	7	115	12	1	11	41	1	40	105	3	102	129	7	122	47	-	47
Outrages envers corps constitués (art 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	89	-	89	6	1	5	6	-	6	19	-	19	3	-	3	5	-	5	6	1	5	25	3	22	5	-	5
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art 278, 279 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY			
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	
	Contrefaçon :																											
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185 à 187)	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant ; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	14	3	11	14	8	6	12	1	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6	10	-	10	3	-	3	2	-	2	13	-	13	1	1	-	
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	1	-	1	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	2	-	2	4	4	-	5	4	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	2	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	7	6	1	1	-	1	
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	-	-	-	1	-	1	3	2	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	6	-	6	3	-	3	7	-	7	5	1	4	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	1	1	1	-	1	
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	8	2	-	2	1	-	1	3	-	3	7	-	7	1	-	1	
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Détournement par un dépositaire public (art. 240 § 2)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
Concussion par un donctionnaire public (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	1	-	1	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	4	-	4	1	-	1	34	34	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	65	1	64	29	1	28	23	1	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	62	-	62	26	-	26	11	-	11	21	-	21	73	-	73	4	-	4	
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	139	11	128	34	1	33	87	4	83	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers officier, agent de l'autorité (art. 276)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	105	4	101	86	-	86	31	3	28	41	1	40	152	4	148	20	1	19	
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	25	-	25	14	1	13	22	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	8	12	1	11	4	-	4	2	-	2	17	-	17	1	-	1	

TABEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1 ter	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Contrefaçon																								
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185 à 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant ; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	5	-	5	13	-	13	5	-	5	6	-	6	2	-	2	-	-	-	8	-	8	5	-	5
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	3	-	3	2	-	2	-	-	-	2	-	2	3	-	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240 § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3	2	-	2
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 à 247)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	1	-	1	1	-	1	9	7	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	10	-	10	14	-	14	5	-	5	10	-	10	4	-	4	3	-	3	14	-	14	7	-	7
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	4	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	39	2	37	46	3	43	20	2	18	51	-	51	15	-	15	17	-	17	58	4	54	21	1	20
Outrages envers officier, agent de l'autorité (art. 276)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	7	1	6	3	1	2	6	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bris de scellés (art. 283 à 287)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootic (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	22	2	20	14	2	12	17	4	13
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	4	-	4	-	-	-	1	-	1
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	23	3	20	1	-	1	13	6	7
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis; L. 15.5.1912, art. 60)	14	1	13	4	1	3	7	3	4
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis; art. 57, L. 15.5.1912)	1	-	1	1	1	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370; L. 15.5.1912, art. 55)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>									
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
par plusieurs (entraïnant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, art. 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>									
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	29	10	19	-	-	-	2	-	2
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	3	1	2	-	-	-	2	2	-

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
14	3	11	-	-	-	13	5	8	28	5	23	27	2	25	11	3	8
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21	2	19	1	1	-	-	-	-	27	9	18	8	3	5	12	2	10
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	3	1	-	-	-
31	5	26	1	1	-	8	4	4	25	5	20	39	13	26	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	2	6	1	-	1	-	-	-	2	-	2	20	11	9	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	3	3	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	6	-	6	5	4	1	3	-	3	6	-	6	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	9	1	8	19	3	16	16	2	14	23	1	22	14	3	11	3	1	2	5	-	5	13	1	12	5	1	4
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	21	3	18	-	-	-	24	5	19	8	3	5	14	12	2	2	2	-	4	-	4	13	-	13	-	-	
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis; L. 15.5.1912, art. 60)	10	1	9	8	-	8	4	-	4	13	5	8	16	-	16	2	-	2	1	-	1	27	3	24	6	-	6
Enlèvement de mineurs (art. 368)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis; art. 57, L. 15.5.1912)	3	2	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370; L. 15.5.1912, art. 55)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>																											
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	3	2	1	-	-	-	-	-	-	3	1	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs s'entraidant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, art. 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>																											
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	7	1	6	-	-	-	1	-	1	9	4	5	1	-	1	2	-	2	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	81	11	70	7	3	4	1	-	1
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	47	6	41	-	-	-	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, art. 384)	12	-	12	-	-	-	1	-	1
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	-	-	-	1	1	-	1	-	1
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	146	-	146	29	-	29	10	-	10
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	6	3	3	1	-	1	3	1	2
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	1.047	13	1.034	68	-	68	73	4	69
Abandon de famille (art. 391 bis)	88	-	88	10	3	7	14	-	14
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	513	45	468	258	60	198	92	11	81
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	55	4	51	26	6	20	18	-	18
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1.398	86	1.312	561	17	544	160	14	146
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	28	1	27	1	-	1	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	5	-	5	4	-	4	1	-	1
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité (art. 440 - 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	8	3	5	5	-	5	8	1	7
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	2	-	2	2	-	2	1	-	1
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
	69	3	66	-	-	-	-	-	-	30	2	28	27	4	23	11	2	9
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	14	-	12	-	-	-	1	-	1	29	5	24	28	1	27	6	2	4
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	12	-	12	-	-	-	1	-	-	1	-	1	3	-	3	3	-	3
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	87	-	87	13	-	13	32	-	32	62	-	62	58	-	58	53	-	53
	7	-	7	-	-	-	1	-	1	2	1	1	4	-	4	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	482	10	472	85	5	80	31	2	29	364	18	346	578	14	564	127	10	117
	89	11	78	9	1	8	5	1	4	35	9	26	72	12	60	9	3	6
	318	34	284	83	19	64	253	73	180	421	67	354	414	74	340	53	1	52
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
	6	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	33	5	28	5	1	4	22	4	18	24	4	29	73	17	56	19	1	18
	1.125	32	1.093	389	42	347	342	32	310	437	72	365	682	93	589	161	7	154
	1	1	-	-	-	-	-	-	-	3	2	1	1	-	1	1	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	28	1	27	1	-	1	-	-	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5	-	5	4	-	4	1	-	4	15	4	11	9	3	6	1	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	16	1	15	8	3	5	4	-	4	16	3	13	5	2	3	1	1	-
	5	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6	1	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-

TABEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
	INFRACTIONS PREVUES									PAR DES LOIS SPECIALES																	
	1. Ordre									et sécurité publics																	
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Témoins défailants (Code d'instruction criminelle (art. 80, 157 et 189)	4	-	4	2	-	2	5	-	5	-	-	-	1	-	1	-	-	-	5	-	5	12	10	2	-	-	-
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port illicite du titre d'avocat (L. 30.8.1913)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier, etc.	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875 ; L. 25.3.1891 ; L. 28.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203, etc.)	43	2	41	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Registres de la population (L. 2.6.1856 ; A.R. 30.12.1900 ; L. 6.2.1919 ; A.R. 14.10.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Dépôt par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1872, art. 13)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Règlements provinciaux	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attroupements (A.R. 25.4.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements communaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts (Lois et règlements)	888	19	869	102	4	98	61	3	58	487	20	467	70	2	68	77	9	68	186	7	179	300	6	294	43	2	41
Infractions aux arrêtés financiers du 6.10.1944	3	1	2	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Monnaies métalliques, Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	4	-	4	-	-	-	-	-	-	14	-	14	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	8	-	8
Police des étrangers (A.L. 28.9.1939)	82	1	81	1	-	1	-	-	-	76	6	70	1	-	1	2	-	2	35	2	33	32	-	32	11	-	11
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 31.1.1946)	8	-	8	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisation militaire	7	1	6	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-	-	-
Pigeons militaires (L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de déserteurs (L. 12.12.1817)	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Milices privées interdites (L. 29.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Domages de guerre (L.L. 1.10.47 mod. 1.8.1952)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente, etc. : port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	21	4	17	8	3	5	4	-	4	11	-	11	6	-	6	6	1	5	26	4	22	17	-	17	4	-	4
Armes à feu (Banc d'épreuve des) L. 24 mai 1888	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	9	-	9	7	-	7	2	-	2	10	-	10	-	-	-	5	-	5	7	-	7	15	-	15	4	-	4
Monuments et sites (L. 7.8.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déclaration et mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (A.L. 10.11.1918)	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1888)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L. 15.11.1946)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	8	3	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Droits d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	2	-	2	6	1	5	2	-	2	6	1	5	2	-	2	-	-	-	4	-	4	2	-	2	-	-	-
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918; A.R. 22.9.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

2. Santé

publique

Art de guérir (lois et règlements)	8	-	8	3	-	3	2	-	2	29	2	27	-	-	-	1	1	-	1	-	1	9	1	8	2	-	2
Loi sur l'hypnotisme (30.6.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	148	19	129	5	1	4	32	3	29	59	14	45	65	12	53	21	4	17
ivresse (A.L. 14.11.1939)	175	22	153	48	18	30	11	3	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	61	2	59	5	1	4	4	-	4	16	-	16	2	-	2	4	-	4	13	-	13	22	-	22	8	-	8
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Traffics des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (L. 24.2.1921, A.R. 31.12.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sauf art. 23	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- seul art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution. Prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939; A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	11	-	11	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Beures, margarines, graisses préparées (L. 8.7.1935)	5	-	5	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	1	-	1	9	1	8	2	-	2	11	1	10
Protection des eaux de boisson (loi du 14.8.1933, art. 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1935)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1	3	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	13	1	12	-	-	-	4	1	3	2	-	2	-	-	-	3	1	2	11	-	11	11	-	11	3	-	3
Salubrité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1888)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L. 15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	-	-	-	-	-	-	3	1	2
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	3	-	3	1	-	1	18	1	17
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918 ; A.R. 22.9.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	10	2	8	35	-	35	4	-	4	16	-	16	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

2. Santé

publique

Art de guérir (lois et règlements)	5	-	5	4	-	4	8	4	4	6	2	4	5	-	5	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	145	18	127	77	18	59	113	24	89	195	68	127	141	16	125	42	15	27	39	3	36	75	12	63	3	-	3
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	57	-	57	12	-	12	5	1	4	33	-	33	14	-	14	1	-	1	2	-	2	55	-	55	19	-	19
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Traffics des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (L. 24.2.1921, A.R. 31.12.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sauf art. 23	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
- seul art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution. Prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc)	-	-	-	-	-	-	5	-	5	1	1	-	3	-	3	5	-	5	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Beurres, margarines, graisses préparées (L. 8.7.1935)	27	2	25	-	-	-	27	1	28	19	4	15	2	1	1	13	1	12	2	-	2	4	-	4	-	-	-
Protection des eaux de boisson (loi du 14.8.1933, art. 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934 ; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	1	1	-	1	-	1	20	1	19	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Salubrité publique	1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	1	3	17	4	13	4	-	4	5	-	5	14	1	13	1	-	1
													2	-	2	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	-	1

TABEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
1 ter																								
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1888)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Enseignement primaire (art. 12)	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L. 15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Droits d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	2	-	2	2	-	2	1	-	1	1	-	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918 ; A.R. 22.9.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2. Santé publique																								
Art de guérir (lois et règlements)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	5	-	5	-	-	
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	4	19	2	-	2	5	2	3	31	2	29	13	5	8
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	11	1	10	39	13	26	22	2	20	7	-	7	2	-	2	6	-	6	19	-	19	7	-	7
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	20	-	20	4	-	4	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Trafics des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (L. 24.2.1921, A.R. 31.12.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
- sauf art. 23	-	-	-	4	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
- seul art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Prostitution. Prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	1	7	-	7	4	-	4	
Beurres, margarines, graisses préparées (L. 8.7.1935)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Protection des eaux de boisson (loi du 14.8.1933, art. 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934 ; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	-	-	-	2	1	1	5	2	3	-	-	-	2	-	2	2	-	2	2	-	2	3	-	3
Salubrité publique	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

- 70 -

- 71 -

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
	3. Commerce									et Industrie																	
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935 ; A.R. 29.12.1936 ; A.R. 28.11.1939)	44	3	41	11	4	7	21	-	21	79	14	65	7	1	6	59	3	56	26	4	22	18	5	13	17	6	11
Registre du Commerce (A.A. 30.7.1940 ; 11.8.1940; 18.10.1940)	46	-	46	2	-	2	2	-	2	8	-	8	1	-	1	14	-	14	8	-	8	4	-	4	-	-	-
Haussé anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935 ; A.L. 27.10.1939)	5	5	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	14	14	-	-	-	-
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	1	-	1	-	-	-	3	-	3	1	-	1	-	-	-	5	-	5	9	-	9	6	2	4	-	-	-
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1923)	37	3	34	-	-	-	1	-	1	7	1	6	4	-	4	13	-	13	12	-	12	3	-	3	1	-	1
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935; Code du commerce, Livre I, titre V)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	57	3	54	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 24.10.1934)	6	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935; 30.3.1936)	2	2	-	1	-	1	-	-	-	8	1	7	6	1	5	9	4	5	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L. 1.4.1879)	4	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Réglementations, distribution des carburants (A. 2.8.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)	14	2	12	8	1	7	7	1	6	67	10	57	19	3	16	45	8	37	-	-	-	3	1	2	-	-	-
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888, etc.)	13	1	12	3	-	3	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	1	2	5	-	5	-	-	-
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	2	9	-	-	-	-	-	-	36	1	35	3	-	3	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881; L. 22.5.1886)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
	4. Agriculture,									animaux, chasse, pêche																	
Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural (L. 7.10.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930; L. 5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	9	-	9	39	2	37	6	1	5	14	-	14	10	1	9	70	5	65	12	1	11	19	3	16	1	-	1
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	6	2	4	1	1	-	2	2	-	-	-	-	3	1	2	1	-	1	8	1	7	3	-	3	1	-	1
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 ; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	22	-	22	23	6	17	21	4	17	42	1	41	5	3	2	35	4	31	32	8	24	37	9	28	16	3	13
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1

5. Travail et prévoyance

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	17	-	17	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	11	-	11	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	9	-	9	-	-	-	-	-	-	4	-	4	1	-	1	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	7	2	5	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	5	2	3	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	1	4	3	1	2	33	1	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	33	2	31	4	1	3	-	-	-	25	1	24	-	-	-	2	1	1	4	-	4	39	9	30	4	-	4

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	50	4	46	3	-	3	54	10	44	60	5	55	31	4	27	21	6	15	38	5	33	1	-	1	20	2	18
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	1	4	7	1	6	6	3	3	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	56	20	36	15	4	11	56	12	44	21	6	15	19	5	14	19	6	13	11	4	7	15	-	15	27	5	22
Permis de tanderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L. 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

5. Travail et prévoyance

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	-	-	-	3	-	3	7	-	7	4	-	4	4	-	4	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L.28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L.7.4.1936)	1	-	1	5	2	3	6	1	5	2	-	2	4	-	4	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; L. 30.7.1936; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	1	-	1	2	-	2	2	-	2	3	-	3	10	2	8	1	1	-	2	2	-	-	-	-	3	2	1
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	-	-	-	2	-	2	1	-	1	11	6	5	9	-	9	-	-	-	9	-	9	131	19	112	8	1	7

TABEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	13	2	11	12	2	10	50	5	45	40	3	37	29	3	26	21	-	21	39	-	39	55	10	45
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	-	-	5	-	5	5	-	5	1	-	1	3	2	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	19	6	13	37	16	21	50	8	42	4	1	3	5	2	3	6	-	6	39	6	33	33	9	24
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L. 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

5. Travail et prévoyance

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	2	1	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936; L. 20.8.1938)	8	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	32	17	15	21	3	18	13	2	11	6	1	5	-	-	-	6	1	5	4	-	4	-	-	-

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	2	-	22	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	5	-	5	-	-	-	1	-	1	9	1	8	-	-	-	3	1	2	6	1	5	4	1	3	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	3	-	3	1	-	1	-1	-	1	9	-	9	9	1	8	4	-	4	2	2	-	7	1	6	-	-	2
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	2	4	-	4	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.8.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

6. Transport, voirie,

communications

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885 ; L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	1	1	1	-	1	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	18	5	13	19	1	18	10	-	10	44	7	37	17	1	16	4	1	3	14	1	13	48	10	38	9	1	8
Assurance obligatoire véhicules automoteurs L. 1.7.56	141	4	137	54	7	47	32	3	29	38	1	37	10	-	10	30	1	29	78	11	67	217	14	203	24	1	23
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	28	-	28	5	1	4	1	-	1	22	-	22	5	-	5	5	-	5	3	-	3	5	-	5	3	-	3
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	44	2	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	7	-	7	2	-	2	1	-	1	22	-	22	3	-	3	2	1	1	5	-	5	5	-	5	1	-	1
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Récapitulation des infractions

jugées en premier ressort

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	694	75	619	112	6	106	93	6	87	424	53	371	52	5	47	62	3	59	190	27	163	333	55	278	95	7	88
Délits prévus par le Code pénal	5.078	292	4.786	1.268	130	1.138	647	62	585	3.830	303	3.527	744	101	643	973	141	832	2.158	296	1.862	2.946	361	2.585	666	47	619
Contraventions de police prévues par le Code pénal	17	-	17	8	1	7	6	-	6	22	4	18	2	-	2	12	4	8	20	4	16	13	1	12	4	-	4
Infractions prévues par des lois spéciales	1.899	92	1.807	363	56	307	217	20	197	1.300	96	1.204	199	17	182	495	48	447	636	62	574	954	103	851	199	18	181
TOTAUX :	7.688	4599	7.229	1.751	193	1.558	963	88	875	5.576	456	5.120	997	123	874	1.542	196	1.346	3.004	389	2.615	4.246	520	3.726	964	72	892

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1 bis																											
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1980 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	-	1
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	-	-	-	1	1	-	2	1	1	2	1	1	3	-	3	-	-	-	-	-	-	5	2	3	1	-	1
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	8	-	8	3	-	3	2	-	2	2	-	2	4	-	4	-	-	
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	13	1	12	2	-	2	-	-	-	11	8	3	4	-	4	3	3	-	4	-	4	1	-	1	-	-	
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

6. Transport, voirie, communications

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885; L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	67	12	55	46	12	34	93	14	79	112	27	85	69	19	50	21	2	19	41	12	29	60	20	40	12	12
Assurance obligatoire véhicules automoteurs L. 1.7.56	37	2	35	12	-	12	21	-	21	55	5	50	42	5	37	10	2	8	18	1	17	57	3	54	37	36
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	14	-	14	7	-	7	8	2	6	11	-	11	20	-	20	2	-	2	3	1	2	8	-	8	2	2
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	28	2	26	2	2	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	24	3	21	1	-	1	2	-	2	2	-	2	10	2	8	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	5	-	5	6	-	6	17	-	17	5	-	5	11	1	10	-	-	-	-	-	-	13	-	13	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Récapitulation des infractions

jugées en premier ressort

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	180	31	189	87	28	59	164	30	134	205	40	165	114	15	99	28	5	23	57	15	42	276	26	250	35	5	30
Délits prévus par le Code pénal	2.725	280	2.445	895	134	761	1.923	251	1.672	2.784	369	2.415	2.166	324	1.842	592	97	495	699	48	651	2.340	227	2.113	315	26	389
Contraventions de police prévues par le Code pénal	17	1	16	4	2	2	43	4	39	74	3	71	37	4	33	17	5	12	20	4	16	20	1	19	6	6	
Infractions prévues par des lois spéciales	831	91	740	266	49	217	757	95	662	965	203	762	850	121	729	269	60	209	314	37	277	1.474	106	1.368	253	20	233
TOTAUX :	3.753	408	3.350	1.252	213	1.039	2.887	380	2.507	4.028	615	3.413	3.167	464	2.703	906	167	739	1.090	104	986	4.110	360	3.750	609	51	558

TABLEAU 4 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

6. Transport, voirie,

communications

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885; L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	25	7	18	37	8	29	30	7	23	20	4	16	7	2	5	10	3	7	25	4	21	16	2	14
Assurance obligatoire véhicules automoteurs L. 1.7.56	34	5	29	87	11	76	50	11	39	37	9	28	4	-	4	7	2	5	72	8	64	26	4	22
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	1	-	1	2	-	2	4	-	4	3	-	3	-	-	-	1	-	1	4	-	4	1	-	1
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	1	1	-	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	-	-	-	21	2	19	9	1	8	4	-	4	-	-	-	-	-	25	-	25	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Récapitulation des infrac-

tions jugées en premier ressort

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	78	9	67	80	12	68	64	8	56	38	2	36	13	2	11	21	10	11	98	5	93	48	4	44
Délits prévus par le Code pénal	794	102	692	712	126	586	959	187	772	453	43	410	178	18	160	192	36	156	772	71	701	516	81	435
Contraventions de police prévues par le Code pénal	11	-	11	9	-	9	14	1	13	9	-	9	2	-	2	7	-	7	10	-	10	12	2	10
Infractions prévues par des lois spéciales	347	58	289	450	80	370	373	52	321	216	24	192	87	11	76	123	13	110	502	34	468	271	37	234
TOTAUX :	1,228	169	1,059	1,251	218	1,033	1,410	248	1,162	716	69	647	280	31	249	343	59	284	1,382	110	1,272	847	124	723

TABLEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Récapitulation générale des prévenus jugés par

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	10	2	8	3	1	2	54	14	40
Contraventions de police prévues par le Code pénal	22	8	14	2	-	2	1	-	1
Infractions prévues par des lois spéciales	1.222	394	828	129	43	86	186	51	115
Totaux :	1.254	404	850	134	44	90	221	65	156
Totaux des infractions jugées en premier ressort	7.888	459	7.229	1.751	193	1.558	963	88	875
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	8.942	863	8.079	1.885	237	1.648	1.184	153	1.031

PENDANT L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1958

chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
14	1	13	1	1	-	2	-	2	70	22	48	141	101	40	51	10	41
24	15	9	6	5	1	1	1	-	9	6	3	7	4	3	5	1	4
767	251	516	120	40	80	126	41	85	255	78	177	413	175	238	112	30	82
805	267	538	127	46	81	129	42	87	334	106	228	561	280	281	168	41	127
5.576	456	5.120	997	123	874	1.542	196	1.346	3.004	389	2.615	4.246	520	3.726	964	72	892
6.381	723	5.658	1.124	169	955	1.671	238	1.433	3.338	495	2.843	4.807	800	4.007	1.132	113	1.019

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1 bis																											
Infractions jugées en degré d'appel																											
Délits prévus par le Code pénal	-	-	-	3	2	1	-	-	-	12	4	8	17	6	11	-	-	-	8	8	-	232	96	136	33	14	19
Contraventions de police prévues par le Code pénal	8	4	4	-	-	-	21	9	12	16	9	7	6	1	5	2	1	1	6	4	2	15	6	9	7	1	6
Infractions prévues par des lois spéciales	467	168	299	164	68	96	556	205	351	438	137	301	347	119	228	85	31	54	113	40	73	1.226	379	847	262	97	165
Totaux :	475	172	303	167	70	97	577	214	360	466	150	318	370	126	244	87	32	55	127	52	75	1.473	481	992	302	112	190
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3.753	403	3.350	1.252	213	1.039	2.887	380	2.507	4.028	615	3.413	3.167	464	2.703	906	167	739	1.090	104	986	4.110	360	3.750	609	51	558
Récapitulation générale																											
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	4.228	575	3.653	1.419	283	1.136	3.464	594	2.870	4.494	765	3.729	3.537	590	2.947	993	199	794	1.217	156	1.061	5.583	841	4.742	911	163	748

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
1 ter																								
Infractions jugées en degré d'appel																								
Délits prévus par le Code pénal	159	68	91	63	19	44	106	33	73	16	7	9	29	5	24	13	8	5	94	37	57	66	25	41
Contraventions de police prévues par le Code pénal	11	3	8	3	-	3	4	3	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	12	4	8	4	-	4
Infractions prévues par des lois spéciales	209	105	204	152	57	95	187	54	113	60	19	41	68	23	45	63	22	41	346	91	255	167	63	104
Totaux :	479	176	303	218	76	142	277	90	187	78	26	52	97	28	69	76	30	46	452	132	320	237	88	149
Totaux des infractions jugées en premier ressort	1.228	169	1.059	1.251	218	1.033	1.410	248	1.182	716	69	647	280	31	249	343	59	284	1.382	110	1.272	847	124	723
Récapitulation générale																								
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1.707	345	1.362	1.469	294	1.175	1.687	338	1.349	794	95	699	377	59	318	419	89	330	1.834	242	1.592	1.084	212	872

TABEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORREC-
JUDICIAIRES

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condam- nés	CONDAM- NÉS									CONDAMNÉS												
				A L'EMPRISON -									NEMENT				A L'AMENDE				ACCESSOIREMENT A				
				conditionnel de					sim -				ple de				conditionnelle de		simple de		l'inter- dic- tion	la mise à disposition du gouvernement		l'inter- dic- tion de con- duite	
				6 mois à 2 ans	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à -1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à - 5 ans	2 ans	+6 mois à -de 2 ans	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à -1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins 26 F	26 F et plus	moins 26 F		L. 27.11. 1891, art. 14 16, 5, 1912 art. 37	L. 9.4. 1930, art. 25		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Bruxelles	(Primaires	-	-	3.261	150	151	257	117	-	2	11	26	102	89	138	63	-	64	6	2.025	60	93	-	-	152
	(Récidivistes	-	-	3.968	83	105	156	58	-	9	21	50	290	309	421	220	1	23	2	2.188	32	107	1	14	215
	Total :	7.688	459	7.229	233	256	413	175	-	11	32	76	392	398	559	283	1	87	8	4.213	92	200	1	14	367
Louvain	(Primaires	-	-	849	30	33	96	66	1	1	2	-	6	4	9	4	-	146	33	360	58	22	1	-	16
	(Récidivistes	-	-	709	10	18	46	32	-	2	4	2	30	29	47	21	-	65	6	362	35	10	-	4	34
	Total :	1.751	193	1.558	40	51	142	98	1	3	6	2	36	33	56	25	-	211	39	722	93	32	1	4	50
Nivelles	(Primaires	-	-	425	20	14	68	45	-	-	2	-	3	8	13	4	-	105	30	97	16	17	-	-	26
	(Récidivistes	-	-	450	1	13	43	17	-	-	4	1	10	22	64	33	-	29	3	196	14	11	-	-	20
	Total :	963	88	875	21	27	111	62	-	-	4	3	13	30	77	37	-	134	33	293	30	28	-	-	46
Anvers	(Primaires	-	-	2.594	54	87	237	199	-	4	6	21	47	59	122	44	-	543	67	933	171	72	-	-	89
	(Récidivistes	-	-	2.526	56	62	161	133	-	8	14	29	134	154	243	88	-	229	16	1.133	66	77	-	7	90
	Total :	5.576	456	5.120	110	149	398	332	-	12	20	50	181	213	365	132	-	772	83	2.066	237	149	-	-	179
Malines	(Primaires	-	-	520	13	15	32	16	-	-	2	2	11	11	2	2	-	204	39	115	56	13	-	-	7
	(Récidivistes	-	-	354	3	4	13	5	-	-	2	1	11	16	33	14	-	45	7	175	25	4	-	-	10
	Total :	997	123	874	16	19	45	21	-	-	4	3	22	27	35	16	-	249	46	290	81	17	-	-	17
Turnhout	(Primaires	-	-	753	8	15	32	93	-	-	1	2	11	8	18	20	-	441	29	72	3	13	-	1	33
	(Récidivistes	-	-	593	4	4	14	36	-	2	1	3	14	20	44	76	-	119	6	239	11	4	-	1	22
	Total :	1.542	196	1.346	12	19	46	129	-	2	2	5	25	28	62	96	-	560	35	311	14	17	-	2	55
Mons	(Primaires	-	-	1.245	39	47	102	99	-	-	3	3	13	12	64	30	-	157	26	556	94	26	1	-	85
	(Récidivistes	-	-	1.370	27	33	67	87	1	2	3	7	31	58	122	86	-	71	9	666	100	38	-	2	27
	Total :	3.004	389	2.615	66	80	169	186	1	2	6	10	44	70	186	116	-	228	35	1.222	194	64	1	2	52
Charleroi	(Primaires	-	-	1.814	44	69	200	86	-	-	5	8	19	29	87	14	-	649	56	506	42	62	-	-	62
	(Récidivistes	-	-	1.912	40	54	145	53	-	4	7	18	67	114	285	46	-	229	13	810	27	72	-	-	74
	Total :	4.246	520	3.726	84	123	345	139	-	4	12	26	86	143	372	60	-	878	69	1.316	69	134	-	-	136
Tournai	(Primaires	-	-	450	18	30	59	58	-	-	1	3	8	11	7	5	-	70	20	144	16	35	-	-	16
	(Récidivistes	-	-	442	9	20	25	55	-	-	3	2	14	18	52	23	-	32	3	170	16	20	-	-	23
	Total :	964	72	892	27	50	84	113	-	-	4	5	22	29	59	28	-	102	23	314	32	55	-	-	39
Gand	(Primaires	-	-	1.628	24	50	111	105	1	-	3	2	35	22	30	30	-	523	82	535	75	39	-	-	62
	(Récidivistes	-	-	1.722	11	25	49	59	1	2	5	12	61	86	177	183	1	122	19	840	69	43	-	5	75
	Total :	3.753	403	3.350	35	75	160	164	2	2	8	14	96	108	207	213	1	645	101	1.375	144	82	-	5	137
Audenar- de	(Primaires	-	-	523	9	14	45	45	-	-	1	1	3	4	8	9	-	278	47	52	8	9	-	-	22
	(Récidivistes	-	-	516	5	4	24	32	-	2	-	1	10	15	28	47	-	115	9	204	20	5	-	-	31
	Total :	1.252	213	1.039	14	18	69	77	-	2	-	2	13	19	36	56	-	393	56	256	28	14	-	-	53

TRIBUNNAUX JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS

1958

TABLEAU 5 (Suite) - - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS

JUDICIAIRES

1958

ARRONDISSEMENTS	Totaux des pré-venus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS																	CONDAMNÉS ACCESSOIRES A				
				A L'EMPRISON -									NEMENT					A L'AMENDE				l'inter-diction	la mise à disposition du gouvernement		l'inter-diction de conduire
				conditionnel de					sim-				ple de					conditionnelle de		simple de			L. L. 27.11.1891, art. 14, 15.5.1912 art. 37	L. 9.4.1930, art. 25	
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	+ 6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Termonde	(Primaires	-	-	1.255	11	25	55	54	-	1	-	5	18	14	28	16	-	703	100	199	26	27	-	-	41
	(Récidivistes	-	-	1.252	17	7	17	14	-	-	3	18	50	42	106	64	-	113	6	742	53	33	-	1	45
	Total :	2.887	380	2.507	28	32	72	68	-	1	3	23	68	56	134	80	-	816	106	941	79	60	-	1	86
Bruges	(Primaires	-	-	1.834	23	36	109	33	-	-	1	4	31	25	54	19	1	463	42	921	72	49	-	-	68
	(Récidivistes	-	-	1.579	6	12	71	27	-	2	2	8	52	69	140	66	-	112	6	935	71	38	-	3	68
	Total :	4.028	615	3.413	29	48	180	60	-	2	3	12	83	94	194	85	1	575	48	1.856	143	87	-	3	136
Courtrai	(Primaires	-	-	1.404	24	19	84	43	-	-	1	2	13	7	29	17	-	239	109	560	257	24	-	-	42
	(Récidivistes	-	-	1.299	11	16	46	39	-	1	2	3	24	34	90	61	-	74	28	719	151	18	1	-	55
	Total :	3.167	464	2.703	35	35	130	82	-	1	3	5	37	41	119	78	-	313	137	1.279	408	42	1	-	97
Furnes	(Primaires	-	-	426	1	4	18	5	-	-	1	1	7	1	7	6	-	115	3	214	43	7	-	-	14
	(Récidivistes	-	-	313	2	2	11	8	-	-	-	-	4	5	19	22	-	39	1	187	13	6	-	-	12
	Total :	906	167	739	3	6	29	13	-	-	1	1	11	6	26	28	-	154	4	401	56	13	-	-	26
Ypres	(Primaires	-	-	528	12	11	28	6	-	-	-	-	4	3	10	1	-	327	45	76	5	11	-	-	17
	(Récidivistes	-	-	458	5	9	16	4	-	-	-	4	8	14	32	8	-	94	6	245	13	8	-	-	31
	Total :	1.090	104	986	17	20	44	10	-	-	-	4	12	17	42	9	-	421	51	321	18	19	-	-	48
Liège	(Primaires	-	-	1.658	59	63	132	353	-	2	8	11	54	50	95	44	-	327	35	330	95	38	-	1	69
	(Récidivistes	-	-	2.092	30	41	104	174	1	3	5	14	131	114	207	153	2	233	10	825	45	26	-	2	74
	Total :	4.110	360	3.750	89	104	236	527	1	5	13	25	185	164	302	197	2	560	45	1.155	140	64	-	3	143
Huy	(Primaires	-	-	234	6	6	13	28	-	-	-	-	4	3	13	4	-	67	27	54	9	5	-	-	19
	(Récidivistes	-	-	324	1	8	13	22	-	-	-	2	9	15	34	25	-	37	5	146	7	9	-	-	22
	Total :	609	51	558	7	14	26	50	-	-	-	2	13	18	47	29	-	104	32	200	16	14	-	-	41
Verviers	(Primaires	-	-	522	6	19	45	56	-	-	1	2	24	24	22	18	-	33	12	200	60	17	2	-	12
	(Récidivistes	-	-	537	5	10	24	26	-	1	2	2	19	45	63	52	-	5	3	251	29	13	-	-	14
	Total :	1.228	169	1.059	11	29	69	82	-	1	3	4	43	69	85	70	-	38	15	451	89	30	2	-	26
Tongres	(Primaires	-	-	631	22	39	88	76	2	-	-	1	22	26	36	41	-	102	33	122	21	13	-	-	55
	(Récidivistes	-	-	402	5	10	25	32	-	-	-	1	19	36	32	29	-	34	2	164	13	9	-	-	32
	Total :	1.251	218	1.033	27	49	113	108	2	-	-	2	41	62	68	70	-	136	35	286	34	22	-	-	87
Hasselt	(Primaires	-	-	625	11	17	42	51	3	-	3	3	9	4	21	15	-	230	70	118	28	15	-	-	46
	(Récidivistes	-	-	537	7	12	25	29	-	2	1	4	13	21	57	46	-	72	13	214	21	19	-	-	44
	Total :	1.410	248	1.162	18	29	67	80	3	2	4	7	22	25	78	61	-	302	83	332	49	34	-	-	90
Arlon	(Primaires	-	-	358	13	14	31	18	-	-	2	1	7	9	19	15	1	61	22	119	26	8	-	-	22
	(Récidivistes	-	-	289	6	7	14	14	-	-	1	-	5	21	44	20	-	22	5	116	14	5	-	-	20
	Total :	716	69	647	19	21	45	32	-	-	3	1	12	30	63	35	1	83	27	235	40	13	-	-	42

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

(Suite)

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1958

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS A L'EMPRISONNEMENT								CONDAMNÉS A L'AMENDE					CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A								
				conditionnel de				simple				NEMENT					conditionnelle de		simple de			l'interdiction	la mise à disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	+ 6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	LL 27.11.1891, art. 14, 15.5.1912 art. 37		L. 9.4.1930, art. 25		
				5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Marche - (Primaires en-Fa - (Récidivistes menne	-	-	133	6	6	8	3	-	-	-	-	1	2	3	3	1	-	45	12	38	5	4	-	-	-
	-	-	116	-	2	2	1	-	-	-	-	-	1	4	13	4	-	10	2	71	6	-	-	-	3
Total :	280	31	249	6	8	10	4	-	-	-	-	1	3	7	16	5	-	55	14	109	11	4	-	-	3
Neufchâ - (Primaires teau (Récidivistes	-	-	134	2	1	6	4	-	-	-	-	-	-	2	6	7	-	29	22	44	11	1	-	-	3
	-	-	150	2	-	4	5	-	-	-	-	-	2	3	14	10	-	19	9	72	10	-	-	-	1
Total :	343	59	284	4	1	10	9	-	-	-	-	-	2	5	20	17	-	48	31	116	21	1	-	-	4
Namur (Primaires (Récidivistes	-	-	553	19	15	51	37	-	-	1	1	3	10	24	9	-	150	36	150	47	16	1	-	-	14
	-	-	719	5	8	22	30	-	-	2	2	16	30	80	43	-	47	12	376	46	22	-	-	3	15
Total :	1.382	110	1.272	24	23	73	67	-	-	3	3	19	40	104	52	-	197	48	526	93	38	1	-	3	29
Dinant (Primaires (Récidivistes	-	-	374	5	16	39	47	1	-	-	2	7	9	20	12	-	100	62	41	13	9	-	-	-	12
	-	-	349	5	12	28	20	-	-	-	-	9	13	44	45	2	39	22	98	14	12	-	-	-	17
Total :	847	124	723	10	28	65	67	1	-	-	2	16	22	64	57	2	139	84	139	27	21	-	-	-	29
Le Royau (Primaires me (Récidivistes	-	-	24.731	629	816	1.988	1.743	8	10	52	104	463	447	885	450	2	6.171	1.065	8.581	1.317	645	5	2	944	
	-	-	24.978	356	498	1.163	1.012	3	40	82	184	1.034	1.307	2.491	1.485	6	2.029	223	12.144	921	609	2	42	1.074	
Total	55.990	6.281	49.709	985	1.314	3.151	2.755	11	50	134	288	1.497	1.754	3.376	1.935	8	8.200	1.288	20.725	2.238	1.254	7	44	2.018	

Récapitulation des condamnés jugés en premier ressort en 1958

Condamnés	à l'emprisonnement	conditionnel	8.216
		sans condition	184
		plus de 2 ans	184
		plus de 6 mois à 2 ans	1.785
		de 6 mois et moins	7.073
	à l'amende	conditionnelle	9.488
		simple	22.963
		Total des condamnés	49.709

TABLEAU 6 - RECHUTES APRES UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE - 1958

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	Durée du sursis qui avait été accordé							Total
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Empisonnement de :								
plus d'un mois à moins de 6 mois	-	11	10	250	-	251	522	
6 mois à moins de 3 ans	-	2	4	85	-	108	199	
3 ans et plus	-	-	-	4	-	6	10	
Total :	-	13	14	339	-	365	731	

TABLEAU 7 - CONSEILS DE GUERRE ET LA COUR MILITAIRE - CONdamnATIONS DEFINITIVES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS - 1958

NATURE DES INFRACTIONS	Nom- bre des acquit- tements	Nom- bre des condam- nations	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES				
			Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amende		Dé- ché- ance	Desti- tution	Inter- dic- tion	Dispo- sition du Gou- ver- nement	Loi de la Dé- fense sociale				
				de plus de 5 ans à pé- tuité	de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	condi- tion- nelles										
							con- di- tion- nelles	sim- ples									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15			
CRIMES																	
Faux en écriture (art. 194 à 197)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-			
Attentat à la pudeur sans violence ni menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	-	10	-	-	-	8	2	-	-	-	-	10	-	-			
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	-	6	-	-	-	5	1	-	-	-	-	6	-	-			
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité (art. 373, § 2, 377)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5. 1912)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	3	20	-	-	2	15	3	-	-	-	-	19	-	-			
Viol (art. 375, 377, § 5, 6, 7)	2	7	-	1	3	1	2	-	-	-	-	6	-	-			
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Meurtre (art. 393)	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Homicide (art. 393, 394)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			

Tableau 7 - 1958 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nom- bre des acquit- tements	Nom- bre des condam- nations	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES				
			Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amende		Dé- ché- ance	Desti- tution	Inter- dic- tion	Dispo- sition du Gou- ver- nement	Loi de la Dé- fense sociale				
				de plus de 5 ans à pé- tuité	de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	condi- tion- nelles										
							con- di- tion- nelles	sim- ples									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15			
DELITS																	
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violence ou menaces (art. 467 à 470)	3	83	-	-	1	36	46	-	-	-	-	-	-	-			
Vol à l'aide de violence ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	-	3	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-			
Recel de choses obtenues par crime ou délit (art. 505)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Destruction de construction (art. 521)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
DELITS																	
Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat (art. 118 bis, 119, 120, 120 bis, 120 ter, 123 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Ouverture, suppression de lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149, L. 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Contrefaçon et usage de papier timbré, coupons, sceaux (art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Contrefaçon de timbres, coupons, enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (et usage) (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209, 210)	1	43	-	-	-	23	12	4	4	-	-	-	-	-			
Faux témoignage en justice (art. 216 à 220)	1	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-			
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décorations, costume, etc. (art. 228 à 232)	-	2	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-			
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	1	12	-	-	-	5	7	-	-	-	-	-	-	-			
Concussion (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Corruption : offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-			
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249 - 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Essais de corrompre fonctionnaire, arbitre (art. 252)	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-			
Violation du secret des dépêches télégraphiques et communication téléphonique (L. 13.10.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Rébellion (art. 271, 272)	-	6	-	-	-	2	3	1	-	-	-	-	-	-			
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	-	16	-	-	-	3	4	4	5	-	-	-	-	-			
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	-	4	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-			
Menaces (art. 327 à 331)	-	5	-	-	-	1	3	1	-	-	-	-	-	-			

Tableau 7 - 1958 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
III. - COMMERCE ET INDUSTRIE														
Commerce ambulant (A.R. 29.12.36)	-	2	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (A. 2.12.1946)	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
IV. - AGRICULTURE, ANIMAUX, CHASSE, PÊCHE														
Police sanitaire des animaux domestiques ; insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882)	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
V. - TRANSPORTS, VOIRIE, COMMUNICATIONS														
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835 ; L. 24.6.1885 ; L. 25.7.1891. etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir pris la fuite après avoir causé ou occasionné un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	2	23	-	-	-	5	4	7	7	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messagerie	12	112	-	-	-	2	3	48	59	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphe et téléphone (L. 1.3.1851, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (L. 5.6.1928)	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L. 1 - 7 - 56)	-	4	-	-	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-
CODE PENAL MILITAIRE														
Politique, (aide à l'ennemi)	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Port d'armes contre la Belgique et alliés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Désertion	8	436	-	-	-	100	336	-	-	-	-	-	-	-
Abandon de poste	-	53	-	-	-	3	50	-	-	-	-	-	-	-
Insubordination	3	137	-	-	-	25	112	-	-	-	-	-	-	-
Refus d'obéissance	-	57	-	-	-	8	48	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers supérieur	2	43	-	-	1	12	31	-	-	-	-	-	-	-
Violences envers un supérieur	-	53	-	-	-	10	43	-	-	-	-	-	-	-
Violences envers une sentinelle	-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou reproduction d'effets militaires	4	8	-	-	-	1	6	-	1	-	-	-	-	-

Tableau 7 - 1958 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Vol d'objets de casernement ou effets quelconques	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Révolte	-	9	-	-	-	2	7	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION														
Crimes	8	132	-	2	8	66	56	-	-	-	-	41	-	-
Délits	107	1,010	-	-	1	307	272	287	163	-	-	2	-	-
Contraventions	-	12	-	-	-	-	2	5	5	-	-	-	-	-
Lois spéciales	30	275	-	-	-	22	19	84	150	-	-	-	-	-
Code pénal militaire	17	800	-	1	1	161	636	-	1	-	-	1	-	-
TOTAL GENERAL :	162	2,229	-	3	10	556	985	356	319	-	-	44	-	-

TABEAU 8 - CONDAMNATIONS DEFINITIVES CLASSEES PAR CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE - 1958

CONSEILS DE GUERRE	Nombre des condamnations définitives	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES				
		Mort	PEINES PRIVATIVES DE LIBERTE				PEINES D'AMENDE		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Dé-fense sociale			
			de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins		conditionnelles	simples						conditionnelles	simples	
					conditionnelles	simples										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			
Bruxelles	701	-	-	3	218	327	103	50	-	-	10	-	-			
Gand	256	-	-	-	55	119	36	46	-	-	7	-	-			
Liège	382	-	2	2	84	192	64	38	-	-	4	-	-			
En Campagne	689	-	-	-	166	236	129	158	-	-	13	-	-			
Total	2,028	-	2	5	523	874	332	292	-	-	34	-	-			
Cour militaire :	201	-	1	5	33	111	24	27	-	-	10	-	-			
Total général :	2,229	-	3	10	556	985	356	319	-	-	44	-	-			

STATISTIQUE de l'APPLICATION de la LOI

de

DEFENSE SOCIALE du 9 avril 1930

ANNEE 1958

STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI DE DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

ANNEE 1958

La méthode employée pour l'établissement des tableaux ci-après est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation a permis de confectionner les tableaux suivants :

Un tableau I dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale avec indication de la nature de l'infraction commise ;

Un tableau II qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques ;

Un tableau III dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation ;

Un tableau IV répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau 4 - REPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DE MISES A LA DISPOSITION
DU GOUVERNEMENT, D'APRES LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNEES

(1958)

SIEGE	Internements			Mises à la disposition du gouvernement	Ensemble des mesures en vertu de la loi
	Juridictions d'instructions	Juridictions de jugement	Total		
1	2	3	4	5	6
COURS D'ASSISES					
	-	-	-	-	-
COUR MILITAIRE					
	-	7	7	-	7
COURS D'APPEL					
Bruxelles	43	9	52	12	64
Gand	18	5	23	3	26
Liège	14	1	15	2	17
Total :	75	22	97	17	114
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS					
Bruxelles	32	9	41	1	42
Louvain	3	-	3	2	5
Nivelles	4	1	5	-	5
Anvers	64	6	70	2	72
Malines	7	-	7	-	7
Turnhout	13	-	13	-	13
Mons	12	4	16	-	16
Charleroi	16	2	18	-	18
Tournai	12	-	12	-	12
Gand	16	-	16	1	17
Audenarde	3	1	4	-	4
Termonde	7	-	7	-	7
Bruges	9	1	10	1	11
Courtrai	3	-	3	-	3
Furnes	1	-	1	-	1
Ypres	1	1	2	1	3
Liège	32	-	32	-	32
Huy	2	-	2	-	2
Verviers	3	-	3	-	3
Tongres	8	-	8	-	8
Hasselt	6	-	6	-	6
Arlon	3	-	3	-	3
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	1
Neufchâteau	-	-	-	-	-
Namur	12	-	12	3	15
Dinant	6	-	6	-	6
Total :	276	25	301	11	312
CONSEILS DE GUERRE					
	-	2	2	-	2
Total général :	351	49	400	28	428

STATISTIQUE de l'ACTIVITE

du

CONSEIL d' ETAT

ANNEE 1957-1958

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat a été créé par la loi du 23 décembre 1946 qui entra en vigueur à la date du 23 août 1948.

Cette haute juridiction comporte deux sections ayant chacune une mission bien distincte :

- 1) la section de législation donne des avis sur les textes législatifs qui lui sont soumis par un ministre ou par le président d'une des chambres législatives ;
- 2) la section d'administration émet des avis ou tranche par voie d'arrêt. Dans la compétence d'avis on doit surtout retenir le contentieux de l'indemnité (art. 7, par. 1 : "La section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnité relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le gouvernement de la colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée). Dans la compétence d'arrêt, il faut mettre l'accent sur les recours en annulation "pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives". La loi accordait ainsi à l'individu la protection qui ne lui avait pas toujours été garantie en face de la puissance publique.

Le tableau I est un bilan sommaire de l'activité des deux sections susvisées.

Le tableau II donne le détail des affaires de la section d'administration en distinguant la compétence d'avis, la compétence juridictionnelle et les affaires ministères et d'unions professionnelles.

Le tableau III entre plus encore dans le détail et répartit, selon les départements intéressés, les affaires de recours en annulation contre des actes et règlements administratifs.

Tableau 1. - ACTIVITE EN GENERAL

ANNEES	Section de législation Avis donnés pendant l'année			Section d'administration Nombre d'affaires (2)				
	A la demande du président d'une des Chambres législatives	A la demande d'un Ministre	Total des avis donnés pendant l'année	Affaires antérieures à l'année	Affaires introduites pendant l'année	Total des affaires à traiter	Affaires terminées (3)	Affaires restant à traiter à la fin de l'année
1948(1)	3	89	92	-	283	283	5	258
1949	1	570	571	258	560	818	283	555
1950	2	825	827	555	871	1.426	535	891
1951	2	853	855	891	958	1.849	549	1.300
1952	-	709	709	1.300	1.006	2.306	858	1.448
1953	-	669	669	1.448	852	2.310	973	1.337
1954	1	514	515	1.337	911	2.248	1.001	1.247
1955	-	437	437	1.247	688	1.930	957	973
1956-57	1	485	486	1.041	842	1.883	535	1.348
1957-58	-	422	422	1.248	844	2.090	753	1.337

(1) Depuis le 23 août 1948.

(2) Non compris les affaires ministères et d'union professionnelle.

(3) Y compris les affaires terminées sans arrêt ni avis.

Tableau II - SECTION D'ADMINISTRATION : DETAIL DES AFFAIRES
A. - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE (art. 8, 9 et 10)

ANNEES	Arrêts rendus en matière de recours en annulation (article 9)				Arrêts rendus en matières spéciales (article 10)				Total des arrêts rendus							
	Recours contre des décisions contentieuses administratives		Recours contre des actes et règlements administratifs		Loi électorale communale (§ 1)	Revision des contrats conclus avant ou pendant la guerre (§ 2)	Assistance publique (§ 3)	Assistance publique (§ 4)		Total						
	En matière de dommages de guerre	Autres recours	Accordant l'annulation	Refusant l'annulation							Accordant l'annulation	Refusant l'annulation				
													Accordant l'annulation	Refusant l'annulation		
1948	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1949	-	-	-	7	2	25	73	-	38	-	-	1	40	3	17	3
1950	-	7	6	38	40	70	131	292	57	-	3	3	63	33	53	189
1951	1	7	6	27	34	93	213	380	20	-	2	2	22	24	71	491
1952	-	17	25	96	61	90	269	558	40	-	1	1	45	83	98	784
1953	-	34	33	180	113	68	226	654	68	-	11	11	108	63	99	924
1954	1	62	25	188	121	73	241	710	12	-	2	2	44	56	78	889
1955	-	60	70	195	93	144	182	744	6	-	1	1	27	28	76	875
1956-57	-	29	42	51	67	56	148	393	-	-	13	-	13	13	66	485
1957-58	2	52	98	129	73	63	198	613	2	-	15	2	19	8	77	719

B. - COMPETENCE D'AVIS (Art. 6 et art. 7, par. 1)

ANNEES	Avis émis sur la base de l'art. 6	Avis émis en matière de contentieux de l'indemnité (article 7, paragraphe 1)				Total des avis émis
		Favorables à la demande		Défavorables à la demande	Total des avis émis sur la base de l'art. 7 § 1	
		Complètement	Partiellement			
	1	2	3	4	5	6
1948	-	-	-	1	1	1
1949	38	1	1	16	18	56
1950	52	-	(1)	14	14	66
1951	24	1	1	25	27 (2)	51
1952	28	1	-	14	15	43
1953	22	1	-	13	14	36
1954	23	4	-	15	19	42
1955	22	-	-	11	11	33
1956-57	22	-	-	13	13	35
1957-58	13	-	1	6	7	20

(1) Deux avis partiellement favorables ont été donné subsidiairement à l'occasion de recours en annulation rejetés

(2) En outre, 13 arrêts-avis comptés dans les arrêts.

C. COMPETENCE EN MATIERE MINIERE ET D UNIONS PROFESSIONNELLES

(art. 7, par. 2, arrêté du Régent du 23 août 1948)

ANNEES	Affaires minières		Affaires d'unions professionnelles	
	Entrées	Terminées	Entrées	Terminées
1948	1	-	113	4
1949	12	6	1 144	388
1950	12	10	948	1 154
1951	17	22	743	672
1952	12	4	615	643
1953	14	16	727	671
1954	20	15	652	655
1955	9	15	559	581
1956-57	16	4	551	664
1957-58	16	15	594	505